

RAPPORT ANNUEL DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

EXERCICE 2015

**B
R
B**



CONSEIL GENERAL



CIZA Jean
Gouverneur



WAGARA Melchior
Premier Vice -Gouverneur



SENDAZIRASA Annonciata
Deuxième Vice-Gouverneur

LES MEMBRES DU CONSEIL



RUGERINYANGE
Eloi



NGENDAKUMANA
Jacques



NZOPFABARUSHE
Melchiade



NSHIMIRIMANA
Florence



NIMBONA
Léon

MISSIONS DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI (*)

1. Définir et mettre en œuvre la politique monétaire ;
2. Définir et mettre en œuvre le régime de change ;
3. Détenir et gérer les réserves officielles de change ;
4. Réglementer et superviser les banques, les établissements financiers et les institutions de microfinance ;
5. Emettre les billets de banque et les pièces de monnaie ;
6. Promouvoir un système financier stable et solide ;
7. Promouvoir un système de paiement national fiable, efficient et solide ;
8. Agir en qualité de Caissier de l'Etat ;
9. Réaliser toute autre tâche prévue par les statuts qui la régissent ;
10. Réaliser toute tâche que toute autre loi confierait à la Banque, sous réserve de sa compatibilité avec son autonomie.

VISION DE LA BANQUE-2015

A l'horizon 2015, la Banque de la République du Burundi doit être une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise.

(*) : Statuts de la BRB, article 7

LETTRE INTRODUCTIVE AU RAPPORT ANNUEL 2015 DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

ADRESSEE A SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

PAR LE GOUVERNEUR AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Excellence Monsieur le Président
de la République du Burundi,

La cinquante-deuxième édition du Rapport annuel de la Banque de la République du Burundi, que j'ai l'honneur de Vous présenter, porte sur l'exercice 2015.

Le rapport développe, après une analyse succincte de l'environnement économique international, l'évolution économique et financière du Burundi ainsi que les activités et les comptes de la Banque.

En 2015, la croissance de l'activité économique mondiale s'est ralentie (3,1 contre 3,4%), suite principalement au ralentissement observé dans les pays émergents et en développement.

Dans les pays développés, la croissance s'est établie à 1,9 contre 1,8% en 2014 et a été tirée surtout par la robustesse de la croissance aux États-Unis et la reprise dans la Zone euro.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance s'est ralentie (4,0 contre 4,6%) en raison surtout de l'affaiblissement de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole et du ralentissement de l'activité en Chine (6,9 contre 7,3% en 2014).

L'Afrique Sub-saharienne a connu un ralentissement de la croissance (3,5 contre 5,0%), suite principalement à la baisse des prix des produits de base et au durcissement des conditions financières mondiales.



Dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'activité économique a globalement maintenu le rythme de croissance de l'année précédente (5,8 contre 5,9%).

Le commerce mondial s'est faiblement accru (2,6 contre 3,4%), en raison de la baisse de l'activité dans les pays émergents en général et en Chine en particulier.

L'inflation est restée globalement faible dans la plupart des pays, en liaison avec la chute des prix des matières premières. Dans les pays avancés, l'inflation a baissé (0,3 contre 1,4%) et s'est établie à 4,7 contre 5,1% dans les pays émergents et en développement.

Les marchés financiers ont été volatiles en 2015, en raison de différents changements de

l'orientation de la politique monétaire dans les diverses zones économiques et de l'anticipation sur l'évolution des marchés.

Les marchés de change ont été globalement marqués par l'appréciation du dollar par rapport aux autres devises, en raison notamment de l'incertitude sur l'évolution de l'activité économique dans la Zone euro et de la dévaluation du Yuan au cours de l'année. D'une fin d'année à l'autre, l'euro a perdu 10,3% face au dollar, se fixant à 1,21 contre 1,08 à fin décembre 2014.

Le taux de change USD/Yuan s'est fixé à 6,20 au début de l'année avant de monter à 6,49 à fin décembre 2015, soit une dépréciation de 4,7%. Le Yen s'est déprécié de 0,3% par rapport au dollar américain en 2015.

*
* *

En 2015, l'économie Burundaise a enregistré une décroissance (-3,9 contre 4,5%), en raison des mauvaises performances enregistrées dans tous les secteurs. Cette décroissance est liée à la baisse de l'activité dans les secteurs primaire (-3,6 contre 3,7%), secondaire (-14,1 contre 7,4%) et tertiaire (2,0 contre 4,4%).

La décroissance du secteur primaire (-3,6 contre 3,7%) a été due au recul de l'agriculture vivrière (-4,7 contre 3,4%) et de l'agriculture d'exportation (1,9 contre 12,2%).

Le secteur secondaire a pâti des contreperformances des industries alimentaires (-4,0 contre 2,0%), des industries de la manufacture (-4,4 contre 17,7%) et de la construction (-35,1 contre 9,0%).

La décélération du secteur tertiaire (2,0 contre 4,4%) a résulté principalement de la chute de la croissance du commerce (-9,0 contre 5,8%) et des transports (-24,8 contre 4,5%) qui l'a emporté sur la croissance des services de postes, télécommunications et internet (32,0 contre 6,4%) et de l'administration publique (8,2 contre 0,1%).

L'inflation a augmenté en 2015 par rapport à l'année précédente, passant de 4,4 à 5,6%, en liaison avec la hausse des prix des produits alimentaires et des produits non alimentaires.

Les finances publiques se sont détériorées, le déficit budgétaire s'étant aggravé par rapport à l'année précédente (354.129,2 contre 182.245,5 MBIF). Cette détérioration du déficit est liée à la diminution des recettes (-16,0%) alors que les dépenses ont augmenté (+2,9%). De même, le ratio du déficit global (dons inclus) par rapport au PIB s'est détérioré, passant de 4,1 à 7,8% en 2015.

L'encours de la dette publique a augmenté de 25,9%, passant de 1.383,8 à 1.756,6 Mds de BIF d'une fin d'année à l'autre. Cette hausse a beaucoup plus porté sur la dette intérieure (+45,9%) que sur la dette extérieure (+5,9%). L'augmentation de la dette intérieure (+333,7 Mds de BIF) a résulté notamment de la hausse de l'engagement de l'Etat envers la Banque Centrale (+193,6 Mds de BIF) et les banques commerciales (+106,7 Mds de BIF). L'accroissement du stock de la dette extérieure (+39,1 Mds de BIF) a résulté des tirages (31,2 Mds de BIF) et des plus-values de réévaluation (14,4 Mds de BIF) qui ont dépassé le remboursement du principal (6,6 Mds de BIF). Au cours de l'année 2015, la dette publique totale représentait 39,4% du PIB. Le ratio du service de la dette extérieure sur les recettes d'exportation des biens et services s'est établi à 3,9 contre 4,1% en 2014.

Concernant le secteur monétaire, la Banque Centrale a poursuivi la mise en œuvre d'une politique monétaire basée sur le ciblage des agrégats monétaires dans un contexte de ralentissement de l'activité économique et a pris une série de mesures dans le but de soutenir l'économie tout en assurant la stabilité des prix. Ces mesures ont porté sur l'assouplissement des conditions de refinancement des banques et de provisionnement des créances impayées ainsi que l'intensification des opérations d'injection de liquidité pour encourager le secteur bancaire à financer l'économie.

La masse monétaire M3 s'est accrue à un rythme moins rapide que celui de l'année précédente (1,5 contre 11,3%). Cette faible progression a résulté de l'expansion du crédit intérieur (1.407.007,8 contre 1.135.873,8 MBIF) qui a légèrement contrebalancé la contraction des avoirs extérieurs nets (-76.150,1 contre 180.528,5 MBIF).

La liquidité de l'économie s'est accrue à un rythme moins prononcé que celui de l'année précédente (7,8 contre 11,7%). Par contre, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base du PIB et de la Dépense Intérieure Brute (DIB) s'est accéléré, passant de 24,9 à 26,6% et de 20,0 à 21,7% respectivement.

Malgré un contexte de ralentissement de l'activité économique du pays en 2015, le secteur bancaire est demeuré résilient et toutes les normes prudentielles se sont établies au-dessus des limites réglementaires. La performance du secteur bancaire s'est nettement améliorée. En effet, le Produit Net Bancaire (PNB) a enregistré une croissance de 20,4%, passant de 120.577,2 à 145.183,4 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Les ratios de rentabilité des fonds propres (ROE) et des actifs (ROA) ont évolué à la hausse, passant respectivement de 7,2 à 11,6% et de 1,0 à 1,9%.

Au terme de l'année 2015, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement (solde du compte courant et de capital) plus important que celui de 2014 (- 496.240,4 contre -468.078,9 MBIF), suite essentiellement à la chute de l'excédent du compte de capital (87.336,6 contre 126.554,6 MBIF) ; le déficit du compte courant ayant connu une faible baisse (-583.577,0 contre -594.633,5 MBIF).

La chute de l'excédent du compte de capital est due à la forte baisse des concours extérieurs au titre de dons projets (89.973,8 contre 136.117,2 MBIF). Par contre, le déficit du compte courant est dû au fléchissement du solde des biens et services (-1.016.425,7 contre -1.097.559,9 MBIF) partiellement contrebalancé par l'excédent des revenus secondaires (436.555,4 contre 513.415,5 MBIF).

Le solde du compte d'opérations financières a augmenté, en liaison avec la hausse des engagements extérieurs à court terme au titre de crédits commerciaux (187.800,9 contre 172.338,6 MBIF) et la diminution des avoirs de réserves de 272.200,5 MBIF.

* * *

Les perspectives de l'économie burundaise montrent que l'activité économique pourrait s'améliorer en 2016. La croissance économique pourrait s'élever à 0,7 contre -3,9% en 2015, sous l'effet de l'amélioration de la production prévue dans tous les secteurs.

La production du secteur primaire serait améliorée par la poursuite de la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole par, notamment, la redynamisation de la distribution des engrais chimiques et des semences sélectionnées, l'aménagement des bassins versants et des marais, l'encadrement des caféiculteurs ainsi que la relance des actions d'amélioration de la qualité du café.

Au niveau du secteur secondaire, la production serait améliorée suite à la relance du tissu industriel, la construction et la réhabilitation des centrales électriques, la restructuration et l'organisation des exploitants artisanaux du sous- secteur minier en coopératives et la construction des écoles, des hôpitaux et autres infrastructures publiques.

Quant au secteur tertiaire, le renforcement de l'accès aux soins de santé de base et le développement des TIC contribueraient à l'amélioration de la production.

En Vous assurant de mon entier dévouement, Veuillez agréer, Excellence Monsieur le Président de la République, l'assurance de ma Plus haute considération.

Jean CIZA



GOUVERNEUR

■ TABLE DES MATIERES

TABLE DES MATIERES	6
LISTE DES GRAPHIQUES	9
LISTE DES TABLEAUX	10
PREMIERE PARTIE :	
ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	14
I. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL	15
I.1. VUE D'ENSEMBLE	15
I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS AVANCES	16
I.3. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT	16
I.4. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA CAE	16
I.5. ECHANGES MONDIAUX	17
I.6. INFLATION MONDIALE	17
I.7. MARCHES FINANCIERS	18
II. ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI	19
II.1. PRODUCTION ET PRIX	19
II.1.1. PRODUCTION	19
II.1.1.2. Demande	28
II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION	30
II.2. FINANCES PUBLIQUES	32
II.2.1. RECETTES ET DONNS	33
II.2.2. DEPENSES	34
II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT	35
II.2.4. DETTE PUBLIQUE	35
II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER	40
II.3.1. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE	40
II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE	44
II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE	44
II.3.4. CREDIT DU SYSTEME BANCAIRE	46
II.3.5. TAUX D'INTERET	48
II.4. BALANCE DES PAIEMENTS	49
II.4.1. Opérations courantes	49
II.4.2. Compte de capital et d'opérations financières	56

DEUXIEME PARTIE :
ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI

III. ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE	59
III.1. MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE	59
III.1.1. Appels d'offres de liquidité	59
III.1.2. Facilité de prêt marginal	60
III.1.3. Réserves obligatoires	60
III.2. MARCHÉ ET TAUX DE CHANGE	61
III.2.1. Marché des changes	61
III.2.2 Taux de change	61
III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT	62
III.3.1. Circulation fiduciaire	62
III.3.2. Systèmes de paiement	63
III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES	64
III.4.1. Supervision du secteur bancaire	64
III.4.2. Supervision de la microfinance	67
III.4.3. Supervision des bureaux de change	67
III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE	68
III.6. PROJETS DE LA BANQUE	68
III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement	68
III.6.2. Projet Système d'information Bancaire	69
III.6.3. Projet Cadre Légal des Systèmes de Paiement	70
III.6.4. Projet renforcement de la Technologie de l'Information	70
III.7. INTEGRATION REGIONALE	71
III.7.1. Communauté de l'Afrique de l'Est	71
III.7.2. Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe	72
III.7.3. Association des Banques Centrales Africaines	72
III.8. GESTION DES RISQUES	72
III.9. AUTRES ACTIVITES	72
IV. ADMINISTRATION ET COMPTES DE LA BANQUE	73
IV.1. ADMINISTRATION	73
IV.1.1. Conseil Général	73
IV.1.2. Comité de Direction	73
IV.1.3. Organes de contrôle	74
IV.1.4. Plan Stratégique de la Banque	74
IV.1.5. Gestion des ressources humaines	75

IV.2. LES COMPTES DE LA BANQUE	76
IV.2.1. BILAN	76
IV.2.1.1. ACTIF	78
IV.2.1.2. PASSIF	78
IV.2.2. COMPTES DE RESULTAT	79
CONCLUSION GENERAL	81
ANNEXE	82

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1	: Répartition du PIB aux prix courants par secteur
Graphique 2	: Production du café vert (en T)
Graphique 3	: Cours du café Arabica par campagne (en cts/lb)
Graphique 4	: Indice de la production industrielle (1989=100)
Graphique 5	: Evolution des emplois du PIB aux prix courants (En Mds de BIF)
Graphique 6	: Evolution du taux d'inflation annuel
Graphique 7	: Principales recettes fiscales (en %)
Graphique 8	: Structure des dépenses courantes (en MBIF)
Graphique 9	: Dette publique extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)
Graphique 10	: La masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)
Graphique 11	: Taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs
Graphique 12	: Solde des opérations courantes (en Mds de BIF)
Graphique 13	: Evolution du BIF par rapport au USD (fin de période)
Graphique 14	: Emplois du secteur bancaire
Graphique 15	: Ressources du secteur bancaire
Graphique 16	: Ratios de solvabilité et de liquidité du secteur bancaire

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1	: Croissance de la production mondiale
Tableau 2	: Croissance du PIB des pays de la CAE
Tableau 3	: Produit Intérieur Brut
Tableau 4	: Principales productions vivrières (en T)
Tableau 5	: Production du café par campagne (en T)
Tableau 6	: Production de coton et superficies productives par région
Tableau 7	: Production de thé
Tableau 8	: Vente de thé sec
Tableau 9	: Indice pondéré de la production industrielle
Tableau 10	: Trafic à l'aéroport international de Bujumbura
Tableau 11	: Ressources et Emplois
Tableau 12	: Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en % du PIB
Tableau 13	: Revenus, dépenses et besoin de financement en Mds de BIF
Tableau 14	: Evolution du taux d'inflation (en %)
Tableau 15	: Opérations Financières consolidées de l'Etat (en MBIF)
Tableau 16	: Recettes et Dons (en MBIF)
Tableau 17	: Structure de la dette publique (en MBIF)
Tableau 18	: Encours des titres du Trésor (en MBIF)
Tableau 19	: Dette extérieure (en MBIF)
Tableau 20	: Opérations de la dette publique extérieure par secteurs (en MBIF)
Tableau 21	: Service de la dette publique (en MBIF)
Tableau 22	: Ressources et emplois du système bancaire (en MBIF)
Tableau 23	: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de pourcentage)
Tableau 24	: Dépôts par détenteurs (à fin d'année, en MBIF)
Tableau 25	: Avoirs extérieurs nets
Tableau 26	: Variations de la liquidité bancaire et de ses contreparties (en MBIF)
Tableau 27	: Composantes de la liquidité de l'économie
Tableau 28	: Taux de liquidité de l'économie
Tableau 29	: Evolution des crédits du système bancaire
Tableau 30	: Evolution des crédits par branche d'activité (en MBIF)
Tableau 31	: Balance des paiements (en MBIF)
Tableau 32	: Exportations de marchandises
Tableau 33	: Importations de marchandises (en MBIF)
Tableau 34	: Répartition géographique du commerce extérieur (en %)
Tableau 35	: Exportations de services (en MBIF)
Tableau 36	: Importations de services (en MBIF)
Tableau 37	: Revenus secondaires (en MBIF)
Tableau 38	: Compte de capital (en MBIF)

Tableau 39	: Compte d'opérations financières (en MBIF)
Tableau 40	: Cours de change de fin de période des principales monnaies (en BIF)
Tableau 41	: Cours de change moyen des principales monnaies (en BIF)
Tableau 42	: Taux de change effectif du franc Burundi (Base décembre 2013=100)
Tableau 43	: Evolution des critères de convergence pour le Burundi
Tableau 44	: Bilan de mise en œuvre du plan stratégique en 2015
Tableau 45	: Réalisation des objectifs opérationnels par axe stratégique à fin 2015
Tableau 46	: Bilan de la Banque de la République du Burundi (en Milliers de BIF)
Tableau 47	: Comptes de résultat (en MBIF)

LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES UTILISES

AACB	: Autorité de l'Aviation Civile du Burundi
ABCA	: Association des Banques Centrales Africaines
AMISOM	: African Union Mission to Somalia
ARCA	: Agence de Régulation des Compagnies d'Assurance
ARCT	: Autorité de Régulation et de Contrôle des Télécommunications
ARFIC	: Autorité de Régulation de la filière Café du Burundi
ATS	: Automated Transfer System
B&S	: Biens et Services
BAD	: Banque Africaine de Développement
BADEA	: Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
BSA	: Banking Supervision Application
CAE	: Communauté de l'Afrique de l'Est
CCP	: Comptes Chèques Postaux
CIF	: Cost, Insurance and Freight
CMIPC	: Capital Markets, Insurance and Pensions Committee
COGERCO	: Compagnie de Gérance du Coton
COMESA	: Common Market for Eastern and Southern Africa
CSD	: Central Securities Depository
Cts/lb	: Centime de Dollar la Livre
DIB	: Dépense Intérieure Brute
DTB	: Diamond Trust Bank
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
EC	: Equivalent Céréale
ECOSAT	: Encadrement des Constructions Sociales et Aménagement des Terrains
EMF	: Etablissements de Microfinance
ETI	: Ecobank Transnational Incorporated
FAO	: Food and Agriculture Organisation
FMI	: Fonds Monétaire International
FRN	: Fonds Routier National
FW	: Fully Washed
GSM	: Global System for Mobile Communications
GWH	: Giga Watt par Heure
Ha	: Hectare
IAS	: International Accounting Standard
IFRS	: International Financial Reporting Standards
IIA	: Institut International des Auditeurs Internes

IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KCB	: Kenya Commercial Bank
M2	: Masse Monétaire
M3	: Masse Monétaire au sens large
MAC	: Monetary Affairs Committee
MBGP	: Ministère à la Présidence Chargé de la Bonne Gouvernance et du Plan
MBIF	: Millions de francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBP	: Ministère des Finances, du Budget et de la Privatisation
MID	: Marché Interbancaire de Devises
MINAGRIE	: Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MUSD	: Millions de Dollar Américain
OBR	: Office Burundais des Recettes
OIC	: Organisation Internationale du Café
ONATOUR	: Office National de la Tourbe
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
OTB	: Office du Thé du Burundi
PCMA	: Programme de Coopération Monétaire en Afrique
PIB	: Produit Intérieur Brut
PM	: Prix Moyen
PME	: Petites et Moyennes Entreprises
PROTHEM	: Promotion de la Théiculture en province MWARO
PSD	: Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé
PVC	: Polychlorure de vinyle
RC	: Route Communale
RDC	: République Démocratique du Congo
RN	: Route Nationale
RSA	: République d'Afrique du Sud
RTGS	: Real Time Gross Settlement
SIB	: Système d'Information Bancaire
SIP	: Société Immobilière Publique
T	: Tonnes
TIC	: Technologie de l'Information et de la Communication
USD	: Dollar Américain

PREMIERE PARTIE :

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL ET EVOLUTION ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

I.1. VUE D'ENSEMBLE

La croissance de l'activité économique mondiale a décéléré en 2015 par rapport à l'année précédente (3,1 contre 3,4%). La dynamique de croissance s'est globalement poursuivie dans les pays avancés alors qu'elle s'est ralentie dans les pays émergents et en développement

qui détiennent plus de 70,0% du PIB mondial. Cette décélération est en grande partie liée au recul de l'activité économique en Chine, à la baisse des prix du pétrole et d'autres produits de base ainsi qu'aux tensions géopolitiques.

Tableau 1 : Croissance de la production mondiale

	2011	2012	2013	2014	2015
Monde	3,9	3,4	3,4	3,4	3,1
Pays Avancés	1,6	1,2	1,4	1,8	1,9
Etats-Unis	1,7	2,3	2,2	2,4	2,5
Zone Euro	1,5	-0,7	-0,5	0,9	1,5
Japon	-0,7	1,5	1,6	-0,1	0,6
Autres	3,2	1,9	2,2	2,8	2,1
Pays émergents et en développement	6,2	5,1	5,0	4,6	4,0
Chine	9,3	7,7	7,7	7,3	6,9
Inde	6,3	3,2	6,9	7,3	7,3
Afrique subsaharienne*	5,4	5,1	6,3	5,4	3,5
dont -CAE*	6,9	4,6	5,8	5,9	5,8
-COMESA*	7,1	5,9	6,2	6,5	6,0
Moyen-Orient et Afrique du Nord	3,5	4,2	2,4	2,8	2,5
Europe Centrale et Orientale	5,3	1,4	2,9	2,8	3,4
Communauté des Etats Indépendants	4,9	3,4	2,2	1,0	-2,8
Amérique latine et les caraïbes	4,5	2,9	2,9	1,3	-0,3

Source: FMI, *Perspectives économiques mondiales*, avril 2016

* : FMI, *Perspectives économiques régionales : Afrique Subsaharienne*, Avril 2016

L'économie mondiale reste encore marquée par des séquelles de la crise financière de 2008 qui freinent le rythme de reprise. En 2015, la croissance dans les pays avancés s'est établie à 1,9 contre 1,8% en 2014 et a été tirée

surtout par la robustesse de la croissance aux États-Unis et la reprise dans la Zone Euro. Les pays émergents et en développement ont, par contre, connu un ralentissement de la croissance (4,0 contre 4,6%).

I.2. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS AVANCES

Aux Etats-Unis, la croissance économique s'est poursuivie en 2015, s'établissant à 2,5 contre 2,4% en 2014. Cette progression a résulté de la hausse de la demande intérieure et de la reprise du marché de l'immobilier en dépit de la perte de compétitivité du secteur manufacturier suite à l'appréciation du dollar.

Dans la Zone euro, la reprise économique s'est renforcée en 2015, le taux de croissance étant passé de 0,9 à 1,5% sous l'effet de la chute des cours du pétrole, de la politique budgétaire moins restrictive et de l'amélioration des

conditions de financement liée à la politique monétaire accommodante.

L'économie japonaise tarde à consolider sa reprise à l'instar des autres pays avancés. En 2015, le taux de croissance de l'économie s'est établi à 0,6 contre -0,1% en 2014 en raison de la faiblesse de la consommation et des investissements privés. En outre, la dépréciation du yen n'a pas suffi à compenser le recul de la demande des pays émergents asiatiques, en particulier de la Chine.

I.3. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS EMERGENTS ET EN DEVELOPPEMENT

La croissance dans les pays émergents et en développement a ralenti, suite principalement à l'affaiblissement de la croissance dans les pays exportateurs de pétrole et du ralentissement de l'économie chinoise.

En Chine, le taux de croissance s'est établi à 6,9 contre 7,3% en 2014. Le ralentissement a résulté principalement du processus de réorientation de l'économie d'un modèle fondé sur les investissements et les exportations vers une croissance axée davantage sur la demande intérieure.

En Inde, la croissance qui s'est stabilisée à 7,3% a profité notamment du redressement de l'investissement et de la baisse des prix des produits de base.

Dans la Communauté des États indépendants, la décroissance (-2,8 contre 1,0%) a résulté notamment de la baisse des prix des matières premières, des tensions géopolitiques et des sanctions économiques internationales contre la Russie.

En Amérique latine et dans les Caraïbes, l'activité économique a décliné (-0,3 contre 1,3%), en raison principalement de la baisse des prix des produits de base.

Dans la région du Moyen-Orient et Afrique du Nord, les répercussions des conflits régionaux et la baisse des prix du pétrole restent les déterminants du rythme de croissance, qui s'est établi à 2,5 contre 2,8% en 2014. La croissance évolue différemment entre les pays exportateurs et les pays importateurs de pétrole, les premiers enregistrant une baisse de la croissance alors que la reprise s'est affermie dans les seconds.

En Afrique Sub-saharienne, le ralentissement observé en 2015 (3,5 contre 5,0%) s'explique principalement par la diminution des prix des produits de base et par le durcissement des conditions financières sur le marché international.

I.4. ACTIVITE ECONOMIQUE DANS LES PAYS DE LA CAE

Dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), l'activité économique a globalement maintenu le rythme de croissance de l'année précédente, à l'exception du Burundi qui a enregistré une décroissance de

3,9%. En dépit de la conjoncture économique mondiale défavorable, ces pays ont bénéficié du dynamisme interne lié notamment à l'expansion des secteurs des services et de la construction.

Tableau 2 : Croissance du PIB des pays de la CAE

	2012	2013	2014	2015
Burundi*	4,4	4,9	4,5	-3,9
Rwanda	8,8	4,7	6,9	6,5
Tanzanie	5,1	7,3	7,0	7,0
Ouganda	2,6	3,9	4,8	5,0
Kenya	4,6	5,7	5,3	6,5

Source: FMI, *Perspectives économiques régionales, Afrique subsaharienne, avril 2016*

* MBGP, *Cadrage Macroéconomique du Burundi, avril 2016*

Au Kenya, la croissance (6,5 contre 5,3%) a été tirée par les dépenses publiques en infrastructures, le crédit et la demande de consommation. Toutefois, la baisse du tourisme et la volatilité des financements extérieurs ont freiné son rythme de croissance. En Ouganda, la croissance économique (5,0 contre 4,8%) a résulté de la performance des secteurs des services et de la manufacture.

I.5. ECHANGES MONDIAUX

Le volume du commerce mondial s'est faiblement accru en 2015 (2,6 contre 3,4%) en raison de la baisse de l'activité dans les pays émergents, en particulier en Chine, de la reprise inégale dans les pays avancés, de l'appréciation du dollar américain par rapport

La Tanzanie a maintenu le rythme de croissance (7,0%) qui a été soutenue par les secteurs de la construction, de l'énergie, des transports et télécommunication et des services financiers. Au Rwanda, bien qu'en légère baisse (6,5 contre 6,9%), la croissance a bénéficié de la hausse de l'activité dans les secteurs agricole, de la construction et des services.

aux autres monnaies et de la montée des tensions géopolitiques. La baisse du taux de croissance des importations dans plusieurs pays émergents et en développement (0,4 contre 3,7%) a pesé lourdement sur le commerce mondial.

I.6. INFLATION MONDIALE

L'inflation est restée globalement faible en 2015 dans la plupart des pays en liaison avec la chute des prix des matières premières.

En effet, les indices des produits énergétiques et non énergétiques ont respectivement baissé de 45,2 et 15,0%, revenant de 118,3 à 64,91 et de 96,98 à 82,44 en 2015.

L'inflation a baissé en 2015 aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et en développement, revenant respectivement de 1,4 à 0,3% et de 5,1 à 4,7 %. Toutefois, entre les pays émergents et en développement, cette évolution est contrastée suite aux effets contradictoires de la baisse des prix du pétrole dans les pays exportateurs et importateurs.

¹ FMI ; *Perspectives de l'économie mondiale, Avril 2016*

I.7. MARCHES FINANCIERS

Les marchés financiers ont été volatiles en 2015, en raison des différents changements dans l'orientation de la politique monétaire au sein des diverses zones économiques et de l'anticipation des tendances des marchés. En effet, les rendements d'obligations souveraines ont évolué en fonction de la poursuite des politiques monétaires accommodantes dans les différents pays développés. Le rendement de l'obligation du Trésor américain (T-note US à 10 ans) est passé de 1,65% en janvier à 2,50% pendant l'été avant de terminer l'année à 2,27%. Cette évolution est liée aux inquiétudes sur la croissance économique mondiale et à la faiblesse des cours des matières premières.

Le taux des obligations à 10 ans sur le marché financier allemand a connu une tendance baissière au premier trimestre 2015 sur fond de politique monétaire très accommodante de la BCE et du net ralentissement de l'inflation avant de remonter suite aux craintes suscitées par la crise grecque, le Bund allemand étant devenu un placement de refuge. Le taux de rendement qui était de 0,54% au début de l'année a baissé jusqu'à 0,08% en avril avant

de monter à 1,0% en juin et s'est finalement situé à 0,6% à la fin de l'année.

Les marchés de change ont été globalement marqués par l'appréciation du dollar par rapport aux autres devises en raison notamment de l'incertitude sur l'évolution de l'activité économique dans la Zone euro en 2015 et de la dévaluation du Yuan au cours de l'année. D'une fin d'année à l'autre, l'euro a perdu 10,3% face au dollar, se fixant à 1,21 contre 1,08 à fin décembre 2014. Le taux de change USD/Yuan s'est fixé à 6,20 au début de l'année avant de monter à 6,49 à fin décembre 2015, soit une dépréciation de 4,7%. Le Yen s'est déprécié de 0,3 % par rapport au dollar américain en 2015.

Dans les pays émergents, la baisse des cours des produits de base et les sorties de capitaux liées aux perspectives de relèvement du taux directeur aux Etats-Unis ont entraîné la dépréciation de la plupart des monnaies. La volatilité des marchés financiers s'est accentuée en août suite à l'incertitude des perspectives de l'économie chinoise.



ACTIVITE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

II.1. PRODUCTION ET PRIX

II.1.1. PRODUCTION

Au cours de l'année 2015, l'activité économique a été caractérisée par une décroissance (-3,9 contre 4,5%) en raison de mauvaises

performances enregistrées dans tous les secteurs.

Tableau 3 : Produit Intérieur Brut

	2011	2012	2013*	2014	2015
A. Milliards de francs Burundi (aux prix courants)					
1. Secteur primaire	1034,9	1192,2	1462,7	1590,7	1634,5
2. Secteur secondaire	417,6	530,2	594,2	665,1	605
3. Secteur tertiaire	1071,3	1307,6	1373,4	1714	1803,2
4. PIB AU COUT DES FACTEURS (1 + 2 + 3)	2523,7	3030	3430,3	3969,8	4042,7
5. Impôts indirects moins subventions	295,8	335,9	382,2	438,6	412,8
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE (4 + 5)	2819,5	3365,8	3812,5	4408,4	4455,5
B. Variations en % (aux prix constants: base 2005)					
1. Secteur primaire	-1,4	2,1	8,4	3,7	-3,6
2. Secteur secondaire	1,9	5,3	2,4	7,4	-14,1
3. Secteur tertiaire	7,0	7,0	2,8	4,4	2,0
4. PIB AU COUT DES FACTEURS	3,1	5,0	4,6	4,7	-3,0
5. Impôts indirects moins subventions	12,8	-0,2	8,0	2,3	-11,2
6. PIB AUX PRIX DU MARCHE	4,0	4,4	4,9	4,5	-3,9
(*) : Données provisoires à partir de 2013.					

Source : MBGP

Dans le secteur primaire, la décroissance (-3,6 contre 3,7%) est liée principalement au recul de l'agriculture vivrière (-3,8 contre 3,4%) et de l'agriculture d'exportation (1,9 contre 12,2%).

Le ralentissement de l'activité dans le secteur secondaire (-14,1 contre 7,4%) a pâti des contreperformances des industries alimentaires (-4,0 contre 2,0%), des industries de la manufacture (-4,4 contre 17,7%) et de la construction (-35,1 contre 9,0%).

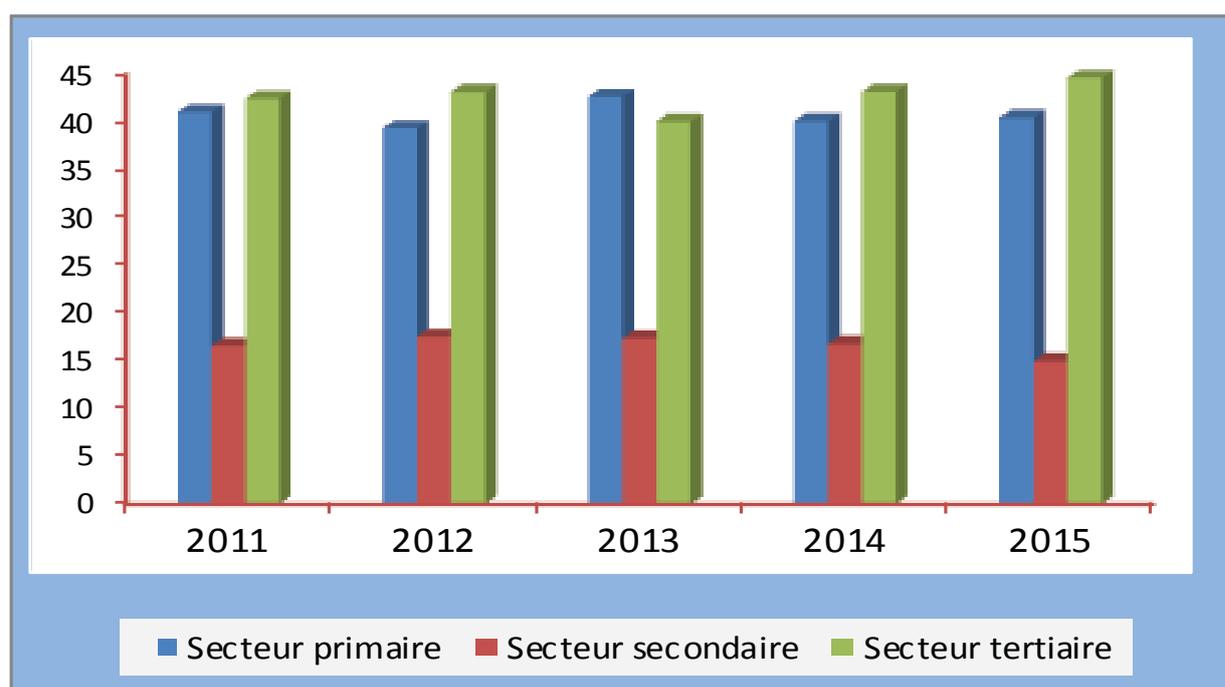
La décélération dans le secteur tertiaire (2,0 contre 4,4%) a résulté principalement de la chute de la croissance du commerce (-9,7 contre

5,8%) et des transports (-24,8 contre 4,5%) qui l'a emporté sur la croissance des services de postes, télécommunications et internet (32,0 contre 6,4 p.c.) et de l'administration publique (8,2 contre 0,1 p.c.).

II.1.1.1. Contributions sectorielles

La contribution du secteur tertiaire dans le PIB prend de l'importance aux dépens des autres secteurs. En effet, elle a progressé par rapport à l'année dernière (44,6 contre 43,2%) pendant que la part du secteur secondaire a baissé, revenant de 16,8 à 15,0%. La part du secteur primaire s'est stabilisée (40,1 contre 40,4 %).

Graphique 1: Répartition du PIB aux prix courants par secteur (%)



II.1.1.1.1. Secteur primaire

L'activité du secteur primaire a décliné suite à la contreperformance de la production vivrière, et de la décélération de la croissance de l'agriculture d'exportation.

II.1.1.1.1.1. Agriculture vivrière

L'agriculture vivrière, qui comprend l'agriculture vivrière proprement dite, la pêche, l'élevage et la sylviculture, a enregistré une décroissance (- 3,8 contre 3,4%) suite au recul de l'élevage (-3,0 contre 2,0%) et de l'agriculture vivrière (1,9 contre 3,4%).



Champ de Riz à MUZINDA

La production vivrière proprement dite en volume a reculé de 4,7%, revenant de 5.082.153 (ou 1.836.682 T d'EC) à 4.842.721 tonnes (ou 1.814.686 T d'EC.) l'année précédente.

Tableau 4 : Principales productions vivrières (en T)

Année/Culture	2011	2012	2013	2014	2015
Bananes	1 848 727	1 184 075	2 235 697	1 362 837	948 875
Tubercules	1 560 229	2 051 323	3 333 042	3 203 169	3 413 523
Céréales	327 316	246 348	243 553	226 272	164 172
Légumineuses (+Oléagineux)	232 081	236 657	277 813	289 875	316 151
Total	3 968 353	3 718 403	6 090 105	5 082 153	4 842 721

Source : Evaluation des récoltes du MINAGRIE- FAO 2011, Estimation sur base des Enquêtes Nationales Agricoles 2012 à 2015.

Dans le domaine de la pêche, le Département de la Pêche a effectué les travaux de recherche sur les nouvelles techniques de transformation et de conservation des poissons. La production de la pêche dans le lac Tanganyika s'est élevée à 20.278 contre 16.012T, soit une hausse de 26,6%, sous l'effet d'un bon encadrement des pêcheurs pour le respect des normes. En outre, la pêche dans les lacs du nord et dans les étangs piscicoles s'est établie respectivement à 1.048 et 1,7 T.

Dans le domaine de l'élevage, le Ministère de l'Agriculture et de l'élevage a poursuivi les activités de repeuplement du cheptel et d'encadrement des éleveurs, en collaboration

avec ses partenaires intervenant dans ce domaine.

Au niveau de la sylviculture, les activités de la Direction des Forêts ont surtout porté sur l'augmentation de la couverture forestière ainsi que la protection de l'environnement en général et du patrimoine forestier en particulier.

II.1.1.1.2. Agriculture d'exportation

En 2015, l'agriculture d'exportation a décéléré (1,9 contre 12,2%) en rapport avec le recul de la croissance de la valeur ajoutée du café (11,0 contre 28,1 %).

A. Café

La production de la campagne 2015/2016 s'est améliorée par rapport à la précédente, en raison de la cyclicité du caféier. En effet, les apports

cumulés de café Arabica en parche se sont établis à 22.009 contre 18.450 T la campagne précédente, soit une hausse de 19,3%.

Tableau 5 : Production du café par campagne (en T)

Campagne	ARABICA			ROBUSTA
	Café parche	Café vert	Rendement (en %)	Total vert
10 /11	31409	24130	76,8	24 130
11 /12	19240	14228	73,9	14 228
12 /13	30778	23775	77,2	23 775
13 /14	14134	10769	76,2	10 769
14 /15	18450	14923	80,9	14 923
15 /16	22009	17454	79,3	17 454

Source : ARFIC

Concernant la qualité, la part du café parche Fully washed (FW) a représenté 86,2 contre 79,5% à la même période de la campagne précédente. Cette prépondérance des FW est liée à la politique d'amélioration de la qualité

du café pour le rendre plus compétitif. La quantité de café vert produite après déparchage a atteint 17.454 contre 12.829 T à la même période de la campagne précédente.

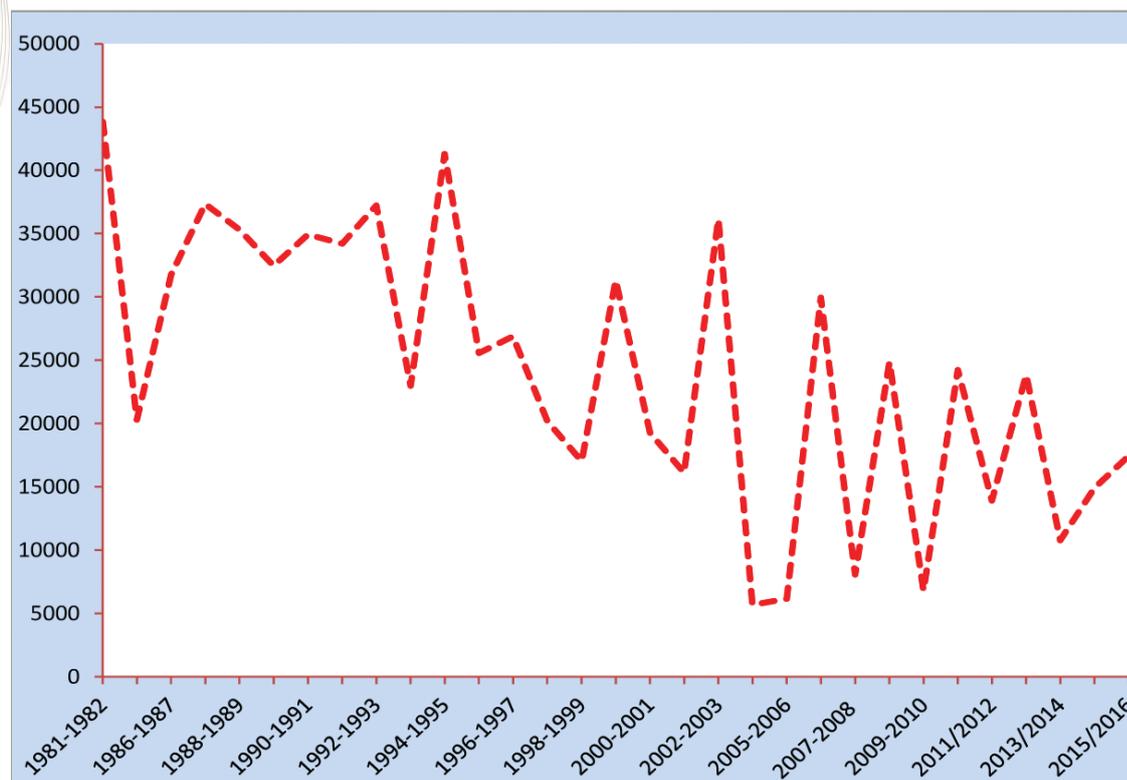


Café transformé par l'usine SIVCA de NGOZI

Les prix de la campagne 2015/2016 ont été moins favorables en comparaison avec ceux de la campagne précédente. En effet, le prix

moyen à fin décembre 2015 s'est élevé à 129,9 contre 181,8 cts/lb enregistré à la même période de l'exercice précédent.

Graphique 2 : Production du café vert (en T)

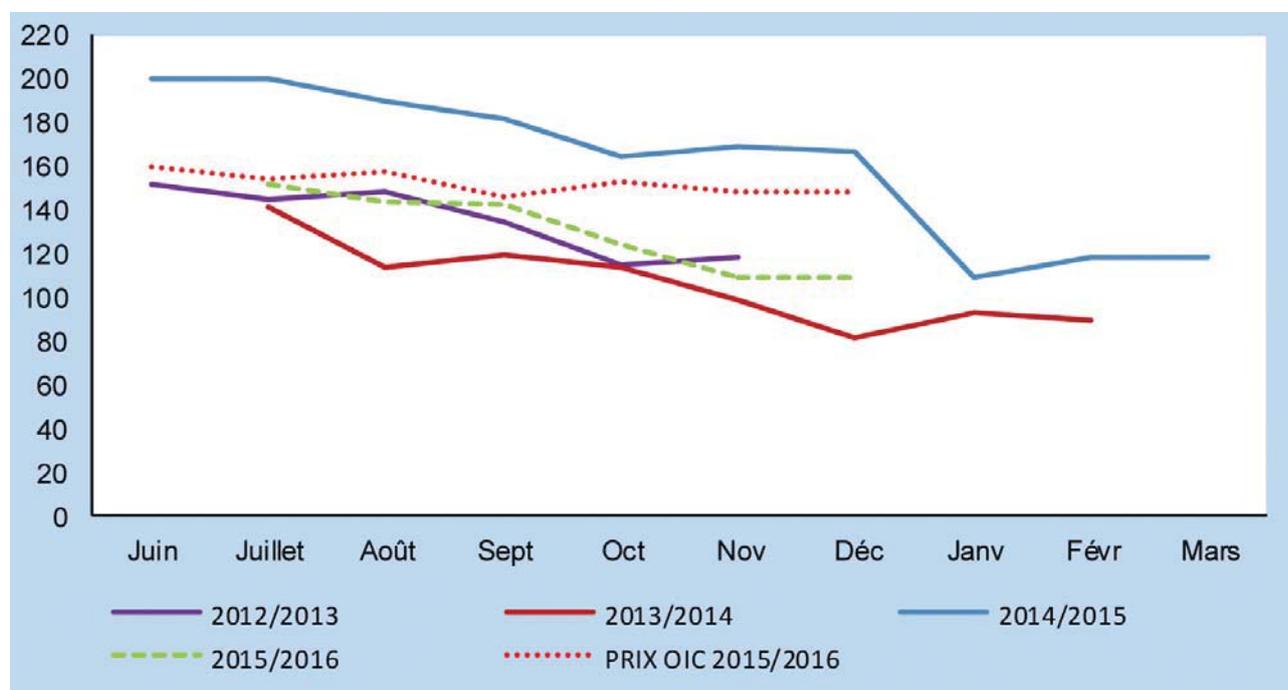


Source: BRB, à partir des données de l'ARFIC

Les ventes se sont évaluées à 57.610,1 contre 77.625,9 MBIF. La baisse des prix est liée à la chute des cours du café sur le marché

international qui se sont établis, de juillet à décembre 2015, à un prix moyen de 151,24 contre 208,11 cts/lb à la même période de 2014.

Graphique 3 : Cours du café Arabica par campagne (en cts/lb)



Source : BRB, à partir des données de l'ARFIC et de l'OIC

B. Coton

En 2015, la production du coton a baissé de 6,4%, revenant de 2.457 à 2.300 T, suite au

déficit hydrique qui a prévalu aux mois de mars et avril.

Tableau 6: Production de coton et superficies productives par région

REGION	2011		2012		2013		2014		2015	
	T	Ha								
IMBO NORD	1 035	1357	837	1159	1 367	1 673	1637	1863	1522	1928
IMBO SUD	785	980	680	1039	806	1 092	770	1042	724	977
MOSO	36	52	74	114	-	-	50	102	54	101
TOTAL	1 860	2 399	1 603	2 322	2 238	2 895	2 457	3 008	2 300	3 006
Rendement (kg/ha)		775		691		773		817		765

Source : COGERCO

Après usinage, le volume de coton-fibre obtenu s'est établi à 968 contre 1.012 T, soit une baisse

de 4,3%. Toutefois, le rendement à l'égrenage a légèrement progressé, passant de 41,2 à 42,1%.

C. Thé

La production annuelle de thé en feuilles vertes a atteint 50.562 contre 48.495 T en 2014, soit une progression de 4,2%, en rapport avec la bonne pluviosité et l'application d'engrais.

Cet accroissement a concerné les complexes théicoles d'Ijenda (8,7%), de Rwegura (6,9%) et de Teza (7,3%).

Tableau 7 : Production de thé

	2011	2012	2013	2014	2015
Production de feuilles vertes (tonnes)	40 886	42 148	41 724	48 495	50 562
Superficie plantée (ha)	9 051	9 272	9 272	9 272	9 272
Superficie en production (ha)	7 605	7 605	7 605	7 605	7 605
Rendement à l'ha (kg)	5 376	5 542	5 486	6 377	6 649
Production de thé sec (tonnes)	8 817	9 140	9 074	10 532	10 945
Rendement à l'usinage (en %)	21,6	21,7	21,7	21,7	21,6

Source : OTB

Le volume de thé sec obtenu après usinage a également augmenté par rapport à l'année précédente, passant de 10.532 à 10.945T, soit une hausse de 3,9%. Le rendement à l'usinage s'est stabilisé (21,6 contre 21,7% en 2014).

Le volume du thé sec vendu en 2015 s'est accru

de 7,7%, passant de 10.091 à 10.871 T d'une année à l'autre. De même, les prix moyens se sont améliorés de 43,3%, passant de 3.357 à 4.810 BIF/Kg. En conséquence, les recettes des ventes ont progressé de 54,4%, passant de 33.870 à 52.287MBIF.

Tableau 8 : Vente de thé sec

Marché		2 011	2 012	2 013	2014	2015
	Tonnes	6 551	7 219	7 185	8 015	8 670
Enchères de Mombasa	Valeur (MBIF)	22 789	31 187	26 960	26 686	41 838
	PM(BIF/kg)	3 479	4 320	3 752	3 330	4 825
	Tonnes	1 404	1 552	1 512	1 589	1 824
Ventes Directes	Valeur (MBIF)	5 115	6 704	5 206	5 662	9 136
	PM(BIF/kg)	3 644	4 320	3 444	3 563	5 006
	Tonnes	7 954	8 771	8 696	9 604	10 495
S/Total Export	Valeur (MBIF)	27 904	37 891	32 166	32 348	50 973
	PM(BIF/kg)	3 508	4 320	3 699	3 368	4 857
	Tonnes	410	401	467	487	377
Ventes locales	Valeur (MBIF)	1 181	1 283	1 473	1 522	1 314
	PM (BIF/kg)	2 879	3 197	3 150	3 124	3 489
	Tonnes	8 365	9 172	9 208	10 091	10 871
Total Général	Valeur (MBIF)	29 085	39 174	33 639	33 870	52 287
	PM (BIF/kg)	3 477	4 271	3 679	3 357	4 810

Source : OTB

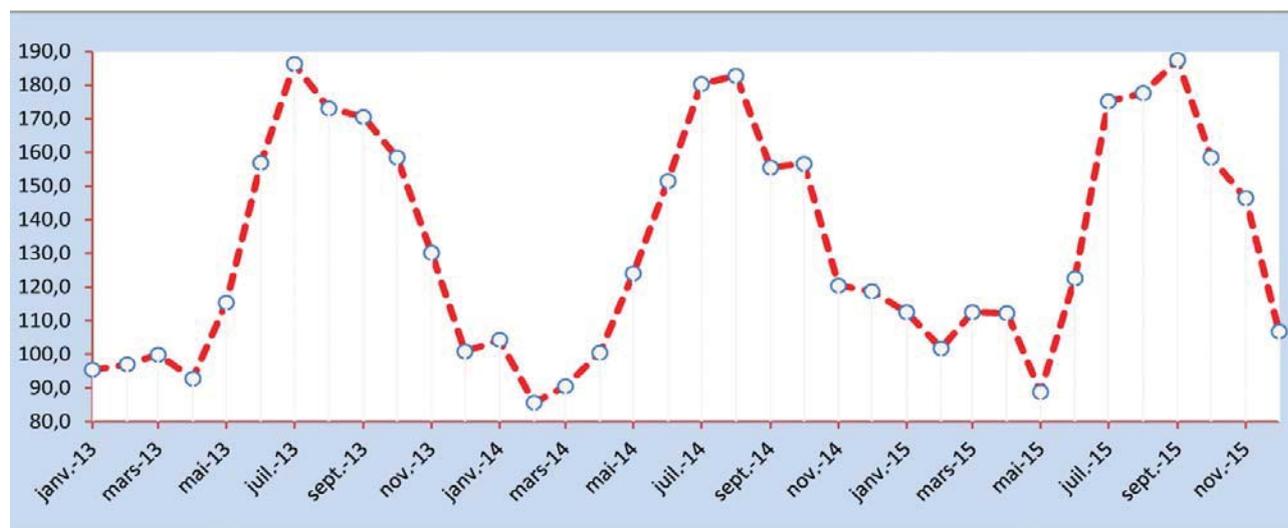
II.1.1.1.2. Secteur secondaire

La croissance de la valeur ajoutée du secteur secondaire s'est repliée, revenant de 7,4 à -14,1% en rapport principalement avec les contreperformances enregistrées par les branches d'extraction (-5,0 contre 10,0%), des industries (-4,1 contre 6,4%), de

l'électricité, gaz et eau (-10,0 contre 10,0%) et de construction (-35,1 contre 9,0%).

L'indice moyen pondéré de la production industrielle a légèrement augmenté (+1,9%), passant de 130,9 à 133,5 d'une année à l'autre.

Graphique 4 : Indice de la production industrielle (1989=100)



Le relèvement de l'indice de la production industrielle est essentiellement lié à l'augmentation de la production dans les

branches des industries alimentaires (+3,0%) et de matériaux de construction (+70,6%).

Tableau 9 : Indice pondéré de la production industrielle

Industrie	INDUSTRIES ALIMENTAIRES dont			INDUSTRIES CHIMIQUE dont			AUTRES dont			INDICE PONDERE
	Boissons	Sucre	S/Total	Peinture	Savons	S/Total	Tubes PVC	Plaques en fibro-ciment	S/Total	
2011	75,5	20,4	110,2	2,0	4,2	9,1	0,7	0,0	0,8	120,1
2012	74,1	22,8	115,1	2,3	4,6	10,2	0,3	0,0	0,3	125,6
2013	77,2	25,4	121,5	2,4	6,6	11,2	0,4	0,0	0,4	131,0
2014	80,2	21,2	116,4	2,6	7,8	14,1	0,4	0,0	0,4	130,9
2015	74,8	22,6	119,9	2,2	7,9	12,9	0,7	0,0	0,7	133,5

Source : Compilé à partir des données fournies par les entreprises industrielles.

La production des industries alimentaires s'est accrue en rapport principalement avec la production de sucre (+15,6%) et de cigarettes (+57,3%).

L'activité des industries de matériaux de construction s'est accrue en liaison essentiellement avec la progression de la production de tubes en PVC (+83,6%).

La production annuelle du réseau interconnecté d'électricité s'est établie à 258,3 GWH en 2015 contre



Burundi Brewery Industry : Usine de production des boissons de NGOZI

265,2 GWH l'année précédente, soit une diminution de 2,7%. Cette baisse est principalement liée à une panne de la Centrale thermique de 5,5 MW et de la centrale hydro-électrique de Marangara depuis avril 2015.

La production de la tourbe par l'Office National de la Tourbe (ONATOURL) s'est poursuivie par l'exploitation des tourbières des sites de Buyongwe, Gisozi et Matana. Le chantier de Gitanga n'a pas produit au cours de l'année 2015 suite au problème technique. La production a chuté de 186,8%, revenant de 11.376 à 3.967 T en raison du stock important de tourbes de l'année précédente non encore écoulé.

Dans le secteur de la géologie et des mines, les activités ont principalement porté sur la promotion du secteur minier avec notamment l'agrément de trois comptoirs pour l'achat et l'exportation de l'or, de cinq comptoirs pour l'exploitation des trois Ts (Colombo-Tantalite, Cassitérite et Wolframite), de 38 coopératives minières dont 11 pour l'exploitation artisanale de l'or et 27 pour l'exploitation des trois Ts.

Les travaux ont également concerné l'encadrement technique des exploitations artisanales de substances minérales dans les provinces de Cibitoke, Kirundo, Ngozi, Kayanza et Muyinga.

En outre, d'autres réalisations ont consisté en la traçabilité des minerais, l'inventaire des sites de carrières en exploitation et la poursuite de la recherche géologique et minière.

Au cours de l'année sous-revue, la production de minerais a baissé, s'établissant à 0,549 T d'or, 53,1 T de coltan et 19,0 T de wolframite contre respectivement 0,65 T, 105,5 T et 48,9 T l'année précédente. Cette baisse de la production est imputable au problème de manque de marchés d'écoulement des minerais au niveau local et international.

Concernant la branche de la construction, le rythme d'activité a baissé (-35,1 contre 9,0%).



Barrage de MPANDA à Musigati

Les travaux réalisés par la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat, l'ECOSAT et la SIP ont principalement porté sur les études d'aménagement des rivières et ravins, les études et travaux d'aménagement et de viabilisation des terrains ainsi que la prospection de sites à aménager pour la production des parcelles à usage résidentiel.

Dans le domaine des infrastructures routières, les activités de l'Office des Routes ont consisté principalement en des travaux d'urgence pour la stabilisation de la route RN3, l'entretien courant et mécanisé des routes en terre, le bouchage des nids de poule en Mairie de Bujumbura, la protection des ponts sur la rivière Kanyosha au niveau de la RN3 et sur la RC 174 ainsi que la réparation du pont Jiji sur la RN 16.

En outre, d'autres travaux ont été faites dont principalement les études techniques pour la réhabilitation des pistes connexes à la RN 18, la piste Gihamagara-Buhoro (15 Km) ainsi que deux pistes connexes à la RN3 (piste Kavungerezi-Mukubano pour 6,4 Km et piste Nyanza-Lac-Kabonga pour 12 Km).

II.1.1.1.3. Secteur tertiaire

Le taux de croissance de la valeur ajoutée du secteur tertiaire s'est décéléré (2,0 contre 4,4%) en liaison essentiellement avec la baisse du rythme d'activité des branches du commerce (-9,0 contre 5,8%), du transport (-24,8 contre 4,5%), de l'hébergement, restaurant et autres

services marchands (-6,0 contre 6,0%), de l'éducation (0,7 contre 20,0%), de la santé et action sociale (-6,3 contre 16,0%) et des activités à caractère collectif ou personnel (1,0 contre 5,0%).

Dans le domaine des services, l'activité au port de Bujumbura a régressé par rapport à l'année précédente. En effet, le tonnage de marchandises au port de Bujumbura a baissé de 41,4%, revenant de 139.964 à 81.983T. Cette régression est essentiellement liée à la crise électorale qui a conduit à la baisse des importations transitant par le port de Bujumbura.

S'agissant du transport aérien, l'activité s'est dégradée au niveau de toutes ses composantes. Le nombre de mouvements d'avions est revenu de 6.235 à 5.466 d'une année à l'autre, soit une baisse de 12,3%. Le nombre total de passagers s'est réduit de 14,1%, revenant de 241.121 en 2014 à 207.077 passagers en 2015. Cette régression a résulté essentiellement de la baisse de fréquence des vols quotidiens de Kenya Airways et de RwandAir qui ont été réduits de moitié suite à la crise post-électorale qui prévaut depuis avril 2015.

Tableau 10 : Trafic à l'aéroport international de Bujumbura

		2011	2012	2013	2014	2015
ARRIVEES	Passagers	136 551	159 217	148 395	134 438	120 136
	Bagages (en T)	436	136	36	103	-
	Fret (en T)	2 440	3 186	2 148	2 448	2 246
	Poste (en T)	46	43	37	39	29
DEPARTS	Passagers	91 434	101 793	109 208	106 684	86 941
	Bagages (en T)	290	26	5	-	-
	Fret (en T)	310	365	335	345	293
	Poste (en T)	26	38	47	100	43
	Aéronefs (Arrivées et Départs)	6 189	7 263	6 830	6 235	5 466

Source: AACB

Au niveau des télécommunications, l'Agence de Régulation et de Contrôle des Télécommunications (ARCT) a attribué deux licences internet respectivement à CBINET et YUTEL. Elle a également autorisé l'intégration technique UCOM-ECONET et procédé à la fermeture de l'opérateur GSM AFRICELL. En outre, l'ARCT a procédé à l'acquisition d'un équipement portable de contrôle du spectre des fréquences radioélectriques. Le chiffre d'affaires réalisé est de 71,0 contre 62,2 milliards de BIF l'année précédente, soit une augmentation de 14,1%.

Dans le secteur des assurances, le chiffre d'affaires global s'est accru de 4,2%, passant de 35.778,2 à 37.291,3 MBIF d'une année à l'autre.

Concernant les autres services privés, les recettes touristiques ont chuté d'une fin d'année à l'autre (-55,7%), revenant de 6.104,8 à 2.705,6 MBIF.



Antenne d'une société de télécommunication

Dans la branche des services non marchands, le taux de croissance de la valeur ajoutée de la branche « administration publique » s'est accéléré (8,2 contre 0,1%), suite à l'augmentation des dépenses en termes de salaires et d'achat de biens et services

(463.089,9 contre 434.411,0 MBIF). En dépit de cette accélération, les effectifs recrutés à la Fonction Publique au cours de l'année 2015 ont baissé de 28,5% par rapport à 2014 (3.339 contre 4.676).

II.1.1.2. Demande

En termes réels, les emplois de l'économie ont enregistré une décroissance (-9,4 contre 5,8%)

suite principalement à la baisse de la demande intérieure (-9,5 contre 7,6%).

Tableau 11 : Ressources et Emplois

	A. Milliards de BIF (au prix courants)				
	1. Produit intérieur brut (aux prix du marché)	2 819,5	3 365,8	3 812,5	4 408,4
2. Importations (biens et services)	965,1	1 171,0	1 430,5	1 455,1	1 360,5
3. Ressources = Emplois	3 784,6	4 536,8	5 243,0	5 863,5	5 816,0
4. Dépenses intérieures	3 487,5	4 180,8	4 897,6	5 538,3	5 523,4
- Consommation	2 849,3	3 435,2	4 000,8	4 372,5	5 251,3
- Investissements Bruts	638,2	745,6	896,8	1 165,8	272,1
Exportations (biens et services)	297,2	356,1	345,4	325,1	292,6
	B. Variation en % (aux prix constants)				
1. Produit intérieur brut (au prix du marché)	4,0	4,4	4,9	4,5	-3,9
2. Importations (biens et services)	5,9	12,3	21,9	8,1	-20,0
3. Ressources = Emplois	4,6	6,7	9,7	5,8	-9,4
4. Dépenses intérieures	4,3	4,7	10,7	7,6	-9,5
- Consommation	10,5	4,3	3,8	4,2	4,3
- Investissements Bruts	-19,5	6,4	46,2	19,8	-53,0
5. Exportations (biens et services)	9,8	39,5	-3,5	-19,2	-7,3
(*) : Données provisoire à partir de l'année 2014.					

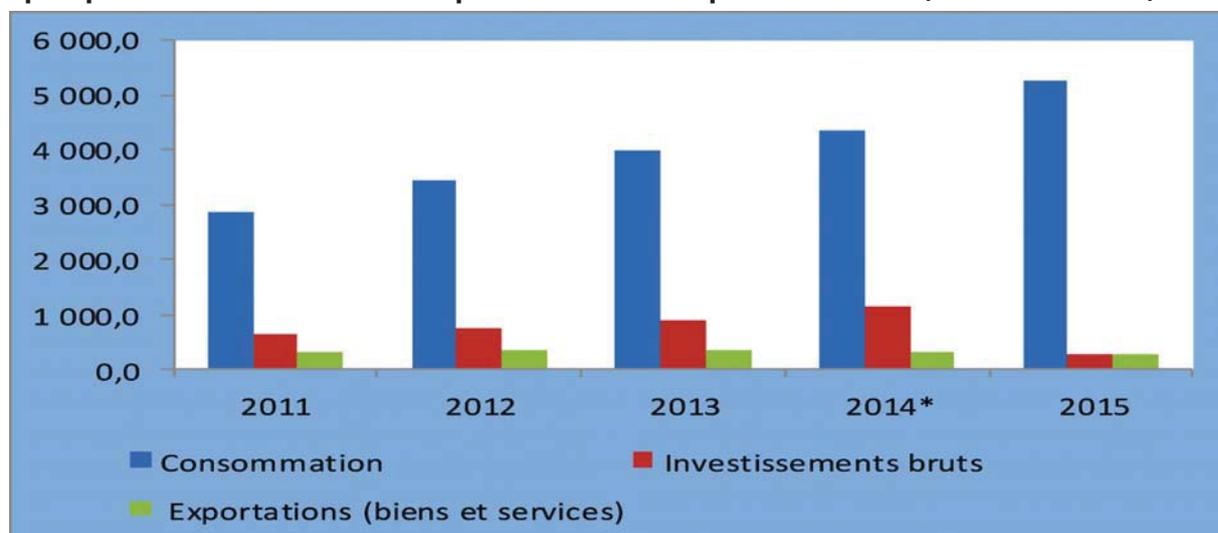
Source : MBGP

II.1.1.2.1. Demande intérieure

Les emplois intérieurs ont fortement décliné consécutivement à la chute des investissements bruts (-53,0 contre 19,8%). En effet, suite

à la forte baisse des appuis extérieurs, les investissements publics ont sensiblement reculé (-56,1 contre -0,2% l'année précédente).

Graphique 5 : Evolution des emplois du PIB aux prix courants (En Mds de BIF)



Les dépenses de consommation ont, par contre, progressé de 4,3% sous l'effet de la hausse des

dépenses des ménages (+5,0%) et des dépenses publiques (+2,7%).

II.1.1.2.2. Ecart entre la production et la demande intérieure

En 2015, les emplois intérieurs exprimés en pourcentage du PIB sont restés supérieurs aux

ressources, l'écart s'établissant à 24,0 contre 25,6% en 2014.

Tableau 12 : Ecart entre les Ressources et les Emplois Intérieurs en % du PIB

	2011	2012	2013	2014*	2015
1. Emplois intérieurs	123,7	124,2	126,7	125,6	124,0
2. Ressources intérieures = Produit intérieur brut	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
3. Ecart : (2-1) = (4-5)	23,7	24,2	26,7	25,6	24,0
4. Importations de biens et services non facteurs	34,2	34,8	35,5	33,0	30,5
5. Exportations de biens et services non facteurs	10,5	10,6	8,9	7,4	6,6

(*) : Données provisoires à partir de 2014.

Source : MFBP

II.1.1.2.3. Revenu, dépenses et besoin de financement

La consommation intérieure (5.251,3 Mds de BIF) a dépassé le produit intérieur brut (4.455,5 Mds de BIF). Par conséquent, l'épargne

intérieure brute a chuté, se fixant à -795,8 contre 35,9 Mds de BIF en 2014.

Tableau 13 : Revenus, dépenses et besoin de financement en Mds de BIF

	2011	2012	2013	2014*	2015
1. Produit intérieur brut (au prix du marché)	2 819,5	3 365,8	3 812,5	4 408,4	4 455,5
2. Consommation privée et publique	2 849,3	3 435,2	4 000,8	4 372,5	5 251,3
3. Epargne intérieure brute (1-2)	-29,8	-69,4	-188,3	35,9	-795,8
4. Solde des services facteurs et des transferts unilatéraux	310,3	634,7	675,3	502,9	163,0
5. Epargne nationale brute (3+4)	280,5	565,3	487,0	538,8	-632,8
6. Investissements bruts	638,2	745,6	896,8	1 165,8	272,1
7. Besoin net de financement (5-6) ou capacité de financement	-357,7	-180,3	-409,8	-627,0	-904,9

(*) : Données provisoires à partir de 2014.

Source : MBGP

L'épargne nationale brute a régressé (-632,8 contre 538,8 Mds de BIF), sous l'effet de la hausse de la consommation et de la baisse du solde des revenus secondaires (166,7 contre

5.134,3 Mds de BIF) par rapport à l'année précédente. Le besoin net de financement de l'économie s'est alors accru en 2015, passant de 627,0 à 904,9 Mds de BIF.

II.1.2. EVOLUTION DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION

En 2015, l'inflation s'est établie à 5,6% contre 4,4% en 2014. Cette hausse est liée à l'augmentation des prix des produits alimentaires (5,8 contre 2,0%), tandis que les prix des produits non alimentaires ont décéléré

(5,4 contre 6,2%). L'inflation alimentaire a été tirée par la progression des prix de certains produits des groupes : « pains et céréales » (4,6%), « viande » (5,5%), « poisson » (14,9%), « lait, fromages et œufs » (6,6%), « fruits » (3,4%),

« légumes » (5,6%), « sucre, confitures, miel, chocolat et confiserie » (3,5%) et « produits alimentaires non définis ailleurs » (14,4%).

La décélération de l'inflation non alimentaire a été induite par la hausse modérée des prix dans les divisions : « logement, eau, électricité,

gaz et autres combustibles » (3,6% contre 7,0%), « ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (6,6 contre 17,3%), « santé » (3,0 contre 8,3%), « transport » (0,7 contre 6,4%), et « autres biens et services » (6,4 contre 10,4%).

Tableau 14 : Evolution du taux d'inflation (en %)

Période	Général	Alimentaire	Non alimentaire
2011	9,6	8,9	10,2
2012	18,2	13,6	22,7
2013	8,0	9,6	6,5
2014	4,4	2,1	6,2
2015	5,6	5,8	5,3
2013			
Trim1	7,9	9,1	7,3
Trim2	6,5	7,2	5,8
Trim3	9,2	12,6	6,7
Trim4	8,2	9,9	6,0
2014			
Trim1	5,2	4,5	5,3
Trim2	3,8	1,6	5,7
Trim3	4,8	1,4	6,8
Trim4	3,8	0,6	6,9
2015			
Trim1	3,1	-0,9	6,1
Trim2	7,5	9,1	6,2
Trim3	5,4	6,7	4,5
Trim4	6,1	8,3	4,6

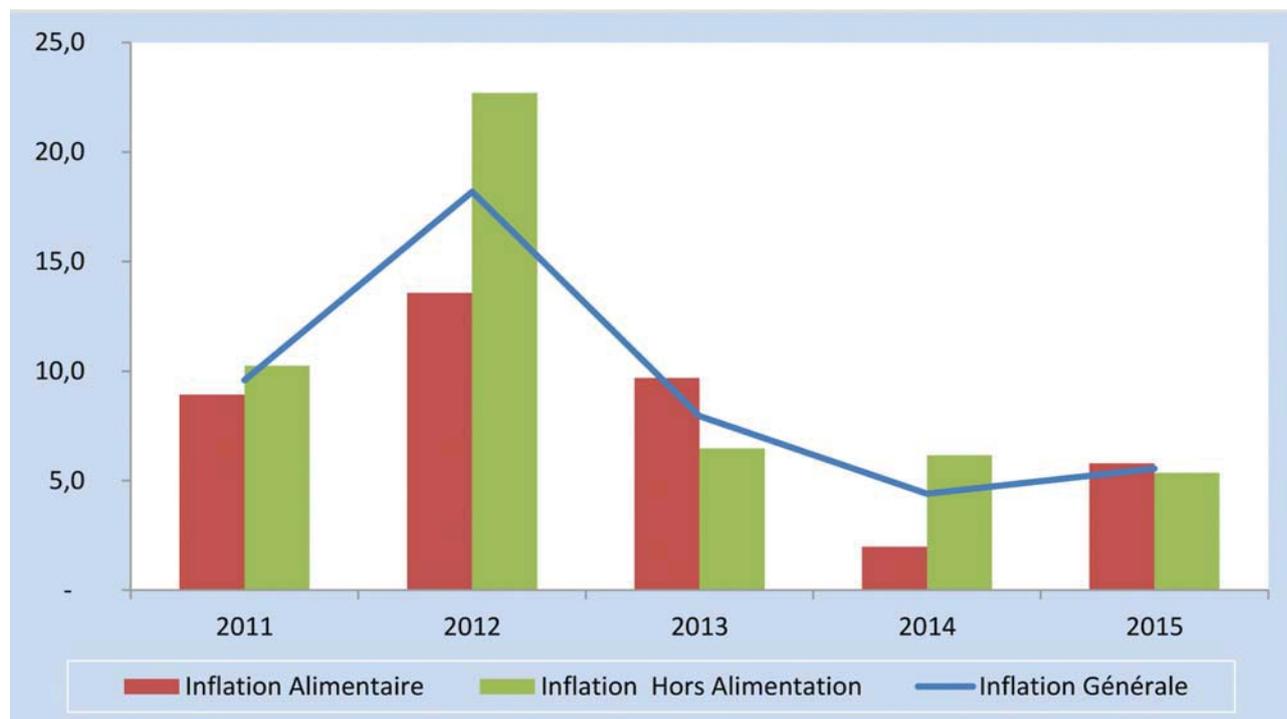
Source : calculs établis à partir de l'IPC de l'ISTEEBU.

En moyenne trimestrielle, les prix ont évolué en dents de scie, passant de 3,1% au premier trimestre pour atteindre 6,1 % au 4ème trimestre 2015 suite au renchérissement des produits

L'inflation alimentaire est tirée par la hausse des prix de certains articles des divisions « pains et céréales » (7,8%), « viande » (2,6%), « lait, fromage et œufs » (9,0%), « légumes » (13,8%), « produits alimentaires non définis ailleurs » (19,4%).

La décélération du taux d'inflation non alimentaire est liée à l'évolution moins rapide des prix de certaines divisions comme « logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles » (1,8 contre 7,8%), « ameublement, équipement ménager et entretien courant de la maison » (2,9 contre 12,6%), « enseignement et éducation » (1,7 contre 3,0%), « autres biens et services » (5,1 contre 9,5%) et à une diminution des prix observée au niveau de la division « santé » (-0,7 contre 11,3%).

Graphique 6 : Evolution du taux d'inflation annuel



Source : ISTEEBU

II.2. FINANCES PUBLIQUES

L'année 2015 s'est clôturée avec un déficit budgétaire plus profond que celui de l'année précédente, atteignant 354.129,2 contre 182.245,5 MBIF en 2014. Le ratio du déficit

global (y compris dons) par rapport au PIB est passé de 4,1 à 7,8%. Cette situation a résulté d'une diminution des ressources (-16,0%) contre une progression modérée des charges (+ 2,9%).

Tableau 15 : Opérations Financières consolidées de l'Etat (en MBIF)

	2013	2014	2015	Prévisions 2015	Taux de réel
A. RECETTES ET DONS	841 657,8	877 040,5	736 322,0	1 444 486,0	51,0
1. RECETTES	566 995,8	663 212,0	594 432,2	737 310,1	80,6
Recettes fiscales	524 539,6	572 207,3	543 666,1	676 953,0	80,3
dont compensation COMESA	1 605,3	2 254,8	-	-	-
Recettes non fiscales	37 762,5	83 819,1	47 004,2	60 357,1	77,9
Recettes exceptionnelles	4 693,7	7 185,6	3 761,8	7 558,0	49,8
dont AMISOM	2 451,6	2 718,6	2 200,0	3 000,0	73,3
2. DONS	274 662,0	213 828,5	141 889,8	699 617,8	20,3
Dons courants	118 849,5	46 942,5	54 252,1	82 292,0	65,9
Dons en capital	155 812,5	166 886,1	87 637,7	617 325,8	14,2
B. DEPENSES	953 819,7	1 059 286,0	1 090 451,1	1 562 917,7	69,8
a. Dépenses courantes	689 116,6	721 597,6	901 958,9	756 690,5	119,2
Dépenses sur biens et services	413 726,9	434 411,0	596 496,8	454 073,0	131,4
Salaires	295 659,5	314 387,2	322 820,1	339 505,5	95,1
Achats de biens et autres services	118 067,4	120 023,8	273 676,8	114 567,5	238,9
Subventions et autres transferts	225 486,3	234 393,5	247 643,6	222 727,8	111,2
dont exonérations				18 000,0	0,0
Paiements d'intérêts	29 126,3	35 765,5	40 632,4	52 689,7	77,1
Dépenses sur les fonds spéciaux	20 777,1	17 027,5	17 186,1	9 200,0	186,8
SOLDE COURANT HORS DONS	-122 120,8	-58 385,6	-307 526,8	-19 380,4	1 586,8
SOLDE COURANT DONS COMPRIS	152 541,2	155 442,9	-165 637,0	687 795,5	-24,1
b. Dépenses en capital	264 703,1	337 688,4	188 492,2	806 227,1	23,4
SOLDE GLOBAL HORS DONS (base droits constatés)	-386 823,9	-396 074,0	-496 019,0	-825 607,5	60,1
SOLDE GLOBAL DONS COMPRIS (base droits const.)	-112 161,9	-182 245,5	-354 129,2	-118 431,7	299,0
C. FINANCEMENT	112 161,9	182 245,5	354 129,2	118 431,7	299,0
1. FINANCEMENT EXTERIEUR	5 906,1	60 495,0	6 920,9	69 792,8	9,9
Tirages	13 860,4	67 359,2	13 551,0	82 700,0	16,4
Moins amort. de la dette extérieure	-7 954,3	-6 864,2	-6 630,1	-12 907,2	51,4
Allègement de la dette	0,0	0,0	0,0	-	
2. FINANCEMENT INTERIEUR NET	106 895,8	155 146,4	370 627,0	48 638,9	762,0
a. Secteur bancaire	45 926,0	147 023,0	327 066,5	42 938,9	761,7
B.R.B.	2 762,6	69 567,2	204 185,2	-	
Banques commerciales	40 504,9	77 997,8	122 881,3	42 938,9	286,2
CCP	2 658,5	-542,0		-	
b. Secteur non bancaire	60 969,8	8 123,4	43 560,5	5 700,0	764,2
Etablissements financiers	- 833,8	-		-	
Secteur non financier	61 803,6	8 123,4	43 560,5	5 700,0	764,2
3. ERREURS ET OMISSIONS	-640,0	-33 395,9	-23 418,7	-	
Pour mémoire					
PIB	3 812 500,0	4 408 400,0	4 455 500,0		

Source : MFBP

II.2.1. RECETTES ET DONNS

D'une année à l'autre, les ressources de l'Etat (736.322,0 contre 877.040,5 MBIF en 2014) ont chuté de 140.718,5 MBIF consécutivement à la baisse des ressources intérieure (-68.779,8 MBIF) et extérieures (-71.938,7 MBIF).

Le taux de réalisation des ressources a été de 51,0% des prévisions (1.444.486,0 MBIF). La collecte des recettes intérieures s'est établie à 80,6% des prévisions et le décaissement des dons s'est établi à 20,3%.

Tableau 16 : Recettes et Dons (en MBIF)

	2013	2014	2015	Variations (2015/2014)	
				en valeurs	%
1. RECETTES	566 995,8	663 212,0	594 432,2	-68779,8	-10,4
a. Recettes fiscales	524 539,6	572 207,3	543 666,1	-28541,1	-5,0
-Impôts sur les revenus	146 015,0	137 883,5	132 037,2	-5846,3	-4,2
Sociétés	92 446,2	73 099,7	75 130,9	2031,2	2,8
Personnes physiques	53 108,5	64 131,2	56 464,1	-7667,1	-12,0
Autres impôts sur les revenus	460,3	652,6	442,2	-210,3	-32,2
-Impôts sur le commerce intérieur	326 964,0	368 412,4	341 139,5	-27272,9	-7,4
Taxes sur les transactions	211 002,3	240 205,7	208 080,4	-32125,3	-13,4
Taxes de consommation sur le tabac	5 805,5	4 853,3	7 456,3	2603,0	53,6
Taxes de consomm./bière et boiss. gaz.	74 732,9	79 882,8	74 629,6	-5253,3	-6,6
Autres impôts intérieurs	35 423,3	43 470,6	50 973,2	7502,6	17,3
-Impôts sur le commerce extérieur	50 934,1	55 213,4	52 966,4	-2247,0	-4,1
Taxes à l'importation	42 439,3	45 182,3	45 671,4	489,1	1,1
Taxes à l'exportation	775,0	671,2	120,1	-551,1	-82,1
Autres impôts sur le commerce extérieur	6 114,5	7 105,2	7 174,9	69,8	1,0
Compensation COMESA	1 605,3	2 254,8	0,0	-2 254,8	-100,0
-Autres recettes fiscales	626,5	10 698,0	17 523,1	6 825,1	63,8
b. Recettes non fiscales	37 762,5	83 819,1	47 004,2	-36 814,9	-43,9
1. Dividendes	16 124,2	21 756,1	11 059,6	-10 696,5	-49,2
2. Autres recettes	21 638,3	62 063,0	35 944,7	-26 118,4	-42,1
c. Recettes exceptionnelles	4 693,7	7 185,6	3 761,8	-3 423,7	-47,6
2. DONNS	274 662,0	213 828,5	141 889,8	-71 938,7	-33,6
a. Dons courants	118 849,5	46 942,5	54 252,1	7 309,6	15,6
b. Dons en capital	155 812,5	166 886,1	87 637,7	-79 248,4	-47,5
TOTAL	841 657,8	877 040,5	736 322,0	-140 718,5	-16,0

Source : MFBP

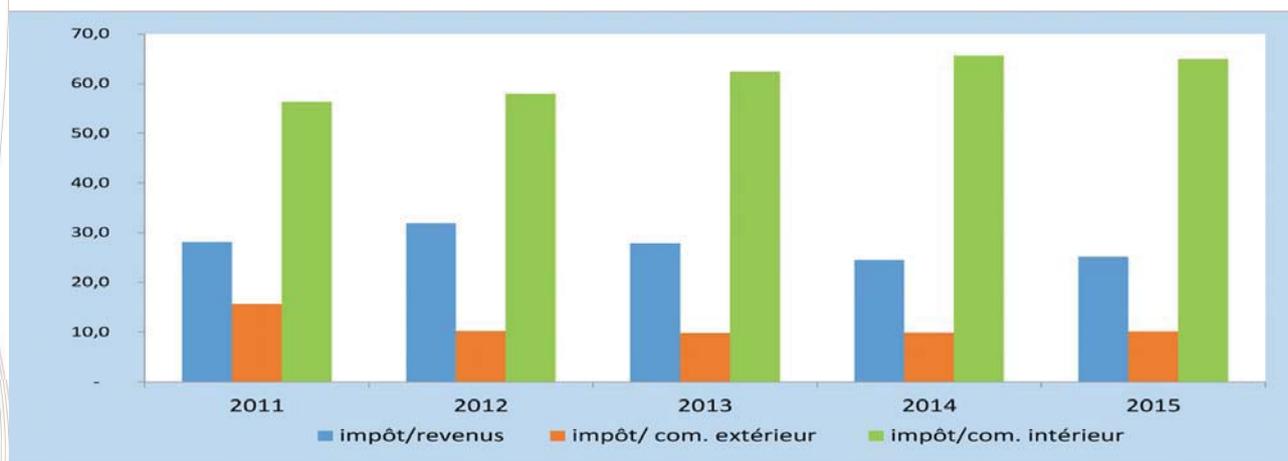
II.2.1.1. Recettes

Les recettes intérieures de l'Etat (594.432,2 contre 663.212,0 MBIF) ont enregistré une baisse de 10,4% contre une augmentation de 17,0% l'année précédente. Les recettes fiscales demeurent prépondérantes, représentant 91,5% des recettes totales.

II.2.1.1.1. Recettes fiscales

D'une année à l'autre, les recettes fiscales ont connu un recul de 28.541,1 MBIF, revenant de 572.207,3 à 543.666,1 MBIF, suite au ralentissement de l'activité économique.

Graphique 7 : Principales recettes fiscales (en %)



Cette diminution a porté sur les recettes intérieures sur biens et services (341.139,5 contre 368.412,4 MBIF), l'impôt sur le revenu (132.037,2 contre 137.883,5 MBIF) et l'impôt sur le commerce extérieur (52.966,4 contre 55.213,4 MBIF).

II.2.1.1.2. Recettes non fiscales

Les recettes non fiscales ont sensiblement diminué, revenant de 83.819,1 à 47.004,2 MBIF à fin 2015, soit un repli de 36.814,9 MBIF, consécutivement à la diminution des dividendes (-10.696,5 MBIF) et des « autres recettes » (-26.118,4 MBIF).

II.2.1.1.3. Recettes exceptionnelles

Par rapport à l'année précédente, les recettes exceptionnelles, constituées des recettes en provenance de l'AMISOM et de la liquidation ou privatisation des entreprises publiques, ont enregistré une diminution (- 3.423,7 MBIF),

II.2.2. DEPENSES

Les dépenses publiques pour l'année 2015 (1.090.451,1 contre 1.059.286,0 MBIF) ont enregistré une croissance moins rapide que celle de l'année précédente, soit un accroissement de 2,9 contre 11,1%. Les dépenses courantes ont progressé de 25,0 contre 4,7% alors que les dépenses en capital ont chuté de 44,2% contre une progression de 27,6% l'année précédente. Le ratio des dépenses publiques par rapport au PIB a enregistré une progression de 24,0 % contre 23,6% l'année précédente.

revenant de 7.185,6 à 3.761,8 MBIF d'une année à l'autre. Cette diminution a concerné aussi bien les autres recettes (-2.205,2 MBIF) que les produits de l'AMISOM (-1.218,6 MBIF).

II.2.1.2. Dons

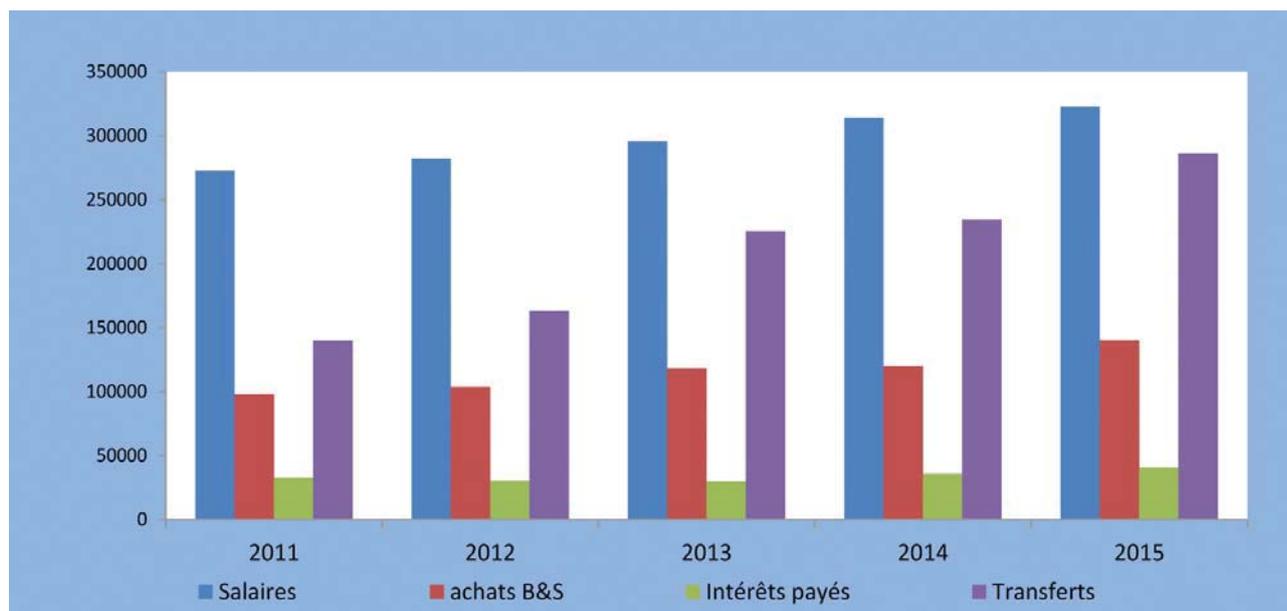
Le total des dons a diminué par rapport à l'année précédente (141.889,8 contre 213.828,5 MBIF). Les dons en capital ont chuté de 79.248,4 MBIF, revenant de 166.886,1 à 87.637,7 MBIF, tandis que les dons courants ont augmenté de 7.309,6 MBIF, passant de 46.942,5 à 54.252,1 MBIF. Ces dons courants ont été principalement décaissés par l'IDA (36.723,9 MBIF) et la BAD (15.304,9 MBIF).

Par rapport aux prévisions (699.677,8 MBIF), les décaissements de dons ont été réalisés à hauteur de 20,3 contre 30,2% une année auparavant.

Par rapport aux prévisions, les dépenses publiques ont été réalisées à 69,8% (1.090.451,1 contre 1.562.917,7 MBIF prévues) en liaison avec le faible niveau de réalisation des dépenses en capital (23,4%), les dépenses courantes ayant dépassé les prévisions (119,2%).

La structure des dépenses courantes montre que les salaires occupent 36,5% des dépenses totales, les subventions et autres transferts (28,0%), l'achat de biens et services (15,9%), les autres dépenses (15,0 %) et les paiements d'intérêt (4,6 %).

Graphique 8 : Structure des dépenses courantes (en MBIF)



Les dépenses en capital ont été financées par des ressources internes et externes. Les ressources nationales se sont fixées à 87.303,5 MBIF et les ressources externes se sont

établies à 101.188,7 MBIF dont 87.637,7 MBIF constitués des dons en capital et 13.551,0 MBIF des tirages sur emprunts extérieurs.

II.2.3. SOLDE GLOBAL ET FINANCEMENT

A fin 2015, les dépenses publiques se sont accrues de 2,9% alors que les ressources ont enregistré une chute (-16,0%). En conséquence, le déficit global s'est dégradé, passant de 182.245,5 à 354.129,2 MBIF, soit 7,8% du PIB. Ce déficit a été principalement financé par les ressources intérieures (370.627,0 MBIF) et extérieures (6.920,9 MBIF).

II.2.3.1. Financement intérieur net

Le financement intérieur net s'est accru (370.627,0 contre 155.146,4 MBIF), suite à

l'augmentation des engagements nets de l'Etat envers la Banque Centrale (204.185,2 contre 147.023,0 MBIF), les banques commerciales (122.881,3 contre 77.997,8 MBIF) et le secteur non financier (43.560,5 contre 8.123,4 MBIF).

II.2.3.2. Financement extérieur net

Le financement extérieur net (6.920,9 contre 60.495,0 MBIF) a sensiblement baissé suite à la chute des tirages sur prêts directs (13.551,0 contre 67.359,2 MBIF).

II.2.4. DETTE PUBLIQUE

La dette publique a augmenté de 25,9% en 2015, passant de 1.383.828,1 à 1.756.660,3 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cette hausse a beaucoup plus porté sur la dette intérieure

(+45,9%) que sur la dette extérieure (+5,9%). Rapporté au PIB, la dette publique totale représente 39,4%.

Tableau 17 : Structure de la dette publique (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
DETTE INTERIEURE	464 027,7	539 599,5	597 961,8	727 264,4	1 060 993,6
1. Bons et obligations du Trésor	127 965,8	111 604,9	182 925,5	230 040,0	369 327,7
2. Engagements envers la B.R.B.	322 018,9	410 025,0	396 574,3	448 063,6	641 724,7
3. Autres	14 043,0	17 969,6	18 462,0	49 160,8	49 941,2
DETTE EXTERIEURE	485 081,1	607 681,4	615 707,6	656 563,7	695 666,7
1. Dette directe	481 050,5	604 997,5	613 116,3	654 153,6	693 417,3
2. Dette indirecte	4 030,6	2 683,9	2 591,3	2 410,1	2 249,4
TOTAL	949 108,8	1 147 280,9	1 213 669,4	1 383 828,1	1 756 660,3
En pourcentage de l'encours total					
DETTE INTERIEURE	48,9	47,0	49,3	52,6	60,4
1. Bons et obligations du Trésor	13,5	9,7	15,1	16,6	21,0
2. Engagements envers la B.R.B.	33,9	35,7	32,7	32,4	36,5
3. Autres	1,5	1,6	1,5	3,6	2,8
DETTE EXTERIEURE	51,1	53,0	50,7	47,4	39,6
1. Dette directe	50,7	52,7	50,5	47,3	39,5
2. Dette indirecte	0,4	0,2	0,2	0,2	0,1
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
En pourcentage du PIB					
DETTE INTERIEURE	16,5	16,0	15,7	16,5	23,8
DETTE EXTERIEURE	17,2	18,1	16,1	14,9	15,6
TOTAL	33,7	34,1	31,8	31,4	39,4
PIB (en Mds de BIF)	2819,5	3365,8	3812,5	4408,4	4455,5

Source : BRB et MFBB

II.2.4.1. Dette intérieure

La dette publique intérieure a augmenté de 333.729,2 MBIF, soit 45,9%, passant de 727.264,4 à 1.060.993,6 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cette hausse a résulté notamment de l'engagement de l'Etat envers la Banque Centrale (+193.661,1 MBIF), les banques commerciales (+106.771,5 MBIF) et

le secteur non financier (+33.202,3 MBIF).

L'encours des titres du Trésor a augmenté de 139.287,7 MBIF, passant de 230.040,0 à 369.327,7 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cette hausse a concerné à la fois les bons du Trésor (+123.750,0 MBIF) et les obligations du Trésor (+15.537,7 MBIF).

Tableau 18 : Encours des titres du Trésor (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
Banques Commerciales	84 484,4	49 024,3	109 019,9	147 702,7	253 788,1
Bons	67 500,0	40 889,1	77 019,9	87 718,9	175 202,1
Obligations	16 984,4	8 135,2	32 000,0	59 983,8	78 586,0
Secteur non Bancaire	43 481,4	62 580,6	73 905,6	82 337,3	115 539,6
Bons	35 460,0	55 310,0	68 841,1	77 272,8	113 539,6
Obligations	8 021,4	7 270,6	5 064,5	5 064,5	2 000,0
Total	127 965,8	111 604,9	182 925,5	230 040,0	369 327,7
Bons	102 960,0	96 199,1	145 861,0	164 991,7	288 741,7
Obligations	25 005,8	15 405,8	37 064,5	65 048,3	80 586,0
Total	127 965,8	111 604,9	182 925,5	230 040,0	369 327,7

Source : BRB

Les taux d'intérêts sur les titres du Trésor ont augmenté significativement en 2015 par rapport à l'année précédente. D'une fin d'année à l'autre, les taux d'intérêts se sont établis à 6,82 contre 5,00%, à 7,51 contre 5,83% et à 8,51 contre 7,60%, pour les bons du Trésor

à 13 semaines, à 26 semaines et à 52 semaines respectivement. En moyenne annuelle, les taux sur les bons du Trésor ont également augmenté pour toutes les maturités, passant de 6,68 à 9,37% à 13 semaines, de 7,83 à 10,22% à 26 semaines et de 9,87 à 11,70% à 52 semaines.

II.2.4.2. Dette extérieure

Le stock de la dette extérieure a augmenté de 39.103,1 MBIF, soit 5,9%, s'établissant à 695.666,7 contre 656.563,7 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cet accroissement a résulté

des tirages (31.267,2 MBIF) et des plus-values de réévaluation (14.424,0 MBIF) qui ont dépassé le remboursement du principal (6.588,1 MBIF).

Tableau 19 : Dette extérieure (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
I. DETTE DIRECTE					
a. Encours début période	463 268,2	481 050,5	604 997,8	613 116,3	654 153,6
b. Tirages	37 221,7	63 843,9	13 860,4	67 359,2	31 267,2
c. Réévaluation	46 194,9	65 858,6	2 048,0	-18 603,8	14 243,2
d. Amortissements	-65 634,3	-5 755,4	7 789,9	7 718,0	6 246,7
e. Encours fin période	481 050,5	604 997,8	613 116,3	654 153,6	675 308,6
II. DETTE INDIRECTE					
a. Encours début période	31 415,2	4 030,6	2 683,6	2 591,3	2 410,1
b. Tirages	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c. Réévaluation	572,8	422,3	72,0	-14,2	180,7
d. Amortissements	-27 957,4	-1 769,0	164,3	167,1	341,4
e. Encours fin période	4 030,6	2 683,6	2 591,3	2 410,1	2 249,4
III. DETTE TOTALE (I et II)					
a. Encours début période	494 683,4	485 081,1	607 681,4	615 707,6	656 563,7
b. Tirages	37 221,7	63 843,9	13 860,5	67 359,2	31 267,2
c. Réévaluation	46 767,7	66 280,9	2 120,0	-18 618,0	14 424,0
d. Amortissements	-93 591,8	-7 524,4	7 954,3	7 885,1	6 588,1
e. Encours fin période	485 081,1	607 681,4	615 707,7	656 563,7	695 666,7
IV. DETTE TOTALE/ PIB (en %)	17,2	18,1	16,1	14,9	15,6
PIB	2819500,0	3365800,0	3812500,0	4408400,0	4455500,0
N.B. Les données sur la dette garantie ne sont pas prises en compte					

Source : MFBP

Les nouveaux tirages n'ont concerné que la dette directe pour financer les secteurs routier, agricole, énergétique et autres équipements publics. Le secteur routier a bénéficié d'un financement de la part de l'OPEP et de la BADEA à hauteur de 5.405,43 MBIF et 184,83 MBIF respectivement. L'OPEP a également

financé le secteur agricole à hauteur de 5.345,3 MBIF, une banque indienne, Exim Bank, a décaissé 2.222,97 MBIF destinés au secteur énergétique et Exim Bank of China a financé le projet «Buja Metropolitan Network Project » à hauteur de 18.108,68 MBIF.

Tableau 20 : Opérations de la dette publique extérieure par secteur (en MBIF)

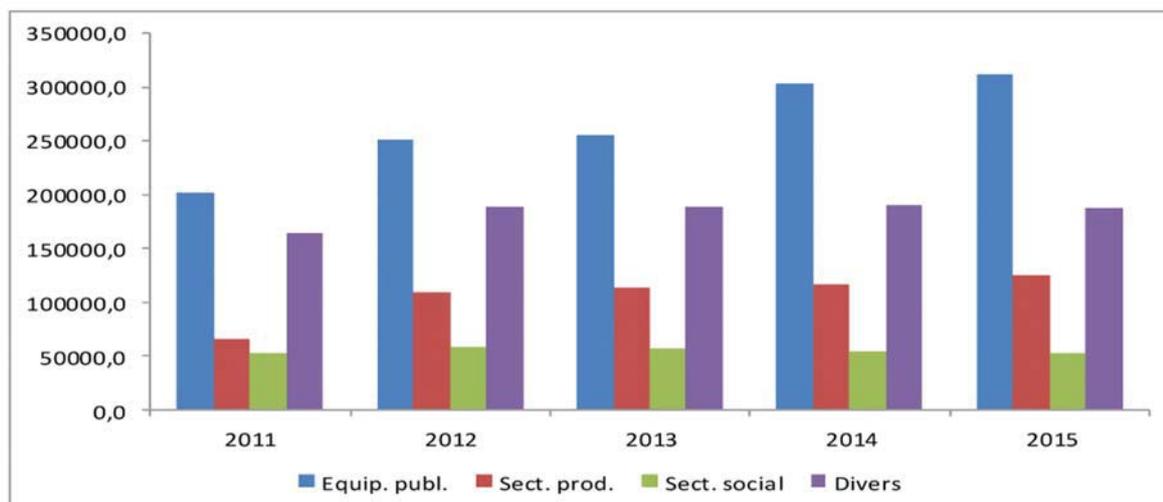
	Encours fin 2014	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2015
I. DETTE DIRECTE	654 153,6	31 267,2	14243,2	6 246,7	4 256,8	693 417,3
A. Equipements publics	295 739,5	23 699,0	12806,5	1 618,0	2 301,3	330 627,0
1. Transport	254 287,9	5 590,3	13233,1	1 390,7	2 223,7	271 720,6
a) Routes	254 287,9	5590,3	13233,1	1390,7	2223,7	271720,6
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	41 451,6	-	-426,5	227,3	77,6	40 797,7
3. Divers	-	18 108,7	-	-	-	18 108,7
B. Secteurs productifs	114 068,9	7 568,3	1 494,3	195,7	654,1	122 935,7
1. Agriculture et Elevage	74 712,6	5 345,3	-119,0	195,7	286,5	79 743,2
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	39 356,2	2 223,0	1 613,3	-	367,6	43 192,5
C. Secteurs sociaux	54 218,0	-	-567,7	924,2	325,1	57 812,4
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	54 218,0	-	-567,7	924,2	325,1	52 726,2
D. Divers	190 127,2	0,0	510,1	3 508,7	976,3	187 128,5
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 403,3	-	-14,5	14,8	4,9	1 374,0
5. Autres	188 723,9	-	524,6	3 494,0	971,4	185 754,5
II. DETTE RETROCEDEE	2 410,1	-	180,7	341,4	61,3	2 249,4
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	2 410,1	-	180,7	341,4	61,3	2 249,4
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	2 410,1	-	180,7	341,4	61,3	2 249,4
3. Energie	-	-	-	-	-	-
TOTAL	656 563,7	31 267,2	14 424,0	6 588,1	4 318,1	695 666,7

Source : MFBP

La dette publique extérieure a principalement financé les secteurs des équipements publics, les divers projets, les secteurs productifs et

les secteurs sociaux dont les parts relatives représentent respectivement 47,5%, 26,9%, 18,0% et 8,3% de l'encours total.

Graphique 9 : Dette publique extérieure par secteurs économiques (en Mds de BIF)



Source : MFBB

II.2.4.3. Service de la dette

Comparativement à l'année précédente, le service de la dette publique a diminué de 2,2%, revenant de 32.094,8 à 31.402,6 MBIF.

Tableau 21 : Service de la dette publique (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
A. Service de la dette publique supporté par le budget	47 135,5	38 521,9	51 197,1	32 094,8	31 402,6
. Dette intérieure	39 850,6	27 477,5	38 905,7	18 844,2	20 496,4
Principal	18 297,6	3 697,6	13 450,7	3 697,6	7 038,6
Intérêts	21 553,0	23 779,9	25 455,0	15 146,6	13 457,8
. Dette extérieure	7 284,9	11 044,4	12 291,4	13 250,6	10 906,2
Principal	4 559,4	7 529,7	7 954,3	7 885,1	6 588,1
Intérêts	2 725,5	3 514,8	4 337,2	5 365,5	4 318,1
B. Service total de la dette publique	180242,0 (*)	38 521,9	51 197,1	32 094,8	31 402,6
Dette intérieure	39 850,6	27 477,5	38 905,7	18 844,2	20 496,4
Dette extérieure	7 284,9	11 044,4	12 291,4	13 250,6	10 906,2
Service de la dette publique supporté par le Trésor					
par rapport aux dépenses du budget (en %)	6,0	4,4	5,5	3,0	3,1
. Dette intérieure	5,1	3,1	4,2	1,8	2,1
. Dette extérieure	0,9	1,3	1,3	1,3	1,1
Service de la dette publique supporté par le Trésor par rapport aux ressources du budget (en %)	6,9	5,2	6,1	3,7	4,3
. Dette intérieure	5,9	3,6	4,6	2,1	2,8
. Dette extérieure	1,1	1,6	1,5	1,5	1,5
Service total de la dette extérieure par rapport aux recettes d'exportation de biens et services	2,5	3,4	3,5	4,1	3,9
Recettes d'exportation de biens et services	297 190,1	328 216,8	350 344,7	325 242,0	282 777,7
(1) : Paiements supportés par le Trésor et par les sociétés à participation publique concernées.					
(*) Tenu compte de l'annulation d'un montant de 133 106,5 MBIF de la dette envers l'UE, le Japon et la Russie					

La diminution du service de la dette a porté sur le remboursement du principal de la dette extérieure (-1.297,0 MBIF) et sur les intérêts de

la dette intérieure (-1.688,8 MBIF) et extérieure (-1.047,4 MBIF). Par contre, le remboursement du principal de la dette intérieure a augmenté

de 3.341,0 MBIF. Le service de la dette par rapport aux ressources du budget est passé de 3,0% à 3,1%. Le ratio du service de la dette

extérieure sur les recettes d'exportation de biens et services est passé de 4,1% à 3,9%.

II.3. SECTEUR MONETAIRE ET FINANCIER

L'année 2015 a été marquée par une forte décélération de la masse monétaire M3 (1,5 contre 11,3% en 2014). Ce faible accroissement est imputable à la diminution des avoirs extérieurs nets (-24,6%), les avoirs intérieurs nets ayant augmenté (+26,1%). La contraction des avoirs extérieurs nets est liée à la chute des apports extérieurs sous forme de dons courants (-60,5%) consécutive au gel des

financements par certains bailleurs de fonds et aux interventions de la Banque Centrale sur le marché interbancaire de devises (MID). L'augmentation des avoirs intérieurs nets s'explique par la hausse du crédit intérieur (+23,9%). Cette hausse est tirée par l'expansion de l'endettement net de l'Etat (+78,9%), les créances sur l'économie ayant, par contre, diminué de 4,3%.

II.3.1. RESSOURCES ET EMPLOIS DU SYSTEME BANCAIRE

D'une fin d'année à l'autre, les ressources et les emplois du système bancaire ont augmenté

(1,1 contre 9,5%), passant de 1.316.399,1 à 1.330.850,7 MBIF.

Tableau 22: Ressources et emplois du système bancaire (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015 (p)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-76 150,1
Avoirs extérieurs bruts	586 011,4	677 706,0	702 734,7	700 815,9	428 699,1
Engagements extérieurs	380 485,8	481 068,3	472 978,6	520 290,6	504 849,2
CREDIT INTERIEUR	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 407 000,8
créances nettes sur l'Etat	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384 697,0	688 253,2
Crédit à l'Etat	421 250,2	477 018,9	524 056,2	644 927,3	945 159,6
Dépôts du secteur gouvernemental	189 001,3	199 961,4	249 307,2	260 230,3	256 906,4
Créances sur l'économie	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 176,8	718 747,6
Crédit	520 895,3	592 231,5	629 025,2	686 913,9	681 839,9
Autres créances	45 575,0	50 797,1	68 528,1	64 262,9	36 907,7
RESSOURCES = EMPLOIS	1 004 244,8	1 116 723,8	1 202 058,4	1 316 399,1	1 330 850,7
MASSE MONETAIRE (M3)	725 532,4	856 091,2	939 527,9	1 045 336,7	1 061 261,3
MASSE MONETAIRE (M2)	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880 206,6	923 742,0
Monnaie (M1)	457 579,0	513 546,9	575 983,9	637 652,2	643 150,9
Circulation fiduciaire hors banques	153 214,3	173 871,6	187 487,1	199 816,1	207 306,7
Dépôts à vue	304 364,7	339 675,3	388 496,8	437 836,1	435 844,2
Quasi monnaie	178 821,0	194 506,1	225 744,4	242 554,4	280 591,1
DEPOTS EN DEVISES DES RESIDENTS	89 132,4	148 038,2	137 799,6	165 130,1	137 519,3
AUTRES RESSOURCES	278 712,4	260 632,6	262 530,5	271 062,4	269 589,4
Provisions pour crédit documentaire	12 302,2	15 658,2	7 533,0	9 222,6	5 645,1
Fonds propres de la BRB	51 330,9	59 860,3	49 130,2	90 278,1	89 110,1
Divers nets de la BRB	59 360,4	56 480,2	76 038,5	72 000,5	1 680,1
Fonds propres des banques commerciales	146 285,5	180 688,3	201 262,3	207 207,8	208 032,7
Divers nets des banques commerciales	800,2	-49 909,1	-71 112,6	-105 280,3	-28 790,4
Solde des transactions interbancaires	8 633,2	-2 145,3	-320,9	-2 366,3	-6 088,2

Source : BRB

La faible augmentation des ressources a porté sur la masse monétaire M3 (+1,5%), les autres ressources ayant faiblement baissé (-0,5%). L'accroissement des emplois a concerné le crédit intérieur (+23,9%), les avoirs extérieurs nets ayant fortement diminué (-142,2%).

Les avoirs intérieurs nets ont contribué à la croissance de M3 à hauteur de 26,1 points de pourcentage, alors que les avoirs extérieurs nets ont exercé une influence restrictive à concurrence de 24,6 points, traduisant une création additionnelle de la monnaie d'origine interne.

Tableau 23: Contribution à la croissance de la masse monétaire (en points de %)

	2011	2012	2013	2014	2015
Croissance annuelle de la masse monétaire M3 (en %)	5,7	18,0	9,7	11,6	1,5
Avoirs extérieurs nets	-7,1	-1,2	3,9	-5,2	-24,6
Avoirs intérieurs nets	12,7	19,2	5,9	16,8	26,1
Crédit intérieur nets	22,9	16,7	6,1	17,7	25,9
Créances nettes sur l'Etat	3,1	6,2	-0,3	12,0	29,0
Créances sur l'économie	19,8	10,6	6,4	5,7	-3,1
Autres postes nets	-10,2	2,5	-0,2	-0,9	0,2

Source : BRB

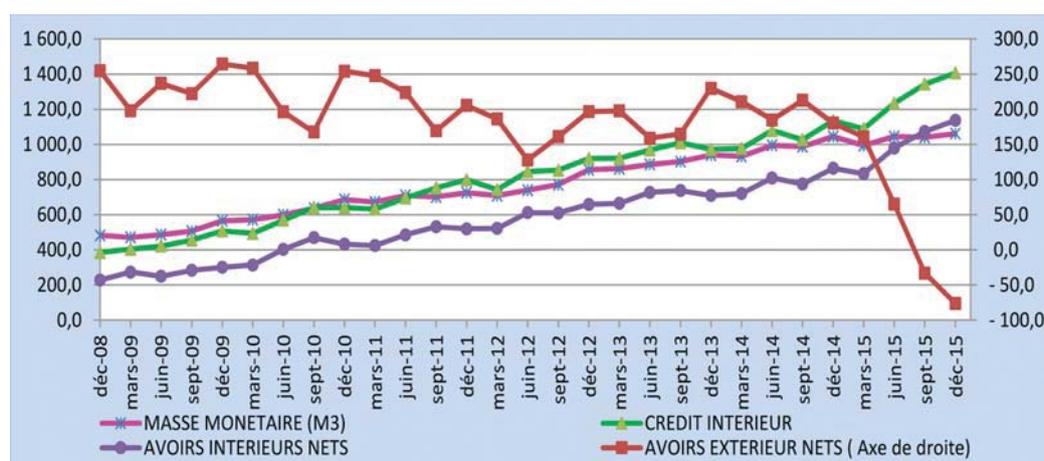
II.3.1.1. Ressources

II.3.1.1.1. Masse monétaire

La masse monétaire M3 s'est accrue de 15.924,6 MBIF, soit 1,5%, passant de 1.045.336,7 à 1.061.261,3 MBIF d'une fin d'année à l'autre. Cette augmentation s'explique par la hausse de l'agrégat monétaire M2 (+43.535,4 MBIF) qui a dépassé la contraction des dépôts en devises des résidents (-27.610,8 MBIF). L'accroissement de

M2 est à la fois lié à la croissance de la quasi-monnaie (+38.036,7 MBIF ou 15,7%) et des disponibilités monétaires (+5.498,7 MBIF ou 0,9%). Les parts des disponibilités monétaires et des dépôts en devises des résidents dans l'agrégat M3 ont reculé par rapport à l'année précédente, revenant de 61,1 à 60,6% et de 15,8 à 13,0% respectivement. Par contre, celle de la quasi-monnaie s'est légèrement accrue, passant de 23,1 à 26,4%.

Graphique 10: La masse monétaire et ses contreparties (en Mds de BIF)



Source: BRB

a. Monnaie

D'une fin d'année à l'autre, les disponibilités monétaires se sont accrues de 5.498,7 MBIF, en liaison avec la hausse de la circulation fiduciaire hors banques (+7.490,6 MBIF), les dépôts à vue en BIF s'étant contractés de 1.991,9 MBIF. La part relative des dépôts à vue dans les disponibilités monétaires a légèrement reculé (67,8 contre 68,7%) tandis que celle de la circulation fiduciaire hors banques s'est faiblement accrue (32,2 contre 31,3%).

La diminution des avoirs à vue en BIF s'explique par la baisse des dépôts regroupés dans les autres comptes (-31.347,0 MBIF) et des dépôts des administrations locales (-329,4 MBIF) qui a dépassé l'augmentation des dépôts des particuliers (+12.447,1 MBIF), des entreprises privées (+7.511,9 MBIF), des sociétés à participation publique (+4.830,3 MBIF) ainsi que ceux des établissements financiers (+4.895,2 MBIF).

Tableau 24 : Dépôts par détenteurs (à fin d'année, en MBIF)

	2011	2012	2013	2014		2015(p)	
				valeur (en MBIF)	parts (en %)	valeur (en MBIF)	parts (en %)
DEPOTS A VUE							
Particuliers	167 377,8	176 823,4	166 576,5	177 388,3	40,5	189 835,4	43,6
Entreprises privées	57 811,2	82 976,3	90 279,8	115 720,4	26,4	123 232,3	28,3
Sociétés à participation publiques	21 500,1	16 096,8	25 706,7	18 060,5	4,1	22 890,8	5,3
Administrations locales	723,5	482,4	998,5	2 147,5	0,5	1 818,1	0,4
Etablissements financiers	848,1	3 398,2	3 308,7	2 610,1	0,6	7 505,3	1,7
Autres comptes	56 104,0	59 898,2	101 626,6	121 909,3	27,8	90 562,3	20,8
TOTAL	304 364,7	339 675,3	388 496,8	437 836,1	100,0	435 844,2	100,0
DEPOTS A TERME							
Particuliers	99 610,4	99 093,4	107 914,4	113 152,6	46,7	116 799,0	41,6
Entreprises privées	34 009,3	22 695,8	24 661,4	34 605,5	14,3	60 016,9	21,4
Sociétés à participation publiques	23 138,0	24 065,6	21 172,7	13 712,8	5,7	21 163,4	7,5
Administrations locales	5,4	48,2	18,2	14,9	0,0	831,7	0,3
Etablissements financiers	230,0	430,0	430,0	230,0	0,1	8 529,9	3,0
Autres comptes	21 827,9	48 173,1	71 547,7	80 838,6	33,3	73 250,2	26,1
TOTAL	178 821,0	194 506,1	225 744,4	242 554,4	100,0	280 591,1	100,0

Source : BRB

b. Quasi-monnaie

Les dépôts à terme et d'épargne en BIF (280.591,1 contre 242.554,4 MBIF) ont augmenté de 38.036,7 MBIF, soit 15,7%. Cette progression est imputable principalement à la hausse des placements des particuliers (+3,2%), des entreprises privées (+73,4%) et des dépôts des sociétés à participation publique (+54,3%). Pour leur part, les dépôts regroupés dans les «autres comptes» se sont contractés de 9,4%.

La part des dépôts des particuliers (41,6 contre 46,7%) et celle des dépôts classés dans les «autres comptes» (26,1 contre 33,3%) dans le

total des dépôts à terme ont reculé alors que les parts des sociétés à participation publique (7,5 contre 5,7%) et des entreprises privées (21,4 contre 14,3%) se sont inscrites en hausse.

c. Dépôts en devises des résidents

Les dépôts des résidents en monnaies étrangères ont diminué de 16,7% en rapport avec la baisse des dépôts des particuliers (-24,2%), des sociétés non financières publiques (-36,0%) et de ceux regroupés dans les autres comptes (-24,1%). En revanche, les dépôts des sociétés privées se sont accrues de 14,6%.

II.3.1.1.2. Autres ressources

Les autres ressources du système bancaire ont légèrement diminué (-0,5%), revenant de 271.062,4 à 269.589,4 MBIF, contre une augmentation de 3,2% une année auparavant.

Cette contraction est principalement liée à la baisse des divers nets de la BRB (-97,7%), des provisions pour crédits documentaires (-38,8%), et des divers nets des banques commerciales (-72,7%). En revanche, le solde des transactions interbancaires s'est davantage détérioré (-157,3%).

II.3.1.2. Emplois

Par rapport à fin décembre 2014, les emplois du

système bancaire se sont accrus de 1,1%, suite à l'expansion du crédit intérieur (+271.127,0 MBIF ou 23,9%) plus importante que la baisse des avoirs extérieurs nets (- 256.675,4 MBIF ou -142,2%).

II.3.1.2.1. Avoirs extérieurs nets

D'une fin d'année à l'autre, les avoirs extérieurs nets ont sensiblement chuté (-142,2%), revenant de 180.525,5 à -76.150,1 MBIF, suite à la baisse des financements extérieurs conjuguée avec les interventions de la BRB sur le marché interbancaire de devises (192,9 contre 122,1 MUSD).

Tableau 25: Avoirs extérieurs nets

	2011	2012	2013	2014	2015
Avoirs extérieurs bruts (en MBIF)	586 011,4	677 706,0	702 734,7	700 815,9	428 699,1
Dont réserves officielles (en millions de USD)	295,7	308,8	321,2	317,3	136,4
Engagements extérieurs (en MBIF)	380 485,8	481 068,3	472 978,6	520 290,6	504 849,2
Avoirs extérieurs nets (en MBIF)	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-76 150,1
Variation annuelle (en %)	46,0	-4,3	16,8	-21,4	-142,2
Avoirs extérieurs nets (en millions de USD)	151,0	127,2	149,0	116,2	-47,1
Taux de change (fin de période)	1361,5	1546,1	1541,99	1553,05	1617,13

Source : BRB

Les réserves de change officielles se sont contractées de 57,0%, revenant de 317,3 à 136,37 MUSD à fin 2015, couvrant 2,3 mois d'importations de biens et services contre 4,1 mois à fin 2014.

II.3.1.2.2. Crédit intérieur

D'une fin d'année à l'autre, le crédit intérieur s'est sensiblement accru (+23,9%), passant de 1.135.873,8 à 1.407.000,8 MBIF, suite à l'expansion des créances nettes sur l'Etat partiellement contrebalancée par la baisse des créances sur l'économie.

II.3.1.2.2.1. Créances nettes sur l'Etat

L'endettement net de l'Etat a progressé de 303.556,2 MBIF soit 78,9%, passant de 384.697,0 à 688.253,2 MBIF. Cette augmentation a porté principalement sur l'endettement de l'Etat

auprès de la Banque Centrale (+193.661,0 MBIF) et sur l'endettement de l'Etat auprès des banques commerciales sous forme de bons et obligations du Trésor (+106.085,4 MBIF).

L'endettement auprès de la Banque centrale est lié principalement à l'augmentation des avances ordinaires (273.246,0 contre 55.186,9 MBIF) qui se sont intensifiées depuis le début du deuxième semestre 2015.

II.3.1.2.2.2. Créances sur l'économie

Les créances sur l'économie (718.747,6 contre 751.176,8 MBIF) se sont contractées de 32.429,2 MBIF, soit -4,3% en rapport avec la baisse des financements à moyen terme (-36.338,5 MBIF) et à court terme (-4.440,9 MBIF), les crédits à long terme s'étant accrus de 5.302,6 MBIF.

II.3.2. LIQUIDITE BANCAIRE

A fin décembre 2015, la liquidité bancaire s'est fortement contractée de 54.959,6 MBIF alors qu'elle avait augmenté de 34.335,3 MBIF à fin décembre 2014. Cette diminution est imputable à la baisse des créances nettes sur l'étranger (-261.661,5 MBIF), des créances nettes sur les sociétés à participations publiques (-812,6 MBIF) et de l'impact restrictif exercé par l'accroissement des billets et pièces en

circulation (-3.382,8 MBIF). En revanche, les créances nettes sur l'Etat et les divers nets ont progressé de 188.990,5 et 21.906,8 MBIF respectivement.

Suite à la diminution du total des facteurs autonomes, les banques commerciales ont puisé dans leurs réserves à hauteur de 35.744,4 MBIF et ont recouru aux ressources de la Banque centrale (19.800,0 MBIF).

Tableau 26: Variations de la liquidité bancaire et de ses contreparties (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
- Billets et pièces en circulation	-14 270,8	-28 140,9	-13 436,8	-15 657,2	-3 382,8
- Créances nettes sur l'Etranger	-59 319,6	-15 365,1	51 204,9	10 542,1	-261 661,5
- Créances nettes sur l'Etat	60 739,5	73 862,6	-56 033,4	34 117,1	188 990,5
- Créances nettes sur les sociétés à participation publique	-1 305,9	1 807,2	-331,9	10,3	-812,6
- Divers	-31 765,3	7 387,2	54 474,6	5 323,0	21 906,8
TOTAL FACTEURS AUTONOMES	-45 922,1	39 551,0	35 877,4	34 335,3	-54 959,6
Refinancement	25 301,3	-25 301,3	0,0	2 000,0	19 800,0
dont : - Secteur bancaire	25 301,3	-25 301,3	0,0	0,0	19 800,0
- Etablissements financiers	-	-	-	2 000,0	0,0
Reprise de liquidité	-7 000,0	6 800,0	-6 800,0	0,0	0,0
Réserves	-13 620,8	7 449,7	42 677,4	36 335,3	-35 159,6
dont : - Secteur bancaire	-12 470,8	4 900,2	42 830,9	37 384,6	-35 744,4
- Etablissements financiers	-1 150,0	2 549,5	-153,5	-1 049,3	584,8
(-) : incidence restrictive sur la liquidité.					

Source : BRB

II.3.3. LIQUIDITE DE L'ECONOMIE

A fin décembre 2015, la liquidité de l'économie s'est accrue de 5,8 contre 11,7% à fin décembre 2014, passant de 1.166.311,2 à 1.234.258,5 MBIF. Cette décélération par rapport à fin décembre 2014 a concerné la liquidité active (-4,0%), la liquidité passive ayant augmenté (+27,0%).

En moyenne annuelle, la liquidité de l'économie s'est accrue de 7,8 %, en rapport avec la hausse de la liquidité active (+4,9%) et de la liquidité passive (+13,5%).

Tableau 27 : Composantes de la liquidité de l'économie

	encours de fin d'année					Var. (%) 2015 /2014
	2011	2012	2013	2014	2015	
I. LIQUIDITE ACTIVE	542033,1	660105,2	709878,9	796266,7	764246,9	-4
-Billets et pièces en circulation hors secteur bancaire	153200,2	173866,6	187470,9	199806	207299,8	3,8
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	304364,7	339675,3	388496,8	437836,1	435844,2	-0,5
-Dépôts à vue en devises des résidents	84468,2	146563,3	133911,2	158624,6	121102,9	-23,7
II. LIQUIDITE PASSIVE	248657,4	282764,514	333957,6	370044,5	470011,6	27
-Quasi-monnaie	178821	194506,1	225744,4	242554,4	280591,1	15,7
-Bons et obligations du Trésor (2)	43481,4	62580,6	73905,6	82337,3	124097,8	50,7
-Placements auprès des établissements financiers	21690,8	24202,914	30419,2	38647,3	48906,3	26,5
-Dépôts à terme en devises des résidents	4664,2	1474,9	3888,4	6505,5	16416,4	152,3
Total (I+II)	790690,5	942869,714	1043836,5	1166311,2	1234258,5	5,8
Moyenne (1) en MBIF						
	2011	2012	2013	2014	2015	
I. LIQUIDITE ACTIVE	531624,8	579618,6	676985,4	735570,6	771723,7	4,9
-Billets et pièces en circulation hors secteur bancaire	145118	158881,6	175766,4	189096,6	203361,2	7,5
-Dépôts à vue auprès du système bancaire	307915	309738,8	363898,4	399133,3	429503,2	7,6
-Dépôts à vue en devises des résidents	78591,8	110998,2	137320,6	147340,7	138859,3	-5,8
II. LIQUIDITE PASSIVE	215351,2	254008,7	307643,6	363933,1	413039,4	13,5
-Quasi-monnaie	161588,1	175315,8	210012,2	244892,7	262166	7,1
-Bons et obligations du Trésor (2)	31800,7	54415,2	67341	79130,4	100350,7	26,8
-Placements auprès des établissements financiers	20004,4	23462,6	27120,7	33804,2	42774,3	26,5
-Dépôts à terme en devises des résidents	1958	815,1	3169,7	6105,8	7748,4	26,9
Total (I+II)	746976	833627,3	984629	1099503,7	1184763,1	7,8

(1): Moyenne d'encours de fin de mois, (2) : Titres détenus par le secteur non bancaire

Source : BRB

La diminution de la liquidité active a porté sur les dépôts à vue en devises des résidents (-23,7%) et les dépôts à vue en BIF auprès du système bancaire (-0,5%), la circulation fiduciaire hors secteur bancaire ayant progressé (+3,8%).

En revanche, la croissance de la liquidité passive a concerné les dépôts à terme en devises des résidents (+152,3%), les bons et obligations du Trésor détenus par le secteur non

bancaire (+50,7%), la quasi-monnaie (+15,7%) et les placements auprès des établissements financiers (+26,5 %).

En moyenne, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base du PIB s'est accru passant de 24,9 à 26,6%. De même, le taux de liquidité de l'économie calculé sur base de la dépense intérieure brute (DIB) s'est accéléré, s'établissant à 21,7 contre 20,0%.

Tableau 28 : Taux de liquidité de l'économie

	2 0 1 1	2 0 1 2	2 0 1 3	2 0 1 4	2 0 1 5
Liquidité de l'économie (MBIF, moyenne)	746 976,0	833 627,3	984 629,0	1 099 503,7	1 184 763,1
Produit Intérieur Brut aux prix du marché (en MBIF) (e)	2 819 534,0	3 365 810,0	3 812 500,0	4 408 400,0	4 455 500,0
Rapport liquidités/ P.I.B. (en %)	26,5	24,8	25,8	24,9	26,6
Dépense intérieure brute (1)	3 656 550,0	4 527 050,3	4 876 871,0	5 505 959,9	5 471 925,7
Rapport liquidités/ D.I.B. (en %)	20,4	18,4	20,2	20,0	21,7

(1) : D.I.B. = P.I.B. + importations de biens et de services non facteurs - exportations de biens et services non facteurs
(e) : Estimation.

II.3.4. CREDIT DU SYSTEME BANCAIRE

II.3.4.1. Evolution générale

D'une fin d'année à l'autre, l'encours des crédits à l'économie s'est contracté de 0,2% contre un accroissement de 10,0% une année auparavant, revenant de 768.747,9 à 766.832,1 MBIF. La diminution de l'encours des crédits a porté sur les crédits à moyen terme alors que les crédits à court terme et à long terme se sont accrus.

L'encours des engagements par signature s'est contracté de 6,3% en décembre 2015

contre une progression de 4,1% à fin 2014. Cette diminution est imputable à la baisse concomitante des crédits à change non couvert (-10,3%) et des avals et cautions (-4,1%).

En moyenne, l'encours des crédits à l'économie s'est accéléré, passant de 6,3 à 6,6% en liaison avec la progression des crédits à court terme (4,2%), à moyen terme (0,3%) et à long terme (37,0%).

Tableau 29 : Evolution des crédits du système bancaire

	2011		2012		2013		2014		2015	
	Fin d'année	Encours moyens								
I. CREDITS DISTRIBUTIBLES	574 673,6	516 856,9	648 596,3	627 988,3	699 031,8	688 337,3	768 747,9	731 758,5	766 832,1	779 850,0
A. Crédits à court terme	393 088,6	340 994,6	426 720,2	424 822,6	434 214,7	445 740,5	451 093,8	447 246,3	470 162,1	466 110,7
Crédits de trésorerie et Mobilisation de créances commerciales	378 686,4	324 490,4	413 681,1	409 511,4	423 362,1	436 338,6	444 169,1	437 304,2	457 609,7	450 501,0
Importations après expédition	1 824,6	2 225,0	2 652,5	2 539,1	3 893,5	3 205,0	5 745,1	3 200,0	5 745,1	4 549,6
Exportation	12 577,6	14 279,2	10 386,6	12 772,2	6 959,1	6 196,9	1 179,6	6 742,1	6 807,3	11 060,1
B. Crédits à moyen terme	156 203,5	157 353,8	183 714,2	172 553,2	209 501,8	197 725,5	213 106,0	207 270,7	180 128,0	207 916,8
Habitat	29 936,7	28 888,6	32 498,1	31 648,1	27 499,2	28 250,3	20 459,5	25 591,6	17 564,2	18 950,9
Equipement	126 266,8	128 465,1	151 216,1	140 905,1	182 002,6	169 475,2	192 646,5	181 679,1	162 563,8	188 965,9
C. Crédits à long terme	25 381,5	18 508,6	38 161,9	30 612,4	55 315,3	44 871,3	104 548,1	77 241,6	116 542,0	105 822,5
Habitat	16 356,2	14 126,6	16 420,8	15 789,8	19 923,2	20 204,4	32 849,9	24 232,5	60 519,0	39 608,7
Equipement	9 025,3	4 382,0	21 741,1	14 822,6	35 392,1	24 667,0	71 698,2	53 009,1	56 023,0	66 213,8
II. ENGAGEMENTS PAR SIGNATURE	70 478,0	62 561,3	68 758,7	68 999,1	86 828,2	71 201,4	90 359,4	87 818,8	84 709,4	72 233,9
Crédits à change non couvert	26 131,1	20 074,0	22 161,0	24 068,6	27 114,0	21 266,7	31 224,3	24 705,7	28 007,7	20 901,2
Avals et cautions	44 346,9	42 487,3	46 597,7	44 930,4	59 714,2	49 934,7	59 135,1	63 113,1	56 701,7	51 332,7
TOTAL DES RISQUES	645 151,6	579 418,3	717 355,0	696 987,4	785 860,0	759 538,7	859 107,3	819 577,3	851 541,5	852 083,9

Source : BRB

II.3.4.2. Catégories de crédits

II.3.4.2.1. Crédits à court terme

D'une fin d'année à l'autre, les crédits à court terme se sont accrus de 4,2%, passant de 451.093,8 à 470.162,1 MBIF en 2015. Cette expansion s'explique principalement par la

hausse des crédits de trésorerie et mobilisation des créances commerciales (+3,0%). L'encours des crédits à l'importation à fin 2015 s'est maintenu à 5.745,1 MBIF. La part des crédits à court terme dans le total des crédits distribués

s'est légèrement accrue, passant de 58,7 à 61,3%.

En moyenne, la hausse des crédits à court terme s'explique par l'accroissement des crédits à l'importation (+1.349,6 MBIF) et à l'exportation (+4.318,0 MBIF) ainsi que les crédits de trésorerie et mobilisation des créances commerciales (13.196,9 MBIF).

II.3.4.2.2. Crédits à moyen terme

Les crédits à moyen terme ont enregistré une diminution de 32.978,0 MBIF, revenant de 213.106,0 à 180.128,0 MBIF. Cette contraction a concerné à la fois les crédits à l'équipement

(-30.082,7 MBIF) et les financements de l'habitat (-2.895,3 MBIF). La part des crédits à moyen terme dans l'encours des crédits a diminué, revenant de 27,7 à 23,5%.

II.3.4.2.3. Crédits à long terme

Les financements à long terme (116.542,0 contre 104.548,1 MBIF) ont progressé de 11.993,9 MBIF d'une fin d'année à l'autre en raison de l'accroissement des crédits à l'habitat (+27.669,1 MBIF), qui a partiellement contrebalancé la baisse des crédits à l'équipement (-15.675,2 MBIF).

II.3.4.3. Crédits par branche d'activité

Au cours de l'année 2015, les crédits au commerce (236.010,9 contre 361.452,6 MBIF) et aux activités diverses (225.248,8 contre 291.304,4 MBIF) se sont inscrits en baisse. Toutefois, leur part dans l'ensemble des crédits est demeurée prépondérante quoiqu'en diminution (29,5 contre 44,4%) et (28,1 contre 35,6%). En revanche, une augmentation sensible des crédits a été observée dans les branches industries (+61.455,0 MBIF), hôtellerie et

tourisme (+37.630,2 MBIF) ainsi que dans l'habitat et autres constructions (+36.304,7 MBIF). De même, la branche agriculture a enregistré une hausse des financements très significative de 20.053,0 MBIF, passant de 4.398,7 à 24.451,7 MBIF entre décembre 2014 et décembre 2015. Aussi, sa part dans le total des crédits s'est élevée à 3,1% alors qu'elle n'avait jamais dépassé 0,5% au cours des cinq dernières années.

Tableau 30: Evolution des crédits par branche d'activité (1) (en MBIF)

	2011	2012	2013		2014		2015	
				Parts en %		Parts en %		Parts en %
Commerce	322 362,2	361 388,1	364 183,3	52,0	361 452,6	44,2	236 010,9	29,5
Café	14 769,5	10 386,6	6 959,1	1,0	2 209,2	0,3	20 693,0	2,6
Habitat et autres constructions	50 277,8	54 708,0	51 939,2	7,4	80 067,3	9,8	116 372,0	14,5
Industrie	23 974,1	32 871,4	42 262,7	6,0	58 262,9	7,1	119 717,9	14,9
Agriculture	1 999,1	2 416,1	2 888,0	0,4	4 398,7	0,5	24 451,7	3,1
Hôtellerie et Tourisme	11 349,1	20 206,7	25 710,4	3,7	20 276,5	2,5	57 906,7	7,2
Artisanat	2,7	2,7	0,0	0,0	576,2	0,1	698,4	0,1
Divers	150 570,1	169 781,1	206 356,8	29,5	291 304,4	35,6	225 248,8	28,1
TOTAL	575 304,6	651 760,7	700 299,5	100,0	818 547,8	100,0	801 099,4	100,0

(1): Y compris les crédits aux administrations centrale et locale

Source : BRB

Les parts des branches industries (14,9 contre 7,1%), habitat et autres constructions (14,5 contre 9,8%) et hôtellerie et tourisme

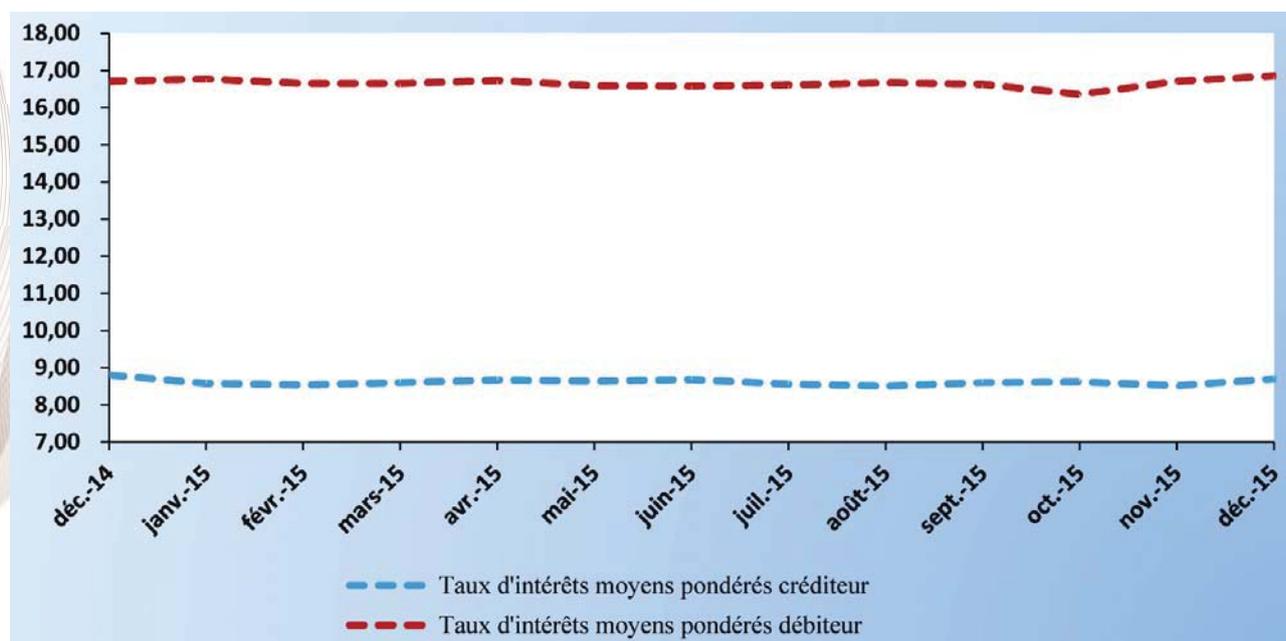
(7,2 contre 2,5%) dans le total crédit se sont sensiblement accrues d'une année à l'autre.

II.3.5. TAUX D'INTÉRÊT

Malgré la diminution de la liquidité bancaire observée en 2015, les taux d'intérêt se sont stabilisés. Le taux moyen pondéré débiteur sur l'encours des crédits s'est fixé à 16,85 contre 16,71% d'une fin d'année à l'autre. Cette légère

progression a concerné les taux à court terme (17,63 contre 17,27%), les taux à moyen terme (15,57 contre 15,65%) et ceux à long terme (14,79 contre 15,85%) ayant baissé.

Graphique 11: Taux moyens pondérés débiteurs et créditeurs



En dépit de la diminution des taux sur les bons de caisse (8,57 contre 10,49%) et sur les dépôts à terme (9,03 contre 9,91%), le taux

moyen pondéré créditeur s'est stabilisé d'une fin d'année à l'autre, se fixant à 8,70 contre 8,80% en 2014.

II.4. BALANCE DES PAIEMENTS

Au terme de l'année 2015, la balance des paiements s'est soldée par un besoin de financement plus important que celui de 2014 (- 496.240,4 contre -468.078,9 MBIF) suite essentiellement à la chute de l'excédent du

compte de capital (87.336,6 contre 126.554,6 MBIF) ; le déficit du compte courant ayant connu une faible baisse (-583.577,0 contre -594.633,5 MBIF).

Tableau 31: Balance des paiements (en MBIF)

	2 011	2 012	2 013	2 014	2015(p)
A. BIENS	-540 355,1	-831 383,8	-904 355,4	-809 449,3	-746 690,7
Crédit	156 350,4	194 303,5	146 257,1	203 843,6	189 945,6
Débit	696 705,5	1 025 687,3	1 050 612,5	1 013 292,9	936 636,3
B. SERVICES	-127 581,2	-171 295,0	-160 015,6	-288 110,6	-269 735,0
Crédit	140 839,7	133 913,3	204 087,6	121 398,4	92 832,1
Débit	268 420,9	305 208,3	364 103,2	409 509,0	362 567,1
C. REVENUS PRIMAIRES	-22 055,2	-9 384,4	2 775,1	-10 489,1	-3 706,7
Crédit	9 409,6	16 479,9	21 709,0	21 829,7	22 451,4
Débit	31 464,8	25 864,3	18 933,9	32 318,8	26 158,1
D. REVENUS SECONDAIRES	332 372,2	644 102,2	672 544,0	513 415,5	436 555,4
Crédit	349 447,6	658 427,9	697 315,5	545 460,9	483 529,2
Débit	17 075,4	14 325,7	24 771,5	32 045,4	46 973,8
I. BALANCE COURANTE (A+B+C+D)	-357 619,3	-367 961,0	-389 051,9	-594 633,5	-583 577,0
II. FINANCEMENT (y compris Erreurs et Omissions)	357 619,3	367 961,0	389 051,9	594 633,5	583 577,0
1. COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES	335 069,4	360 355,6	389 786,4	599 053,0	573 746,5
A. COMPTE DE CAPITAL	121 656,1	221 681,7	161 531,1	126554,6	87336,6
B. COMPTE DES OPERATIONS FINANCIERES	213 413,3	138 673,9	228 255,3	472 498,4	486 409,9
1 .INVESTISSEMENT DIRECTS	4 230,9	872,6	181 262,0	126 394,9	77 702,4
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE	0,0	0,0	-3 009,4	82 551,1	
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	202 307,0	212 673,7	67 856,9	270 527,0	136 507,0
3.1 Avoirs	-59 037,4	-72 195,0	-71 296,0	-18 814,0	-32 017,8
3.2 Engagements	261 344,4	284 868,7	139 152,9	289 341,0	168 524,8
4. AVOIRS DE RESERVE	6 875,4	-74 872,4	-17 854,2	-6 974,6	272 200,5
2. ERREURS ET OMISSIONS	22 549,9	7 605,4	-734,5	-4 419,5	9 830,5
(p): Provisoire					

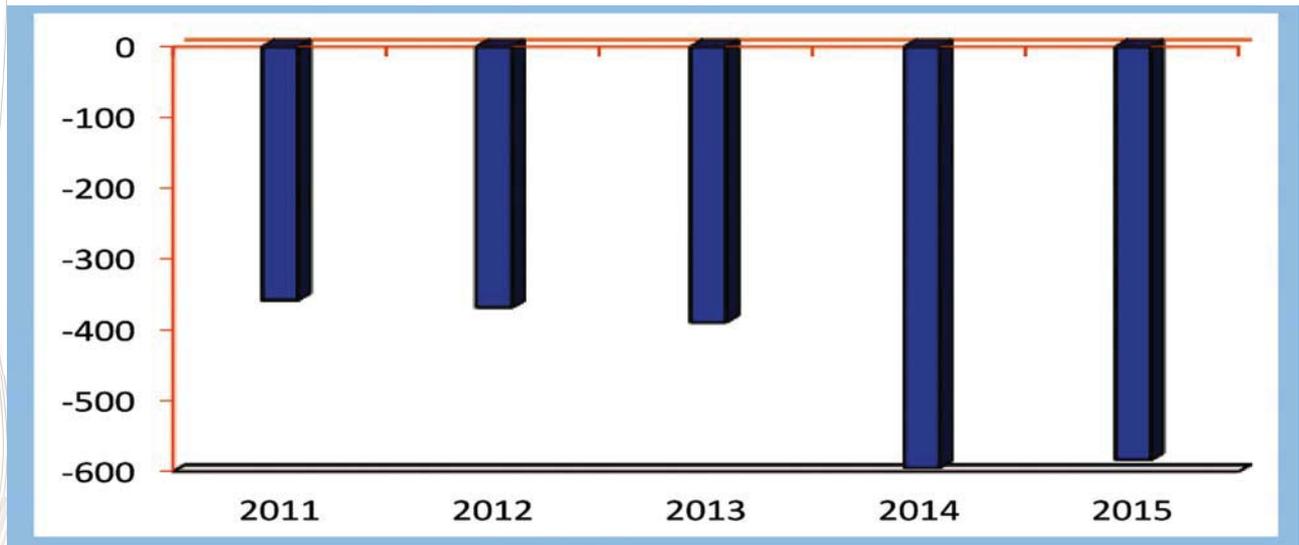
Source: BRB

II.4.1. Opérations courantes

Le déficit courant a fléchi (-583.577,0 contre -594.633,5 MBIF) grâce aux effets conjoints de la diminution des déficits de la balance commerciale (-746.690,7 contre -809.449,3

MBIF), des services et des revenus primaires (-273.441,7 contre -298.599,7 MBIF) et de l'excédent du compte des revenus secondaires (436.555, 4 contre 513.415,5 MBIF).

Graphique 12 : Solde des opérations courantes (en Mrds de BIF)



II.4.1.1. Biens

Les échanges commerciaux avec le reste du monde ont diminué tant en exportations (189.945,6 contre 203.843,6 MBIF) qu'en importations (936.636,3 contre 1.013.292,9 MBIF).

II.4.1.1.1. Exportations

Le produit des exportations s'est contracté de 13.898,0 MBIF, revenant de 203.843,6 à 189.945,6 MBIF suite à la baisse des

exportations des produits primaires (132.504,3 contre 137.861,1 MBIF) et manufacturés (57.441,3 contre 65.982,5 MBIF).

Les produits primaires ont enregistré une diminution suite au recul des exportations du café (62.685,7 contre 84.988,4 MBIF) et des minerais (4.324,7 contre 5.453,1 MBIF). Par contre, les exportations du thé (53.630,9 contre 37.513,4 MBIF) et des peaux (7.954,3 contre 6.040,5 MBIF) ont nettement progressé.

Tableau 32 : Exportations de marchandises

	2011	2012	2013	2014	2015
1. Produits primaires (valeur) dont :	144 463,8	174 112,7	100 086,0	137 861,1	132 504,3
Café Volume	17 447	23 309	11 865	15 159	13 657
Valeur	95 281,9	100 998,7	44 529,8	84 988,4	62 685,7
Valeur unitaire	5 461,2	4 333,0	3 753,0	5 606,5	4 590,0
Variation	31,5	-20,7	-13,4	48,4	48,4
Thé(1) Volume	7 953	8 684	10 007	11 021	11 145
Valeur	26 839,0	36 643,4	37 352,2	37 513,4	53 630,9
Valeur unitaire	3 374,7	4 219,6	3 732,6	3 403,8	4 812,1
Variation	9,9	25,0	-11,5	-8,8	-8,8
Peaux Volume	3 090	3 272	2 239	1 213	3 486
Valeur	7 714,9	9 552,4	3 991,5	6 040,5	7 954,3
Valeur unitaire	2 496,7	2 919,4	1 782,7	4 979,8	2 281,8
Variation	88,7	16,9	-38,9	179,3	179,3
Minéraux Volume	757	1 208	358	134,0	249,0
Valeur	13 299,6	25 863,3	10 154,3	5 453,1	4 324,7
Valeur unitaire	17 568,8	21 410,0	28 364,0	40 694,8	17 368,3
Variation	142,2	21,9	32,5	43,5	44,5
2. Produits manufacturés (valeur)	11 886,6	20 636,7	46 171,1	65 982,5	57 441,3
Bière	2 802,0	3 837,7	4 253,9	9 015,7	10 269,7
Tissus en coton	0,0	0,0	491,7	72,7	0,0
Cigarettes	1 646,3	4 002,3	6 367,7	6 022,0	9 247,7
Bouteilles	0,0	445,9	46,3	691,6	490,8
Huile de palme brute	30,8	95,3	461,4	8,1	9,1
Sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Farine de blé	-	-	4 515,4	8 196,2	10 086,9
Savons	5 231,8	7 987,1	12 309,0	12 254,9	10 637,4
Autres	2 175,7	4 363,7	17 725,7	29 721,3	16 708,8
TOTAL	156 350,4	194 749,4	146 257,1	203 843,6	189 945,6

(1) : Office du Thé du Burundi (OTB) et PROTHEM

Source : Office Burundais des Recettes (OBR)

La contraction des exportations des produits manufacturés a touché essentiellement les autres biens manufacturés (16.708,8 contre 29.721,3 MBIF) et les savons (10.637,4 contre 12.254,9 MBIF).

II.4.1.1.2. Importations

Les importations en valeur CIF ont augmenté de 13,1% alors qu'elles ont diminué en volume (-2,4%). L'accroissement de la valeur des importations a porté sur les importations des biens d'équipement (35,3%), de production (9,1%) et de consommation (4,5%).

Tableau 33 : Importations de marchandises (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015	2015/2014 en %
1. Biens de production	457 743,6	497 552,4	546 031,9	524 889,9	572 889,9	9,1
2. Biens d'équipement	227 973,6	243 885,5	318 511,5	254 623,3	344 450,2	35,3
3. Biens de consommation	267 135,3	342 615,7	396 646,1	409 472,8	427 881,2	4,5
Durables	113 714,4	135 146,7	140 108,0	190 017,6	200 564,2	5,6
Non Durables	153 420,9	207 469,0	256 538,1	219 455,2	227 317,0	3,6
TOTAL	952 852,5	1 084 053,6	1 261 189,5	1 188 986,0	1 345 221,3	13,1
1. Biens de production	483 150	485 579	529 314	527 676	576 087	9,2
2. Biens d'équipement	36 588	29 233	27 162	32 257	32 222	-0,1
3. Biens de consommation	162 052	190 536	252 600	238 306	170 921	-28,3
Durables	45 960	38 862	99 554	120 465	50 931	-57,7
Non Durables	116 092	151 674	153 046	117 841	119 990	1,8
TOTAL	681 790	705 348	809 076	798 239	779 230	-2,4

Source: Office Burundais des Recettes

La progression des importations des biens de production a concerné particulièrement les produits pétroliers (33,5% en valeur et 84,4% en volume) et les matières premières destinées à l'industrie chimique (10,5% en valeur et 31,4% en volume). Les autres catégories des biens de production ont baissé tant en valeur qu'en volume.

De même, l'accroissement des approvisionnements en biens d'équipement a porté sur les rubriques des « chaudières et engins mécaniques » (90,6% en valeur et 16,0% en volume), du « matériel électrique » (35,5% en valeur et 14,7% en volume) et des « tracteurs, véhicules et engins de transport » (1,3% en valeur contre une baisse de 12,3% en volume) et des « autres biens d'équipement » (6,8% en valeur).

Les biens de consommation ont également enregistré une progression des biens durables (5,6% en valeur) et des biens non durables (3,6% en valeur).

La hausse des biens durables a essentiellement porté sur les véhicules (44,7% en valeur et 31,2% en volume) et sur les autres biens durables (0,9% en valeur et -16,4% en volume). Les biens non durables ont progressé grâce aux importations des produits pharmaceutiques (2,2% en valeur et 0,7% en volume) et des autres biens non durables (30,1% en valeur et 18,3% en volume). Les biens alimentaires ont par contre diminué de 1,9% en valeur tandis

qu'ils ont augmenté de 0,3% en volume.

II.4.1.1.3. Répartition géographique des échanges extérieurs

La répartition géographique des échanges commerciaux du Burundi demeure marquée par la prédominance de l'Asie, sa part relative ayant atteint 47,9%, l'Europe (25,5%) et l'Afrique (24,4%).

Les transactions avec l'Asie se sont intensifiées en raison principalement de l'accroissement de la part des importations en provenance de l'Inde (13,7 contre 10,8%), de la Chine (12,3 contre 12,7%), de l'Arabie Saoudite (9,0 contre 9,9%) et du Japon (2,9 contre 2,6%).

De même, la part relative des exportations s'est inscrite à la hausse (25,8 contre 18,3%) suite à l'augmentation des parts des exportations vers le Pakistan (14,1 contre 9,2%) et le Japon (0,4 contre 0,3%).

La part relative de l'Afrique a baissé en rapport avec la diminution des parts en importations (23,2 contre 29,9%), celle des exportations ayant progressé (41,3 contre 38,9%).

Le fléchissement des parts des importations se remarque au niveau des importations en provenance de la RDC (0,4 contre 0,6%), du Rwanda (0,9 contre 1,2%) et de la Tanzanie (7,1 contre 8,6%). En revanche, celles de l'Ouganda (5,1 contre 4,7%), du Kenya (7,1 contre 6,9%), de la RSA (4,5 contre 3,7%) et de l'Égypte (0,9 contre 0,0%) ont augmenté.

Par contre, la progression des parts des exportations avec l'Afrique a concerné les exportations vers l'Ouganda (3,4 contre 2,9%), l'Egypte (7,1 contre 4,6%), la RDC (19,3 contre 18,7%), le Kenya (2,0 contre 0,9%) et la Tanzanie (1,7 contre 1,6%).

La part des échanges avec l'Europe a diminué de 0,3 points de pourcentage suite à la chute des parts des exportations vers l'Allemagne (1,3 contre 9,6%), la Belgique (4,0 contre

5,0%), les Pays-Bas (0,4 contre 1,0) et l'Italie (1,1 contre 2,3%). En revanche, les parts des importations en provenance de cette région se sont accrues (23,4 contre 21,8%).

La part des échanges avec l'Amérique n'a presque pas varié, s'établissant à 2,0 contre 2,1% suite au fléchissement de la part des importations (2,1 contre 2,3%), celle des exportations s'étant relevée (1,3 contre 0,9%).

Tableau 34: Répartition géographique du commerce extérieur (en %)

	IMPORTATIONS		EXPORTATIONS		TOTAL DES ECHANGES	
	2014	2015	2014	2015	2014	2015
EUROPE	21,8	23,4	41,7	31,4	24,7	24,4
Union Européenne	17,4	20,9	22,6	12,5	18,2	19,9
Belgique	6,9	6,4	5	4	6,6	6,1
Allemagne	1,8	2,8	9,6	1,3	2,9	2,6
France	3,2	3,1	0,6	0,6	2,8	2,7
Pays-Bas	2,1	5,1	1	0,4	1,9	4,5
Italie	1,1	0,6	2,3	1,1	1,3	0,7
Royaume-Uni	0,7	0,7	4	4,7	1,2	1,3
AUTRES	4,3	2,4	19,1	18,9	6,5	4,6
Suisse	1	0,2	18,8	18,9	3,6	2,6
Russie	2,1	1,2	0	0	1,8	1,1
ASIE	45,8	51,1	18,3	25,8	41,8	47,9
Arabie Saoudite	9,9	9	0	0	8,5	7,8
Japon	2,6	2,9	0,3	0,4	2,2	2,6
Chine	12,7	12,3	1,9	1,7	11,1	11
Inde	10,8	13,7	0,2	0,1	9,3	12
Pakistan	0,1	0,3	9,2	14,1	1,4	2,1
Singapour			3,1	0,7	0,5	0,1
AFRIQUE	29,9	23,2	38,9	41,3	31,2	25,5
R.D .C (1)	0,6	0,4	18,7	19,3	3,2	2,8
Rwanda	1,2	0,9	5,5	4,7	1,8	1,4
Kenya	6,9	7,1	0,9	2	6	6,5
Tanzanie	8,6	7,1	1,6	1,7	7,5	6,4
Zambie	0	0,9	0,2	0,2	1,1	0,8
R.S.A.(2)	3,7	4,5	0,9	0	3,3	4
Ouganda	4,7	5,1	2,9	3,4	4,5	4,9
Egypte	0	0,9	4,6	7,1	0,7	1,7
AMERIQUE	2,3	2,1	0,9	1,3	2,1	2,0
dont Etats-Unis	1,4	1,3	0,6	1,1	1,2	1,3
AUTRES NON SPECIFIES	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
<i>(1): République Démocratique du Congo</i>						
<i>(2): République d'Afrique du Sud</i>						

Source : BRB

II.4.1.2. Services

La balance des invisibles reste marquée par un déficit allégé suite à la baisse des paiements de services (362.567,1 contre 409.509,0 MBIF) et de revenus primaires (26.158,1 contre 32.318,8 MBIF). De même, les recettes au titre des services et de revenus primaires (115.283,5 contre 143.228,1 MBIF) ont baissé.

II.4.1.2.1. Exportations

Les exportations des invisibles (services et revenus primaires) ont chuté de 27.944,6 MBIF.

La diminution a concerné les exportations de services, ceux des revenus primaires ayant légèrement augmenté (22.451,4 contre 21.829,7 MBIF).

La forte diminution des exportations de services (92.832,1 contre 121.398,4 MBIF) a porté sur les services fournis par les administrations publiques (59.747,5 contre 67.568,9 MBIF), de voyages (3.438,2 contre 6.369,9 MBIF), de communication, information et informatique (12.153,1 contre 26.133,9 MBIF) et de construction (2.760,1 contre 6.771,8 MBIF).

Tableau 35 : Exportation de services (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
A. SERVICES	140 839,7	133 913,3	204 087,6	121 398,4	92 832,1
1. Transports :	3 013,3	3 815,7	2 813,3	4 065,9	4 039,4
maritime	1 533,4	2 141,9	1 572,6	607,7	743,5
aérien	1 479,9	1 673,8	1 240,7	3 107,1	2 531,6
routier	0,0	0	0	351,1	764,3
2. Voyages :	3 148,6	2 091,7	3 563,3	6 369,9	3 438,2
a. professionnels			28,6	3,7	37,4
b. personnels :	3 148,6	2 091,7	3 534,7	6 366,2	3 400,8
soins de santé	78,5	26,5	104,6	62,6	308,8
éducation	128,8	158,5	175,5	198,8	386,3
autres	2 941,3	1 906,7	3 254,6	6 104,8	2 705,7
3. Communication, information et informatique	3 826,1	7 493,8	22 300,3	26 133,9	12 153,1
4. Construction	8 347,1	4 868,6	6 273,7	6 771,8	2 760,1
5. Services financiers	763,8	758,1	2 945,0	4 215,4	3 173,3
6. Services d' assurances	4 468,5	2 754,0	5 662,0	1 124,7	1 637,4
réassurances	4 468,5	2 754,0	5 662,0	1 124,7	1 637,4
7. Services fournis par les administrations publiques	116 139,0	110 724,9	153 806,6	67 568,9	59 747,5
a. Recettes de gouvernements					
étrangers	55 538,4	21 456,4	16 971,5	22 057,1	25 658,8
b. Autres services	60 600,6	89 268,5	136 835,1	45 511,8	34 088,7
8. Autres services aux entreprises	1 133,3	1 406,5	6 723,4	5 147,9	5 883,1
B. REVENUS PRIMAIRES	9 409,6	16 479,9	21 709,0	21 829,7	22 451,4
1. Rémunération des salariés	7 626,3	14 877,2	19 858,8	15 226,6	20 827,8
2. Autres investissements	1 783,3	1 602,7	1 850,2	6 603,1	1 623,6
TOTAL	150 249,3	150 393,2	225 796,6	143 228,1	115 283,5

Source : BRB

II.4.1.2.2. Importations

Les paiements de services et de revenus primaires ont régressé de 53.102,3 MBIF, revenant de 441.827,8 à 388.725,2 MBIF suite à la diminution des services (-46.941,9 MBIF) et des revenus primaires (-6.160,7 MBIF). La baisse des services a porté sur les services de transport (-24.924,8 MBIF), de voyages

(-13.295,7 MBIF) de communication, information et informatiques (-9.871,3 MBIF) et des autres services aux entreprises (-13.952,6 MBIF). En revanche, les services payés par les administrations publiques et les services financiers ont augmenté de 9.280,4 et de 6.529,6 MBIF respectivement.

Tableau 36: Importations de services (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
A. SERVICES	268 420,9	305 208,3	364 103,2	409 509,0	362 567,1
1. Transports	160 408,5	181 791,0	239 815,4	250 495,9	225 571,1
maritime	28 049,7	32 005,6	42 235,1	44 615,0	40 945,6
aérien	42 871,7	46 663,4	61 956,0	60 219,8	55 555,9
routier	89 487,1	103 122,0	135 624,3	145 661,1	129 069,6
2. Voyages	39 327,6	35 759,2	53 631,0	59 427,3	46 131,6
a. professionnels	20 608,8	17 039,2	33 654,0	13 186,5	11 714,4
b. personnels :	18 718,8	18 720,0	19 977,0	46 240,8	34 417,2
soins de santé	1 109,5	1 207,0	1 248,8	1 813,0	3 842,5
éducation	17 609,3	17 513,0	18 728,2	17 389,9	18 056,7
autres	-	-	-	27 037,9	12 518,0
3. Communication, information et informatique	8 483,2	11 384,3	10 524,1	21 485,2	11 613,9
4. Construction	4 757,3	977,4	18,4	0,0	7,3
5. Services d' assurances	4 079,5	3 979,9	3 689,7	3 629,8	2 915,0
réassurances	4 052,7	3 945,9	3 667,9	3 537,5	2 687,2
assurances /marchandises	26,8	34,0	21,8	92,3	227,8
6. Services reçus par les administrations publiques	29 477,4	33 391,5	20 334,8	30 439,0	36 968,6
7. Services financiers	1 229,2	822,9	3 340,0	6 184,6	15 465,0
8. Autres services aux entreprises	20 658,2	37 102,1	32 749,8	37 847,2	23 894,6
B. REVENUS PRIMAIRES	31 464,8	25 864,3	18 933,9	32 318,8	26 158,1
1. Rémunération des salariés	3 335,4	3 833,7	4 367,7	6 140,3	7 339,8
2. Autres investissements	28 129,4	22 030,6	14 566,2	26 178,5	18 818,3
TOTAL	299 885,7	331 072,6	383 037,1	441 827,8	388 725,2

Source : BRB

La contraction des dépenses au titre des revenus primaires a concerné essentiellement les autres investissements (-7.360,2 MBIF), le paiement des rémunérations des salariés ayant augmenté (+1.199,5 MBIF).

II.4.1.3. Revenus secondaires

Les revenus secondaires ont enregistré une diminution de 76.860,1 MBIF, revenant de

513.415,5 à 436.555,4 MBIF en raison de la chute des appuis budgétaires (175.264,1 contre 243.736,4 MBIF) et des autres revenus secondaires en faveur du secteur privé (261.291,3 contre 269.679,1 MBIF). Le recul des apports en faveur du secteur privé s'explique par la baisse des transferts des fonds des travailleurs (33.673,6 contre 54.972,1 MBIF).

Tableau 37 : Revenus secondaires (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
1.SECTEUR PUBLIC	127 443,1	466 218,2	472 979,9	243 736,4	175 264,1
crédit	127 443,1	466 218,2	472 979,9	243 736,4	175 390,6
débit	0,0	0,0	0,0	0,0	126,5
2.SECTEUR PRIVE	204 929,1	177 884,0	199 564,1	269 679,1	261 291,3
crédit	222 004,5	192 209,7	224 335,6	301 724,5	308 138,6
débit	17 075,4	14 325,7	24 771,5	32 045,4	46 847,3
1.Transferts des fonds des travailleurs	45 269,1	48 385,6	49 295,5	54 972,1	33 673,6
crédit	49 706,1	52 103,6	55 780,0	71 794,0	59 392,5
débit	4 437,0	3 718,0	6 484,5	16 821,9	25 718,9
2.Autres transferts	159 660,0	129 498,4	150 268,6	214 707,0	227 617,7
crédit	172 298,4	140 106,1	168 555,6	229 930,5	248 746,1
débit	12 638,4	10 607,7	18 287,0	15 223,5	21 128,4
Solde total	332 372,2	644 102,2	672 544,0	513 415,5	436 555,4

Source : BRB

II.4.2. Compte de capital et d'opérations financières

Le compte de capital et d'opérations financières s'est clôturé avec un excédent de 573.746,5 contre 599.053,0 MBIF de l'exercice précédent en raison de la baisse du solde du compte de capital, qui est revenu de 126.554,6 à 87.336,6 MBIF, l'excédent du compte financier ayant

progressé (486.409,9 contre 472.498,4 MBIF).

II.4.2.1. Compte de capital

La baisse de l'excédent du compte de capital s'explique essentiellement par la baisse des dons projets (89.973,8 contre 136.117,2 MBIF).

Tableau 38 : Compte de capital (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
Transfert de capital	121 656,1	221 681,7	161 531,1	126 554,6	87 336,6
1. Administrations publiques	122 892,1	221 781,9	162 839,7	128 098,9	87 637,7
crédit	142 110,5	236 915,1	178 054,0	136 117,2	89 973,8
dons projets	95 707,0	193 062,7	178 054,0	136 117,2	89 973,8
remise de dette	46 403,5	43 852,4	0,0	0,0	0,0
débit	-19 218,4	-15 133,2	-15 214,3	-8 018,3	-2 336,1
contribution aux organisations internationales	19 218,4	15 133,2	15 214,3	8 018,3	2 336,1
2. Autres secteurs	-1 236,0	-100,2	-1 308,6	-1 544,3	-301,1
transfert des migrants	-1 236,0	-100,2	-1 308,6	-1 544,3	-301,1
crédit	0,0			560,8	388,8
débit	1 236,0	100,2	1 308,6	2 105,1	689,9

Source : BRB

II.4.2.2. Compte d'opérations financières

La hausse du solde du compte d'opérations financières a résulté de la diminution des avoirs de réserves de 272.200,5 MBIF et de la

hausse des engagements extérieurs au titre de crédits commerciaux que les résidents ont reçu du reste du monde (187.800,9 contre 172.338,6 MBIF).

Tableau 39 : Compte d'opérations financières (en MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
1. INVESTISSEMENTS DIRECTS	4 230,9	872,6	181 262,0	126 394,9	77 702,4
1. 1 Avoirs	0,0		259,3	42,4	239,2
1. 2 Engagements	4 230,9	872,6	181 521,3	126 437,3	77 941,6
2. INVESTISSEMENTS DE PORTEFEUILLE			-3 009,4	82 551,1	nd
2. 1 Avoirs	-	-	-	84 854,2	nd
2. 2 Engagements	-	-	3 009,4	2 303,1	nd
3. AUTRES INVESTISSEMENTS	202 307,0	212 673,7	67 856,9	270 524,8	136 507,0
3. 1 AVOIRS	-59 037,4	-72 195,0	-71 296,0	-18 816,2	-32 017,8
3.1.1 Crédits commerciaux (accordés)	-47 011,2	-52 482,1	-62 564,0	-20 687,7	-24 749,5
A. Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Autres secteurs :	-47 011,2	-52 482,1	-62 564,0	-20 687,7	-24 749,5
Long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Court terme	-47 011,2	-52 482,1	-62 564,0	-20 687,7	-24 749,5
3.1.2 Monnaie fiduciaire et dépôts	-12 026,2	-19 712,9	-8 732,0	1 871,5	-7 268,3
Banques	-12 026,2	-19 712,9	-8 732,0	1 871,5	-7 268,3
3.1.3 Autres avoirs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. 2 ENGAGEMENTS	261 344,4	284 868,7	139 152,9	289 341,0	168 524,8
3.2.1 Crédits commerciaux (reçus)	165 422,6	185 254,5	108 228,6	172 338,6	187 800,9
A. Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Autres secteurs :	165 422,6	185 254,5	108 228,6	172 338,6	187 800,9
Long terme	4 181,3	0,0	-227,4	0,0	0,0
Tirages	4 441,5	0,0	0,0	0,0	0,0
Remboursements	-260,2	0,0	-227,4	0,0	0,0
Court terme	161 241,3	185 254,5	108 456,0	172 338,6	187 800,9
3.2.2 Prêts	96 371,4	86 678,5	1 083,9	59 038,0	-21 558,3
A. Autorités monétaires	37 690,3	36 192,7	-4 923,3	-136,5	-17 390,4
B. Administrations publiques	59 000,2	50 645,8	6 238,3	55 890,5	-15 412,8
Long terme	59 000,2	50 645,8	6 238,3	55 890,5	-15 412,8
Tirages	105 607,6	64 156,8	17 369,7	67 359,2	3 497,5
Remboursements	-46 607,4	-13 511,0	-11 131,4	-11 468,7	-18 910,3
Court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Autres secteurs	-319,1	-160,0	-231,1	3 284,0	11 244,9
3.2.3 Monnaie fiduciaire et dépôts	-449,6	12 935,7	29 840,4	57 964,4	2 282,2
Banques	-449,6	12 935,7	29 840,4	57 964,4	2 282,2
3.2.4 Autres engagements	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4. AVOIRS DE RESERVES	6 875,4	-74 872,4	-17 854,2	-6 974,6	272 200,5
SOLDE TOTAL	213 413,3	138 673,9	228 255,3	472 496,2	486 409,9

Source : BRB

Le déficit du compte courant demeure financé par l'épargne extérieure. Pour réduire le déficit du compte courant, une politique de

diversification des produits exportables non traditionnels, porteurs de croissance est indispensable.

DEUXIEME PARTIE :

ACTIVITES ET COMPTES DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI



ACTIVITES RELATIVES AUX MISSIONS DE LA BANQUE

En vertu de la loi n° 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, la mission fondamentale de la Banque consiste à formuler et à mettre en œuvre la politique monétaire et de change en vue d'assurer la stabilité des prix. Aussi,

la Banque doit veiller à la solidité et à la stabilité du système financier. Elle doit également contribuer à la mise en œuvre des politiques économiques propices à la stabilité macroéconomique et au développement harmonieux du pays.

III.1. MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONETAIRE

En 2015, la Banque a poursuivi une politique monétaire fondée sur le ciblage des agrégats monétaires. Les objectifs visés restent la stabilité des prix comme objectif final et une croissance de la masse monétaire compatible avec celle du produit intérieur brut comme objectif intermédiaire. Pour atteindre ces objectifs, la Banque a procédé au suivi et au contrôle de l'objectif opérationnel de base monétaire à travers les avoirs intérieurs et extérieurs fixés dans le programme économique et financier.

La politique monétaire a été conduite dans un contexte de ralentissement de l'activité économique, de diminution de la liquidité bancaire et d'insuffisance des ressources du Trésor public. A cet égard, la Banque de la République du Burundi a mis en œuvre une politique monétaire accommodante en vue de stimuler le financement des investissements productifs et stabiliser le secteur financier. En septembre 2015, la BRB a pris des mesures visant à assurer la liquidité bancaire en assouplissant les conditions de refinancement et de provisionnement des créances impayées.

Ces mesures ont notamment porté sur :

- L'intensification des opérations d'apport de liquidité assorties des taux d'intérêt faibles, en augmentant à la fois le volume

et la fréquence des interventions ;

- L'introduction de nouvelles maturités de 14 et 28 jours pour les apports de liquidité;
- La dérogation à l'article 10 de l'instruction relative à la constitution et à la gestion des garanties en couverture des prêts aux banques et établissements financiers, jusqu'au 30 septembre 2016 ;
- La mobilisation des effets adossés aux créances en souffrance sur les hôtels, les industries de production, les hôpitaux, les écoles, les universités et les sociétés de la filière café, avec un nombre maximum d'incidents de paiement de douze (12) mois, jusqu'au 30 septembre 2016, pour les crédits dont l'encours est d'au moins 100 Millions de BIF.

Dans le but de renforcer la transparence et la crédibilité de la politique monétaire, la Banque a continué de produire les rapports trimestriels de politique monétaire. A ce titre, quatre rapports ont été produits au cours de l'année 2015.

La Banque a poursuivi l'utilisation des instruments indirects qui sont constitués des appels d'offres de liquidité, des facilités de prêt marginal et des réserves obligatoires.

III.1.1. Appels d'offres de liquidité

Dans le cadre de la régulation de la liquidité bancaire, la Banque de la République du Burundi organise des opérations d'appels d'offres d'apport et de reprise de liquidité dont elle fixe la durée et la périodicité.

III.1.1.1. Appels d'offres d'apport de liquidité

La Banque centrale accorde, pour une période de 7; de 14 et de 28 jours, des liquidités aux banques qui en éprouvent le besoin.

Au cours de l'année 2015, suite à une tension de trésorerie qu'a connue le secteur bancaire, en rapport notamment avec le ralentissement de l'activité économique, les opérations d'apport de liquidité ont été intensifiées particulièrement à partir du mois d'avril 2015.

En effet, 31 opérations d'injection de liquidité par appel d'offres, pour 9.378,8 MBIF en moyenne par intervention, ont été effectuées en 2015 alors qu'aucune opération n'avait été enregistrée au cours de l'année précédente.

III.1.2. Facilité de prêt marginal

La Banque a maintenu une facilité permanente de prêt marginal à laquelle les banques commerciales pouvaient recourir pour obtenir des liquidités pour couvrir leurs soldes débiteurs au jour le jour.

Le taux d'intérêt est calculé sur base du taux d'intérêt moyen pondéré des Bons du Trésor à 13 semaines de l'émission précédente majoré de 3 points de pourcentage. Le montant alloué dans le cadre de cette facilité est crédité le même jour au compte courant de la banque concernée.

Au cours de l'année 2015, les banques commerciales ont largement bénéficié de cette

III.1.3. Réserves obligatoires

Les réserves obligatoires sont des dépôts non rémunérés que les banques commerciales doivent constituer séparément, en BIF, en Dollar américain et en Euro, dans les livres de la Banque de la République du Burundi. Ces réserves contribuent à renforcer la régulation monétaire par la Banque en limitant la capacité de création monétaire des banques commerciales.

III.1.1.2. Appels d'offres de reprise de liquidité

Cet instrument consiste à proposer, par voie d'appels d'offres, aux banques qui sont en excédent de liquidité de placer auprès de la Banque Centrale des liquidités sous forme de dépôts rémunérés pour la durée indiquée dans l'appel d'offres.

Au cours de l'année 2015, la liquidité bancaire a sensiblement diminué par rapport à l'année précédente. Ainsi, aucune opération de ponction de liquidité n'a été effectuée alors que deux (2) opérations de reprise de liquidité, totalisant 27.200 MBIF, avaient été enregistrées en 2014.

facilité pour faire face aux besoins de trésorerie au jour le jour. En effet, 186 opérations de facilité de prêt marginal ont été enregistrées contre 56 opérations en 2014.

Le montant cumulé s'est élevé à 307.810,67 contre 22.125 MBIF en 2014, soit une moyenne de 1.655 MBIF par opération contre 395 MBIF l'année précédente.

Le taux moyen pondéré de la facilité de prêt marginal a augmenté (9,82 contre 8,00%) en raison de l'augmentation du taux d'intérêt sur les bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (6,82 contre 5,00% à fin 2014).

Au cours de l'année 2015, les banques se sont globalement conformées à la norme de constitution des réserves obligatoires aussi bien en BIF qu'en devises. Le coefficient des réserves obligatoires est resté inchangé par rapport à l'exercice 2014, soit 3,0% des dépôts collectés.

III.2. MARCHÉ ET TAUX DE CHANGE

Au cours de l'année 2015, la Banque a poursuivi sa politique d'intervention sur le

marché des changes dans l'objectif de contenir les fluctuations des cours de change.

III.2.1. Marché des changes

Au cours de l'année 2015, aucune opération interbancaire en devises n'a été effectuée. Ainsi, la BRB a dû intervenir sur le marché interbancaire de devises (MID) en vendant un montant de 192,9 contre 122,15 MUSD en 2014.

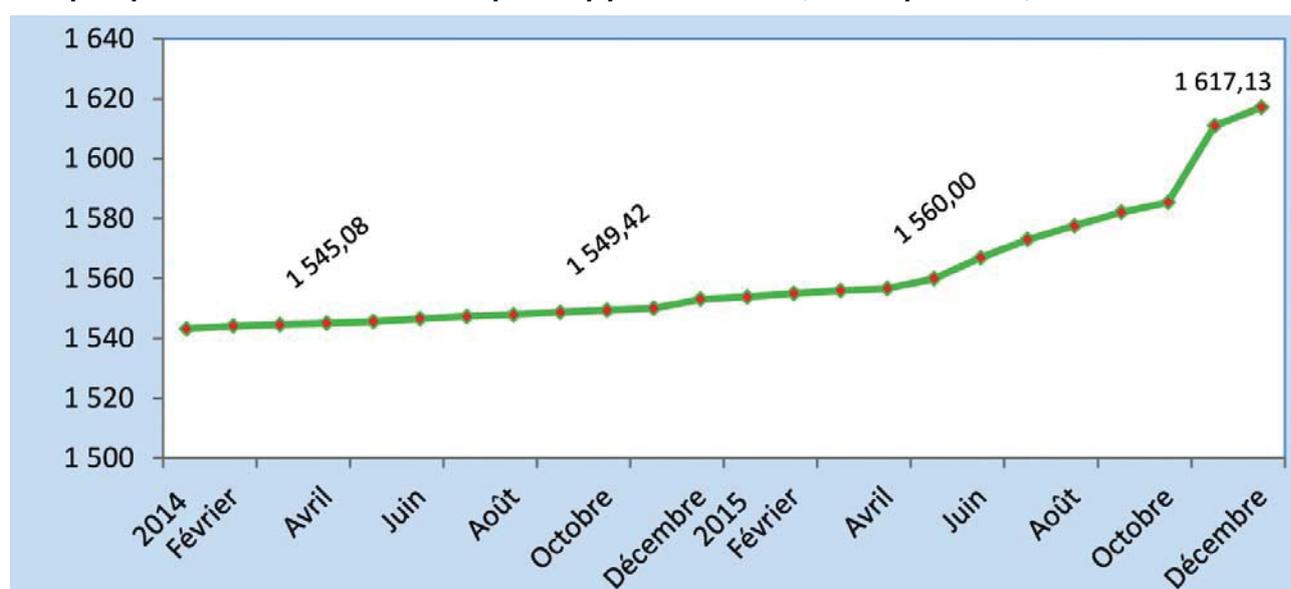
Ces interventions se sont effectuées sur base des prévisions de la liquidité en devises et des besoins d'importation non satisfaits par les banques commerciales et exprimés par celles-ci pour le compte de leurs clients.

III.2.2 Taux de change

Le taux de change journalier de référence est resté déterminé par la moyenne pondérée des taux appliqués aux opérations d'achat et de vente des devises effectuées la veille par les banques commerciales.

D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié par rapport à certaines monnaies et s'est apprécié par rapport à d'autres. En moyenne annuelle le BIF ne s'est déprécié que face au dollar américain.

Graphique 13: Evolution du BIF par rapport au USD (fin de période)



D'une fin d'année à l'autre, le BIF s'est déprécié face au dollar américain (+4,1%), au franc suisse (+4,2%) et au yen japonais (+3,5%).

Par contre, le franc Burundi s'est apprécié par rapport à la livre sterling (-0,8%), au DTS (-0,3%) et à l'euro (-6,4%).

Tableau 40 : Cours de change de fin de période des principales monnaies

	2014	2015	Variation en %
Dollar américain	1 553,05	1 617,13	4,1
Franc Suisse	1 569,77	1 635,03	4,2
Yen Japonais	12,98	13,43	3,5
Livre Sterling	2 417,01	2 397,48	-0,8
DTS	2 249,41	2 243,36	-0,3
EURO	1 888,20	1 767,52	-6,4

Source : BRB

En moyenne annuelle, le franc Burundi s'est déprécié de 1,6% face au dollar américain alors qu'il s'est apprécié vis-à-vis des autres principales devises comme le franc suisse

(-3,5%), le Yen japonais (-11,4%), la livre sterling (-6,3%), le DTS (-6,3%) ainsi que l'euro (-15,2%).

Tableau 41 : Cours de change moyen des principales monnaies

	2014	2015	Variation en p.c.
Dollar américain	1 546,69	1 571,90	1,6
Franc Suisse	1 692,98	1 633,66	-3,5
Yen Japonais	14,66	12,99	-11,4
Livre Sterling	2 551,82	2 390,19	-6,3
DTS	2 347,81	2 199,49	-6,3
EURO	2 056,73	1 744,83	-15,2

Source : BRB

A fin de période, le taux de change effectif nominal du BIF a progressé de 8,4%, suite à l'appréciation du BIF vis-à-vis des principales monnaies des pays partenaires et concurrents

commerciaux. De même, le taux de change effectif réel s'est accru de 12,5%, suite à la hausse du taux de change effectif nominal et des prix relatifs.

Tableau 42 : Taux de change effectif du franc Burundi (Base déc.2013= 100)

Période	NOMINAL	REEL
2011	117,7	90,6
2012	109,9	95,5
2013	106,5	95,1
2014	111,9	101,1
2015	128,2	119,4
2014		
Mars	97	97,4
Juin	97,7	98,7
Septembre	101,7	104,1
Décembre	119,7	108,8
2015		
Mars	116,3	119,7
Juin	113,8	120,7
Septembre	115,2	120,2
Décembre	129,7	122,4

Source : BRB

En moyenne annuelle, le taux de change effectif nominal a connu une hausse de 14,6%, suite à l'appréciation du BIF vis-à-vis des monnaies des pays partenaires et concurrents commerciaux. Le taux de change effectif réel a progressé de 18,0% en liaison avec l'accroissement du taux de change effectif nominal et l'augmentation des prix intérieurs (5,6%) plus rapide que celle des prix extérieurs (2,5%).

III.3. CIRCULATION FIDUCIAIRE ET SYSTEMES DE PAIEMENT

III.3.1. Circulation fiduciaire

L'une des missions de la BRB est d'assurer l'émission et la qualité de la monnaie en circulation. Au cours de l'année 2015, la Banque a mis à la disposition du public les

billets de banque et les pièces de monnaie nécessaires pour les transactions.

En 2015, une nouvelle gamme de billets a été mise en circulation suite au besoin de remplacer

les billets de l'ancienne gamme et surtout la nécessité de renforcer la durabilité et la sécurité des billets par rapport à l'ancienne gamme.

Au cours de l'année 2015, la Banque a imprimé une nouvelle gamme de billets de 10.000 BIF, de 5.000 BIF, de 2.000 BIF, de 1.000 BIF et de 500 BIF d'une valeur faciale de 510.000 MBIF, soit 64% du montant global de billets neufs fabriqués jusqu'à ce jour.

Afin de sensibiliser la population sur la connaissance et le bon usage des billets de banque, la BRB a mené une campagne de communication médiatique et d'explication des caractéristiques des nouveaux billets au public. Une équipe, constituée à cet effet, a effectué des descentes dans presque toutes les communes du pays.

Au 31 décembre 2015, la circulation fiduciaire a augmenté de 1,5% par rapport à l'année précédente, passant de 227.340,9 à 230.723,7 MBIF. La part des billets représente 99,5% du montant global de la circulation fiduciaire. La coupure de 10.000 représente 54,4% de l'ensemble des billets en circulation tandis que les coupures de 5000, 2000, 1000 et 500



Les nouveaux billets émis par la BRB en 2015

représentent respectivement 25,8%, 9,4%, 4,3% et 2,7%.

La BRB a poursuivi la politique de lutte contre la falsification et la contrefaçon des billets. En 2015, la Banque a saisi 615 faux billets d'une valeur faciale de 4.297.500 BIF. Les coupures de 10.000 et 5.000 BIF représentent respectivement 42,2% et 54,1% du nombre de billets saisis.

III.3.2. Systèmes de paiement

Comme le prévoient ses statuts, la Banque peut ouvrir dans ses livres des comptes au profit du secteur gouvernemental, des sociétés financières, des sociétés non financières publiques, des organismes de sécurité sociale et d'assurance, des projets de l'Etat ainsi que des Gouvernements étrangers et des organisations internationales. A ce titre, la Banque assure la gestion des comptes courants en effectuant des paiements directs aux guichets et indirects à travers la chambre de compensation. Elle effectue le suivi des chèques sans provision et des opérations de call money.

Les comptes ouverts aux guichets de la Banque en 2015 s'élevaient à 60 contre 67 en 2014. Au cours de la même année, 6 comptes ont été fermés. Les moyens de paiements ont été dominés par les ordres de paiement en termes de valeur tandis que les chèques dominent par leur nombre.

Les opérations de la chambre de compensation ont été effectuées par chèques, par avis de crédit et de débit présentés et/ou reçus. Le volume des pièces présentées s'est accru tandis que celui des pièces reçues et des chèques échangés a baissé par rapport à l'année précédente.

En termes de volume, les chèques échangés (117.600 contre 136.224) et les pièces reçues (15.810 contre 16.478) ont respectivement diminué de 13,67 et 4,05% par rapport à l'année 2014. En revanche, les pièces présentées (53.118 contre 47.884) ont progressé de 10,9% d'une année à l'autre.

En termes de valeur, les pièces présentées et les chèques échangés ont respectivement augmenté de 7,34 et 5,07% alors que les pièces reçues ont diminué de 5,05% par rapport à l'année 2014.

En 2015, le volume des opérations interbancaires a diminué de 4,1%, revenant de 142.900 à 137.050 MBIF. Ces transactions comprennent les opérations de pension livrée qui ont augmenté en nombre et en montant. Elles sont passées de 7 à 10 opérations

totalisant 16.500 contre 3.125 MBIF l'année précédente.

Le taux d'intérêt moyen pondéré sur ces opérations s'est stabilisé en 2015, s'établissant à 7,50 contre 7,52% de 2014.

III.4. SUPERVISION DU SECTEUR BANCAIRE ET DES MICROFINANCES

Malgré le ralentissement de l'activité économique au cours de l'année 2015, la résilience du secteur bancaire et celui de la

microfinance a été préservée grâce à l'activité de supervision de la Banque Centrale.

III.4.1. Supervision du secteur bancaire

Au terme de l'exercice 2015, le secteur bancaire comprenait dix banques commerciales, dont six à capitaux étrangers et deux établissements financiers.

III. 4.1.1. Renforcement du cadre légal et réglementaire

Au cours de l'année 2015, la Banque a poursuivi l'élaboration des projets de lois et de circulaires initiés les années précédentes afin de répondre aux exigences d'harmonisation des pratiques et normes de supervision dans le cadre de l'intégration du Burundi dans la Communauté d'Afrique de l'Est.

Dans l'objectif de promouvoir le crédit-bail susceptible de soutenir le financement des investissements des PME, un cadre légal a été amorcé par l'adoption d'une loi y relative. L'année 2015 a été également marquée par la poursuite de la sensibilisation des parties prenantes et partenaires afin de disposer d'un cadre légal relatif aux suretés mobilières pouvant élargir la gamme de couvertures acceptées au niveau des établissements de crédit.

La réforme majeure qui a été poursuivie est celle relative à la loi bancaire qui est un cadre légal de base sur lequel vont s'appuyer les nouveaux projets de textes réglementaires régissant les activités bancaires et de microfinance. Cette révision de la loi de 2003 régissant les activités bancaires permettra de finaliser les réformes engagées pour se conformer aux 29 principes

de Bâle pour une supervision bancaire efficace, mais également, comme susmentionné, selon les critères de convergence convenus dans le cadre de l'intégration à la Communauté d'Afrique de l'Est.

Au cours de l'année 2015, les projets de circulaires sur le contrôle interne et la gestion des risques, cadre réglementaire définissant le dispositif de gestion des risques, ont été finalisés.

L'implantation des banques étrangères accroît les opérations financières transfrontalières, pour lesquelles il y a nécessité de mettre en place un cadre de supervision approprié. Des collèges de superviseurs ont été mis en place, pour permettre les échanges entre les régulateurs des différentes juridictions où est implanté le groupe bancaire.

En tant qu'autorité de supervision des filiales bancaires implantées au Burundi, la BRB a pris part aux collèges organisés par les superviseurs du Groupe Ecobank Transnational Incorporated (ETI) et de la Banque Centrale du Kenya pour la supervision de l'Ecobank Burundi, de la KCB Burundi et de la DTB Burundi.

III.4.1.2. Surveillance prudentielle et suivi de la stabilité financière

• Surveillance prudentielle

La Banque a poursuivi la mise en œuvre de la méthodologie de supervision basée sur les risques adoptée en janvier 2014. En plus de

veiller au respect des normes prudentielles, la nouvelle approche de supervision permettra de mieux cerner et suivre les profils de risques des établissements de crédit.

Le contrôle permanent des établissements de crédit, basé sur les reporting hebdomadaires et mensuels, a été modernisé grâce à l'implémentation du logiciel « Banking Supervision Application » (BSA) en avril 2015. La Banque a accompagné le secteur bancaire dans le processus de migration vers le nouveau référentiel comptable inspiré des standards comptables internationaux, IAS-IFRS. La migration effective a eu lieu à fin novembre 2015 et les états financiers du secteur bancaire à fin décembre 2015 ont été élaborés et présentés selon le même référentiel.

Plusieurs missions d'ordre général, ponctuel et thématique ont été organisées dans le cadre du contrôle sur place des établissements de crédit.

Un nouveau modèle de notation CAMELS-ORAP a été mis en place et un premier test a été réalisé en décembre 2015 afin d'établir le profil de risque des banques et formuler une opinion sur leur santé financière.

- **Suivi de la stabilité financière**

Au cours de l'exercice 2015, la Banque a

continué le processus déjà amorcé relatif à la mise en place d'un cadre de suivi de la stabilité financière par l'instauration d'un dispositif de supervision macroprudentielle tant à la Banque qu'au niveau national.

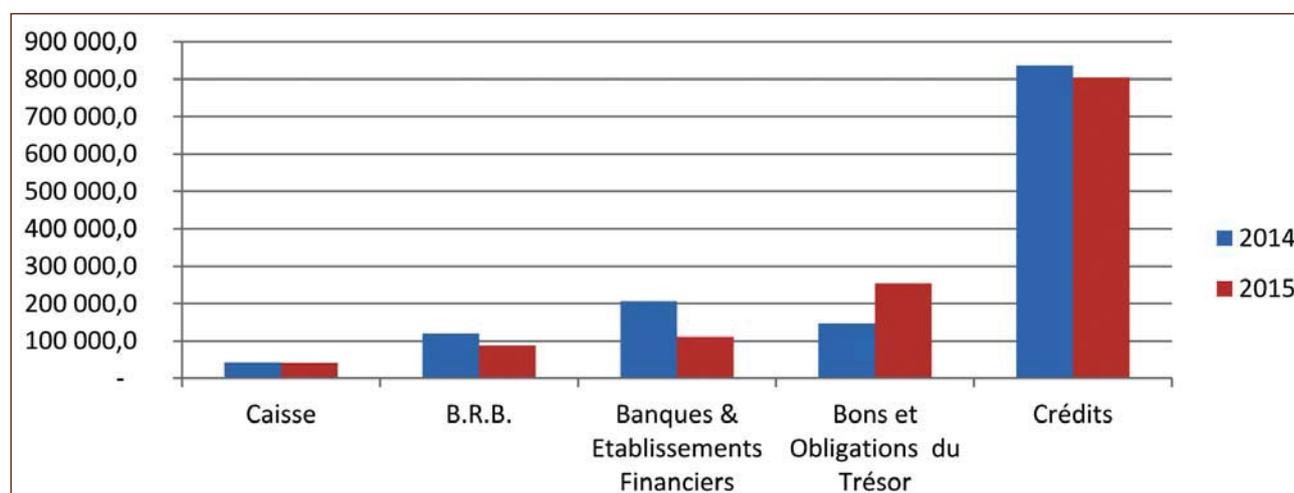
Dans le but d'assurer le suivi du risque systémique, la BRB a organisé en 2015 deux sessions de formation et de sensibilisation à l'intention de toutes les parties prenantes notamment le Ministère ayant en charge les finances, le régulateur des fonds de pension et le régulateur du secteur des assurances (ARCA). Ces sessions ont permis d'amorcer le cadre de collaboration fondé sur un « Memorandum of Understanding » (MoU) qui devra être signé par tous ces partenaires.

Pour le secteur bancaire, la Banque a continué à effectuer en 2015 les exercices relatifs à l'évaluation des établissements de crédit dits « d'importance systémique » grâce à la méthodologie élaborée en 2014. Ces établissements détiennent une part de marché de 64,0% à fin décembre 2015.

III.4.1.3. Activité et solidité du secteur bancaire

D'une fin d'année à l'autre, l'activité bancaire s'est légèrement améliorée, le total bilan ayant enregistré une croissance de 3,9%.

Graphique 14 : Emplois du secteur bancaire



Source : BRB

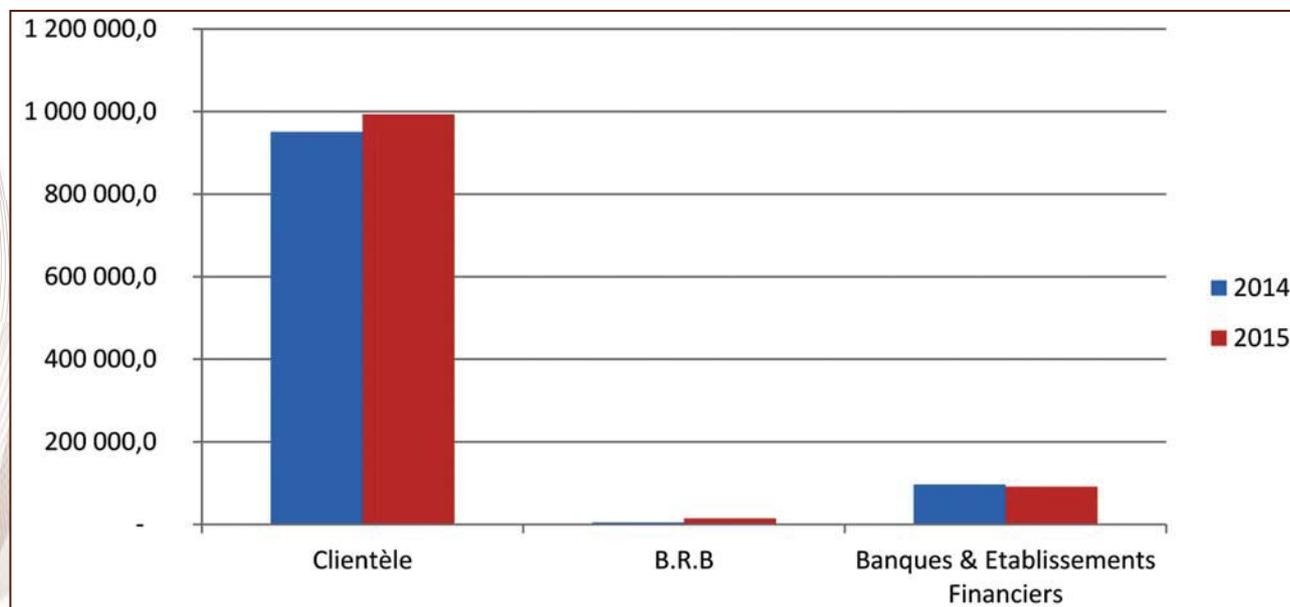
A fin 2015, les principaux emplois consolidés du secteur bancaire ont diminué de 4,0%, revenant de 1.351.574,5 à 1.297.324,9 MBIF. Cette diminution a été enregistrée tant au niveau des actifs liquides (-4,1%) qu'au niveau

des crédits (-4,0%). Les investissements en titres du Trésor ont toutefois enregistré une forte croissance annuelle de 72,0%, passant de 147.702,9 à 254.118,6 MBIF.

La qualité du portefeuille crédit s'est détériorée, les créances impayées s'établissant à 146.954,4 MBIF à fin décembre 2015 contre 99.501,0 MBIF

à fin décembre 2014, soit une progression de 47,7%. Le taux de détérioration s'est fixé à 17,9% avec un taux de provisionnement de 73,5%.

Graphique 15 : Ressources du secteur bancaire

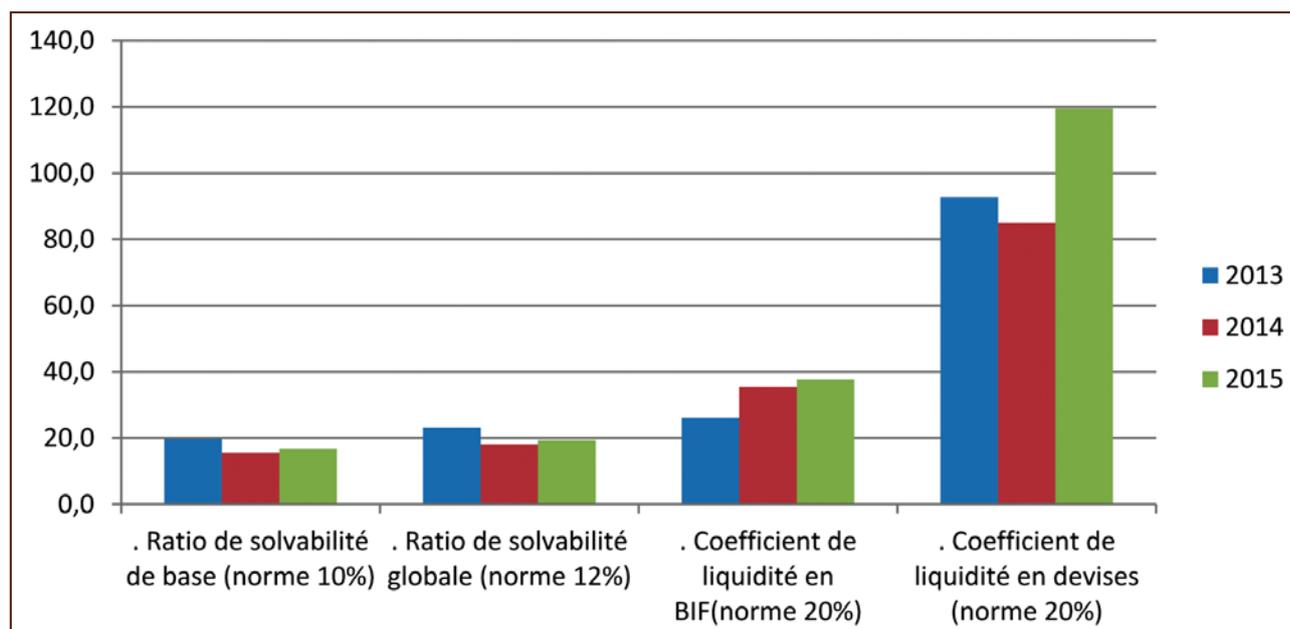


Source : BRB

D'une année à l'autre, les principales ressources ont enregistré une hausse globale de 4,4%, passant de 1.052.245,7 à 1.098.888,5 MBIF. Cette augmentation a essentiellement porté sur les dépôts de la clientèle qui ont enregistré une hausse de 4,5%.

Malgré le ralentissement de l'activité économique du pays en 2015, le secteur bancaire est demeuré résilient et toutes les normes prudentielles se sont établies au-dessus des limites réglementaires.

Graphique 16 : Ratios de solvabilité et de liquidité du secteur bancaire



Source : BRB

La performance du secteur bancaire s'est nettement améliorée. En effet, le PNB a enregistré une croissance de 20,4%, passant de 120.577,2 à 145.183,4 MBIF d'une fin d'année

à l'autre. Les ratios de rentabilité des fonds propres (ROE) et des actifs (ROA) ont évolué à la hausse, passant respectivement de 7,2 à 11,6% et de 1,0 à 1,9%.

III.4.2. Supervision de la microfinance

Le secteur de la microfinance comprend, à fin décembre 2015, trente-trois établissements contre vingt-neuf à fin 2014 et dont la fonction principale est de collecter les dépôts et octroyer des microcrédits nécessaires au financement des activités économiques.

Au cours de l'exercice 2015, quatre établissements de microfinance (EMF) ont été agréés, trois agences et treize guichets ont eu l'autorisation d'ouverture. Deux établissements de microfinance en difficulté ont été instruits de procéder à la liquidation volontaire au moment où un autre a été instruit de présenter un plan de redressement de sa situation financière.

En vertu du Décret no 100/203 du 22 juillet 2006 portant réglementation des activités de microfinance au Burundi, la Banque a édicté deux circulaires portant sur l'alimentation et la consultation de la Centrale d'Echange d'Informations (CEI) d'une part et, l'appréciation de l'état des locaux et des équipements du siège, agences ou guichets d'un établissement de microfinance d'autre part.

Au 31 décembre 2015, le total du bilan du secteur a augmenté, s'élevant approximativement

à 204.081,6 contre 186.059,4 MBIF en 2014. Les dépôts se sont situés à 108.150,7 MBIF contre 100.157,8 MBIF l'année précédente. A la même date, l'encours des crédits distribués par le secteur était de 121.103,1 contre 109.408,7 MBIF en 2014. Les créances impayées s'élevaient à 12.678,5 contre 7.076,8 MBIF, soit un taux de détérioration du portefeuille crédit de 10,5 contre 6,5% en 2014.

Dans le cadre du projet «DOING BUSINESS», la Banque Centrale a revu le paramétrage de la CEI afin de permettre aux EMF d'avoir à la fois des informations négatives et positives sur les clients du secteur avant de décider sur l'octroi des crédits.

En vue d'améliorer ses connaissances en matière de politiques et stratégies d'inclusion financière, la BRB a rejoint, en 2015, deux nouveaux Groupes de Travail de l'Alliance pour l'Inclusion Financière à savoir, celui chargé de la promotion des services financiers par téléphonie mobile et celui chargé de l'analyse de la proportionnalité dans l'utilisation des normes internationales.

III.4.3. Supervision des bureaux de change

A fin décembre 2015, les bureaux de change agréés s'élevaient à soixante-huit dont neuf en 2015. La BRB a retiré l'agrément à deux bureaux de change tandis que deux autres ont fermé de leur propre gré. Cinq bureaux de change ont suspendu temporairement leurs activités.

Pour renforcer le respect du cadre réglementaire de fonctionnement des bureaux de change, la BRB a organisé une réunion de sensibilisation des propriétaires et gérants des bureaux de change sur le strict respect de la Réglementation des Changes.

III.5. RECHERCHE ET STATISTIQUE

Les statistiques et la recherche sont d'une importance capitale pour éclairer les autorités monétaires dans la prise des décisions de politique monétaire et la coordination avec d'autres politiques économiques telle que la politique budgétaire.

Dans le domaine des statistiques, la Banque a continué en 2015, la collecte et l'analyse des statistiques sur le secteur réel, le secteur monétaire et financier, les Finances publiques et la Balance des Paiements. En outre, les enquêtes de conjoncture ont été menées en complément aux statistiques en vue de suivre la situation économique à court terme.

Au cours de l'année, la Banque s'est investie dans les processus d'harmonisation des statistiques monétaires et financières, des finances publiques et celles de la balance des paiements pour être conforme aux normes internationales et régionales notamment avec les autres banques centrales de la Communauté d'Afrique de l'Est.

Dans le domaine de la recherche, des travaux de recherche sur thèmes en rapport avec la politique monétaire ont été conduits. La recherche a particulièrement porté sur «la volatilité du taux de change et son incidence sur la gestion macroéconomique» ainsi que «l'Estimation du canal crédit bancaire dans la transmission de la politique monétaire au Burundi en utilisant les données établies au niveau de chaque banque commerciale».

Une introduction d'un Modèle de Prévision et d'Analyse des Politiques (Forecasting and Policy Analysis System: FPAS) dans les outils d'analyse de la Banque a été initiée et des formations ont été organisées à cette fin.

Enfin, la Banque a poursuivi la publication de l'information statistique sur l'évolution de la situation économique et financière du pays à travers la publication des indicateurs de conjoncture, les bulletins mensuels, le rapport annuel sur le site Web (www.brb.bi).

III.6. PROJETS DE LA BANQUE

III.6.1. Projets de Modernisation des Systèmes de Paiement

La Modernisation des Systèmes de Paiement au Burundi, une des composantes du Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé (PSD) financé par la Banque Mondiale, comprend la mise en place d'un système de paiement et de règlement automatisé, d'un

système de paiement par cartes (monétique) et d'un système de traitement des titres. La mise en œuvre effective de ce projet permettra une interconnexion du système de paiement national aux systèmes de paiement et de règlement régionaux.



Visite de l'Administrateur de la Banque Mondiale (Africa Group I), M. Louis Rene Peter Larose

III.6.1.1. Système de paiement et de règlement automatisé et dépositaire central des titres

En 2015, la BRB a poursuivi la mise en œuvre du contrat d'implémentation signé au mois de mars 2014 entre le Projet de Développement des Secteurs Financier et Privé (PSD) et la firme CMA. Les activités réalisées ont porté sur la finalisation des spécifications fonctionnelles et techniques détaillées des systèmes, l'installation de la solution logicielle sur l'infrastructure technique de la Banque, la formation des administrateurs de la BRB ainsi que les tests des systèmes. La réception provisoire des systèmes a été effectuée à fin octobre 2015.

III.6.1.2. Connectivité SWIFT du RTGS au système de paiement de la CAE

Dans le cadre du Projet d'Intégration des Systèmes de Paiement des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est, le Burundi a obtenu un financement de la Banque Africaine de Développement (BAD) pour bénéficier de la connectivité SWIFT du système de paiement RTGS au système de paiement régional.

En 2015, les activités de ce projet ont porté sur la soumission des spécifications techniques et la demande de cotation y relative auprès de

III.6.2. Projet Système d'information Bancaire

En vue d'optimiser ses flux d'information, la Banque de la République du Burundi a amorcé, en même temps que ses autres projets financés par la Banque mondiale, la mise en œuvre du Projet Système d'Information Bancaire. Ce projet a pour but la mise en place d'un système comptable automatisé pour appuyer le futur système de paiement.

Les résultats attendus de ce projet sont notamment :

- La simplification des procédures;
- L'amélioration du contrôle interne par

SWIFT ainsi que l'analyse de l'offre soumise par cette société. La demande de non objection a été soumise à la BAD en vue de la signature du contrat de mise en œuvre.

III.6.1.3. Equipement du site alternatif de la Banque

En vue d'assurer la continuité des activités de la Banque en cas de survenance d'un sinistre au siège, la Banque a obtenu un financement de la BAD dans le cadre du Projet d'Intégration régionale des Systèmes de Paiement. Ce financement permettra d'acquérir des équipements du site alternatif. En novembre 2015, la BAD a donné le non objection sur les spécifications techniques et la publication du dossier d'appel d'offres.

III.6.1.4. Système Monétique

Après le lancement de l'appel d'offres intervenu à la fin de l'année 2014, les travaux relatifs au système monétique ont concerné la réception des offres qui a eu lieu à fin février 2015. L'analyse des offres s'est poursuivie tout au long de l'année 2015 en raison de la nature assez complexe du système monétique recherché ainsi que l'incertitude affichée par le bailleur concernant la durée de réalisation du projet dans les limites temporelles imparties au projet PSD.

l'augmentation de la cohérence et de la fiabilité;

- La séparation bien définie des fonctions;
- L'augmentation de la productivité via l'intégration des processus bancaires, comptables et de gestion.

Toutefois, l'implémentation de ce projet a connu des perturbations liées à la situation politique qui a prévalu dans le pays en 2015. La mise en œuvre opérationnelle a été fortement retardée. Elle est finalement prévue pour juillet 2016.

III.6.3. Projet Cadre Légal des Systèmes de Paiement

Dès 2014, le projet de loi bancaire révisée et le projet de loi portant système national de paiement ont été introduits dans le circuit de promulgation. A fin 2015, les deux projets de textes sont toujours sur la table du Parlement en attendant leur adoption.

En ce qui concerne le projet de loi sur les transactions électroniques initié par le Ministère en charge de la Communication, la Banque de la République du Burundi est intervenu pour inclure les transactions interbancaires dans son champ d'application. Le projet de loi est, depuis 2014, sur la table du Gouvernement et n'a pas évolué au cours de l'année 2015.

Les projets de Règlement relatif aux services de paiement et aux activités des établissements de paiement ainsi qu'aux agents commerciaux en

opérations de banque et services de paiement ont été finalisé en 2014. Vu les lenteurs dans l'adoption des lois susmentionnées qui auraient pu leur servir de base légale, le premier règlement a été revu au cours de l'année 2015 pour le rendre autonome.

En 2015, la Banque Centrale a tenu des réunions de sensibilisation des banques commerciales pour concrétiser leur engagement³ de création d'une Société Commune Interbancaire qui s'occupera de la gestion du Centre de Traitement Monétique (CTM). Ainsi, les banques commerciales ont entamé des procédures de recrutement d'un consultant chargé d'assister l'Association des Banques et Etablissements Financiers dans l'élaboration d'un cadre réglementaire et institutionnel de la Monétique.

III.6.4. Projet renforcement de la Technologie de l'Information

III.6.4.1. Projet d'Infrastructure Informatique (ITIS)

Le projet ITIS a été créé dans le but de fournir une infrastructure informatique adaptée aux besoins des applications du système national de paiement et du système d'information bancaire. Les objectifs principaux de ce projet étaient de fournir une plateforme sur laquelle tournent ces deux applications, de leur fournir un moyen d'échange des données, et de permettre l'interconnexion des banques commerciales avec la Banque Centrale dans le cadre du système national de paiement.

Le projet ITIS, qui a démarré en mi-2014, a poursuivi son implémentation jusqu'en février 2015. Le projet est passé dans la phase de migration et de mise en production de la nouvelle infrastructure jusqu'en mai 2015. Toutefois, la finalisation complète du projet devait attendre la disponibilité de la salle de secours de Ngozi.

La plupart des objectifs assignés à ce projet ont été atteints dans la mesure où les projets SIB et ATS-CSD ont installé leurs applications sur la plateforme de la nouvelle infrastructure avec succès. Le projet ATS-CSD a aussi réalisé

tous les tests requis à l'exception des tests qui impliquent le centre de secours de Ngozi ainsi que les tests qui impliquent l'interconnexion des banques commerciales.

III.6.4.2. Projet d'aménagement de la salle de secours de Ngozi (Disaster Recovery Center)

Le projet Disaster Recovery Center (DRC) a été créé dans le but d'avoir un centre de secours des données du système national de paiement ainsi que d'autres données critiques permettant à la Banque Centrale de continuer à fournir des services à sa clientèle en cas d'indisponibilité du centre principal des données se trouvant à son siège à Bujumbura.

Les offres relatives à l'aménagement de la salle de secours de Ngozi ont été reçues au mois de janvier puis analysées au mois de février 2015. Les négociations sur le contrat ont eu lieu au mois d'avril et la signature du contrat a eu lieu en juin 2015. La livraison des équipements et leur installation a été effective en décembre 2015. A la fin de l'année 2015, la salle de secours de Ngozi était complètement aménagée et équipée de tous les équipements nécessaires à sa mise en service.

³ En 2014, les banques commerciales ont signé un Protocole d'accord Interbancaire de Monétique.

III.7. INTEGRATION REGIONALE

En 2015, la BRB a participé activement aux activités d'intégration régionale qui ont essentiellement porté sur le renforcement des capacités individuelles et institutionnelles ainsi que sur le développement des projets d'envergure régionale.

A cet égard, la BRB a pris part aux réunions et ateliers organisés par la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE), le Marché Commun d'Afrique Orientale et Australe (COMESA), l'Association des Banques Centrales Africaines (ABCA), etc.

III.7.1. Communauté de l'Afrique de l'Est

La Banque a poursuivi les activités d'harmonisation des politiques monétaires et financières convenues dans le cadre de la CAE. A cet égard, la BRB a participé aux réunions ordinaires et extraordinaires du Comité des Affaires Monétaires (MAC), du Comité des Marchés des Capitaux, des Assurances et de la Pension (CMIPC) et de l'Association des Autorités de Régulation des Marchés de Capitaux des pays membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (EASRA).

Les différentes réunions avaient pour objectif principal, l'évaluation des étapes pré-requises dans la réalisation de la convergence macroéconomique notamment l'harmonisation

des politiques monétaire et budgétaire, des pratiques et réglementations des marchés financiers, de la supervision bancaire, des nouvelles technologies de l'information et de la communication, de la gestion des risques, du système comptable et des opérations bancaires ainsi que l'intégration des systèmes de paiement.

De façon globale, les indicateurs des critères de convergence macroéconomique se sont détériorés en 2015 par rapport à 2014 suite à la hausse du déficit budgétaire et à la diminution des réserves de change consécutive à la baisse des appuis financiers extérieurs.

Tableau 43 : Evolution des critères de convergence pour le Burundi

	2011	2012	2013	2014	2015
1. Taux inflation annuel (plafond= 8%)	9,6	18,2	8,0	4,4	5,6
2. Déficit budgétaire dons compris en % du PIB (plafond = 3%)	3,0	3,6	2,9	4,1	7,8
3. Dette publique en % du PIB (plafond = 50%)	33,7	34,1	31,8	31,4	39,4
4. Réserves de change en mois d'importations (plancher= 4,5 mois)	4,0	4,0	4,2	4,1	2,3

Source : BRB

Même si la tendance est à la hausse, le taux d'inflation annuel réalisé en 2015 s'est situé en dessous du plafond de 8,0% requis dans les critères. En outre, malgré une forte augmentation en termes nominaux, le ratio de la dette publique sur le PIB est inférieur au plafond de 50,0%.

Dans le domaine financier, la BRB a activement participé dans la mise en place

du cadre légal des opérations sur les valeurs mobilières au sein des pays membres de la CAE et l'intégration régionale des marchés des capitaux à travers l'interconnexion de leurs infrastructures qui sont essentiellement les Systèmes de Règlement de Gros montants en Temps Réel (RTGS), les Dépositaires Centraux des Titres (CSD) et les Systèmes de Traitement Automatique des transactions boursières (ATS).

III.7.2. Marché Commun de l'Afrique Orientale et Australe

En 2015, la BRB a participé aux activités de formation et de recherche organisées par l'Institut Monétaire du COMESA. Elle a également participé à la réunion du Bureau du Comité des Gouverneurs des Banques Centrales des pays membres du COMESA dont elle assurait la deuxième vice-présidence, à Kinshasa en Septembre 2015 et à la réunion de tout le Comité à Lusaka en Zambie en Novembre 2015.

Les deux réunions avaient pour principaux objectifs l'évaluation de l'état d'avancement de la mise en œuvre du système régional

de paiements et de règlements (REPSS), des activités réalisées par l'Institut Monétaire du COMESA au cours de l'année 2015 et la validation du programme pour l'année 2016.

En marge de la session de Lusaka, la BRB a participé à une session du Conseil de convergence où il s'agissait d'évaluer les progrès réalisés dans la convergence macroéconomique, la mise en place de la Politique industrielle du COMESA 2015-2020 ainsi que la validation du rapport sur la création d'Obligations pour financer les infrastructures dans les pays membres du COMESA.

III.7.3. Association des Banques Centrales Africaines

En 2015, la Banque de la République du Burundi a participé aux réunions annuelles du Conseil des Gouverneurs de l'ABCA pour évaluer l'état d'avancement du Programme de Coopération Monétaire en Afrique (PCMA). En outre, la BRB a participé aux activités préparatoires de la sous-région Afrique de l'Est.

Pour le PCMA, il a été constaté que les critères de convergence ne sont pas respectés à cause des incidences négatives de la conjoncture internationale, dont la chute des prix des matières premières, l'accroissement des

dépenses publiques en capital visant à combler les besoins en infrastructures des pays; ce qui a nécessité l'extension des délais convenus dans la réalisation de ces critères.

Au cours du Séminaire Continental tenu à Nairobi en mai 2015 qui avait pour thème «Cadres de politique monétaire en Afrique dans un contexte de mutation du paysage financier», il a été recommandé de mener une enquête auprès des pays membres afin de faire l'état des lieux des cadres de politique monétaire.

III.8. GESTION DES RISQUES

Au cours de l'année 2015, la Banque a élaboré trois projets de documents qui serviront de guide de gestion des risques à savoir la charte, la politique et les procédures de gestion des risques. Ces documents s'inspirent notamment

des procédures détaillées de gestion des risques dans les Banques Centrales de la CAE et de la démarche de gestion des risques opérationnels adoptée par la Banque Centrale du Maroc.

III.9. AUTRES ACTIVITES

Comme pour les années précédentes en appui à ses missions fondamentales, la Banque a continué à exercer des activités axées principalement sur les domaines : juridique, logistique et sécurité, la comptabilité et les technologies de l'information.

De même, dans le cadre de ses relations avec les institutions partenaires internationales, la Banque a pris part aux réunions, aux assemblées régionales et internationales et autres fora qui ont traité des sujets en rapport avec ses missions.

IV.1. ADMINISTRATION

En vertu de la Loi n° 1/34 du 02 décembre 2008 portant Statuts de la Banque de la République du Burundi, les organes de la Banque sont

demeurés, au cours de l'année 2015, le Conseil Général, le Comité de Direction et les Organes de Contrôle.

IV.1.1. Conseil Général

Le Conseil Général, présidé par le Gouverneur, est l'organe suprême de la Banque qui détermine l'orientation de ses politiques. Il est composé de huit membres dont le Gouverneur, les deux Vice-Gouverneurs et cinq membres nommés par décret présidentiel en raison de leurs compétences et expériences en matières économique, financière, bancaire, monétaire ou juridique.

Au cours de l'exercice 2015, le Conseil Général de la Banque a tenu sept réunions qui ont notamment porté sur l'analyse et l'approbation des états financiers de la Banque arrêtés au 31 décembre 2014 et sur l'affectation du résultat dégagé à la fin de cet exercice.

Le Conseil Général a ensuite examiné le rapport annuel de la Banque pour l'exercice 2014, le rapport d'audit externe de l'année 2014 réalisé par le Cabinet Grant Thornton et le rapport

du Comité d'Audit sur ses activités relatives à l'exercice 2014.

Le Conseil Général a aussi analysé les rapports du Comité de Gestion des Réserves de Change portant sur le quatrième trimestre de l'exercice 2014 et les trois premiers trimestres de l'année 2015.

Le Conseil Général a approuvé les états financiers de la Banque arrêtés au 31 mars, au 30 juin et au 30 septembre 2015. Il a ensuite procédé à la révision budgétaire 2015 et a analysé et adopté les prévisions budgétaires pour l'année 2016. Il a régulièrement analysé et approuvé les rapports trimestriels du Comité de Politique Monétaire. Le Conseil Général a également analysé le projet de révision de la Règlementation des Changes et a adopté un nouvel Organigramme de la Banque.

IV.1.2. Comité de Direction

Le Gouverneur, assisté de deux Vice Gouverneurs, assure la direction de la Banque, préside le Comité de Direction, prépare et met en œuvre leurs décisions, comme aux fonctions de la Banque et la représente vis-à-vis des tiers. Le Gouverneur et les deux Vice-Gouverneurs sont nommés par le Président de la République sur proposition du Ministre ayant les Finances dans ses attributions pour un mandat de cinq ans renouvelables.

Par décret numéro 100/12 du 25 août 2015, Madame Annonciata SENDAZIRASA a été nommée 2ème Vice-Gouverneur en

remplacement de Madame Aimée Laurentine KANYANA qui venait d'être nommée Ministre de la Justice et Garde des Sceaux.

Le Comité de Direction a tenu ses réunions conformément aux Statuts de la Banque. Plusieurs sujets ont été abordés notamment l'analyse des rapports du Comité Technique de Politique Monétaire, des états financiers trimestriels de la Banque, des rapports d'audit, du rapport annuel exercice 2014, de la révision budgétaire de l'exercice 2015 et le budget de l'exercice 2016.

IV.1.3. Organes de contrôle

En vertu des Statuts de la Banque, les organes de contrôle sont constitués de:

- - Comité d'audit ;
- - Auditeurs internes ;
- - Auditeurs externes.

Le Comité d'audit est composé de trois membres du Conseil Général qui ne sont pas membres du Comité de Direction. Il a, dans ses attributions, le rôle d'assister le Conseil Général dans l'exécution de ses responsabilités en matière d'audit.

Au cours de l'exercice 2015, le Comité d'Audit a continué à accomplir sa mission conformément à la Charte du Comité d'Audit. Cette dernière indique les pouvoirs et les responsabilités dudit Comité vis-à-vis du contrôle interne, de la gestion des risques, des rapports financiers ainsi que des auditeurs internes et externes. Ainsi, le Comité d'audit a tenu onze réunions, dont neuf étaient en rapport avec les activités de l'audit interne tandis que deux étaient relatives aux travaux de l'audit externe.

De leur côté, les auditeurs internes et externes ont continué à exécuter les missions qui relèvent de leur compétence conformément aux Normes Internationales d'Audit.

La mission de l'Audit Interne consiste à conduire des missions d'audit des activités de la Banque en vue d'identifier les risques auxquels cette dernière est exposée et de formuler des recommandations permettant de maîtriser ces risques.

Se fondant sur son manuel des procédures, l'Audit Interne s'est de nouveau basé sur la méthodologie d'audit fondée sur les risques.

IV.1.4. Plan Stratégique de la Banque

L'année 2015 a coïncidé avec l'achèvement du premier Plan Stratégique triennal 2013-2015 qui avait pour objectif de faire évoluer la Banque vers une gestion axée sur les résultats.

Dans ce Plan Stratégique, la Banque s'est fixée comme vision qu' *« à l'horizon 2015, la Banque de la République du Burundi doit être une Banque Centrale moderne, dotée de compétences techniques capables d'impulser*

En l'absence d'outils automatisés appropriés, les auditeurs internes ont eu recours à des formulaires standardisés, en particulier la Feuille de Révélation et d'Analyse des Problèmes (FRAP), qui met en évidence les faiblesses constatées, les critères d'évaluation, les causes des faiblesses, les risques auxquels la Banque est exposée, les contrôles internes existants, les recommandations, les avis de l'audit, les plans d'actions ainsi que les décisions de la Direction.

Le plan d'audit de l'année 2015 comptait 10 objets d'audits, dont 4 choisis en fonction de leurs niveaux de risque, 6 étant des audits à caractère répétitif. L'Audit Interne s'est alors attelé à la réalisation des missions d'audit inscrites dans ce plan tout en répondant aux sollicitations à donner des avis sur des aspects spécifiques ponctuels.

A fin décembre 2015, le taux de réalisation du plan annuel d'audit 2015 se situait à 60 p.c. En effet, 4 objets d'audit étaient encore en cours de réalisation. Ils concernaient l'Agence de Ngozi, l'Agence de Gitega, la Documentation juridique ainsi que les états financiers 2015.

L'audit externe a été effectué par le Cabinet Grant Thornton Mauritius, en collaboration avec le Cabinet Multinational Consulting Group « MCG », basé à Bujumbura.

L'audit externe a concerné la situation financière au 31 décembre 2015, l'état du résultat global, l'état des variations des capitaux propres et le tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date.

l'innovation et d'assurer la stabilité du système financier pour un développement durable de l'économie burundaise ».

En effet, la Banque de la République du Burundi a adopté depuis 2013 le mode de planification stratégique triennale qui guide sa progression vers des objectifs clairement définis, en mobilisant de façon efficiente les ressources humaines et matérielles nécessaires à leur

réalisation. Le Plan Stratégique de la BRB 2013-2015 était constitué de 6 axes stratégiques, déclinés en 32 objectifs stratégiques puis en 87 objectifs opérationnels. Dans l'ensemble, 357 activités ont été planifiées.

Au titre de l'année 2015, le taux d'exécution du Plan Stratégique est de 69% au 31 décembre 2015 et des avancées notables ont été réalisées dans l'ensemble des axes stratégiques comme le fait ressortir le tableau ci-après.

Tableau 44: Bilan de mise en œuvre du plan stratégique en 2015

N	Axe stratégique	% prévu	% achevé	Taux d'exécution au 31/12/2015
I	MAITRISE DE L'INFLATION ET PRESERVATION DE LA VALEUR DE LA MONNAIE NATIONALE	100	79%	79%
II	PROMOTION D'UN SECTEUR FINANCIER TRANSPARENT, STABLE ET SOLIDE	100	71%	71%
III	PROMOTION D'UN SYSTÈME DE PAIEMENT MODERNE, SUR ET EFFICACE	100	62%	62%
IV	ALIGNEMENT DE L'INFRASTRUCTURE INFORMATIQUE ET DES OUTILS DE GESTION AUX STANDARDS REGIONAUX ET INTERNATIONAUX	100	65%	65%
V	PROMOTION DE LA COMPETENCE ET DE L'EFFICIENCE DANS LA GESTION DES RESSOURCES HUMAINES	100	69%	69%
VI	RENFORCEMENT DU CADRE DE GOUVERNANCE, DES MECANISMES DE GESTION DES RISQUES ET DE LA COMMUNICATION	100	64%	64%
	TOUT LE PLAN STRATEGIQUE	100	69%	69%

Un bilan plus détaillé montre que beaucoup d'objectifs opérationnels ont été atteints au niveau de chaque axe stratégique.

Tableau 45: Réalisation des objectifs opérationnels par axe stratégique à fin 2015

Axe stratégique	Objectif stratégique	objectif opérationnel		ACTIVITES		BILAN
		Atteint	Non atteint	Total	A reconduire	
AS I	7	13	4	65	12	POSITIF
AS II	4	7	6	44	10	POSITIF
AS III	2	1	5	44	18	NEGATIF
AS IV	6	7	7	79	14	POSITIF
AS V	6	13	11	62	19	POSITIF
AS VI	6	3	10	63	16	NEGATIF
	32	44	43	357	89	POSITIF

Sur les 87 objectifs opérationnels planifiés, 44 ont été atteints et seulement 89 activités sur 357 ont été reconduites pour l'année suivante.

Le bilan de la mise en œuvre du Plan Stratégique reste donc positif et la Banque de

la République du Burundi capitalisera dans le cadre de son nouveau plan stratégique 2016-2018 sur ces réalisations en vue de consolider et de renforcer sa position d'acteur de référence qui inspire confiance par sa crédibilité, son expertise et son engagement.

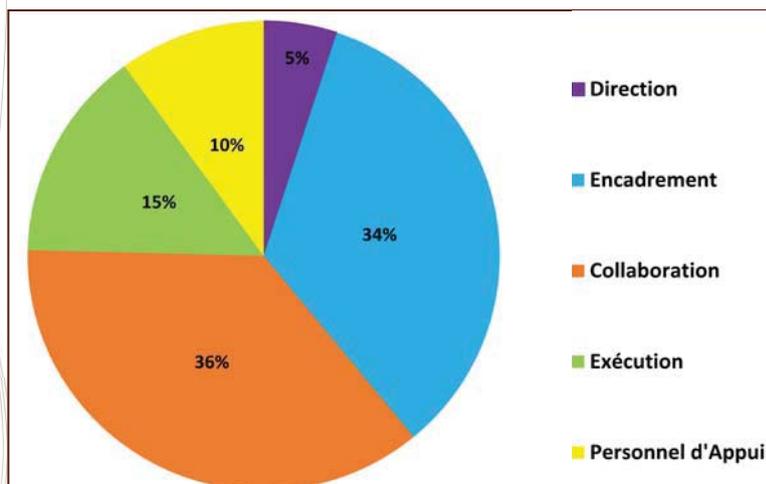
IV.1.5. Gestion des ressources humaines

IV.1.5.1. Effectif

L'effectif du personnel de la Banque à fin décembre 2015 s'élevait à 638 unités contre 617 l'année précédente. La Banque a enregistré

2 réintégrations, 50 recrutements et 31 départs pour diverses raisons dont 18 retraités en 2015. Il ressort une prédominance du personnel de collaboration et d'encadrement dans la répartition de l'effectif par catégories.

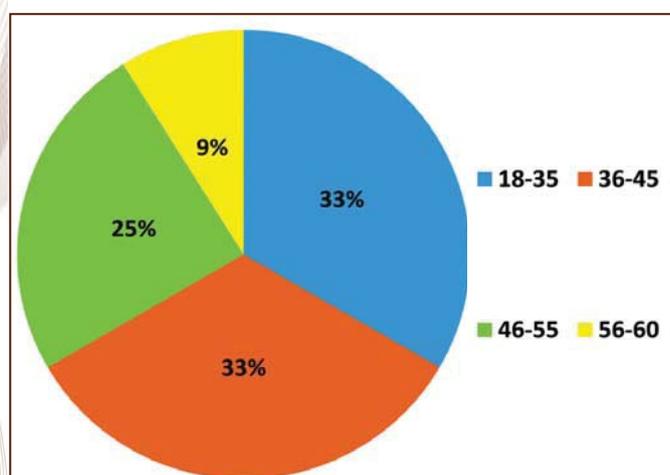
Graphique 17: Répartition de l'effectif du personnel par catégories



Par rapport à l'année précédente, les parts du personnel d'encadrement et de collaboration ont évolué à la hausse passant respectivement de 33 à 34%, et de 30 à 36%.

La répartition du personnel par tranches d'âge montre que 66,0% du personnel de la Banque est compris entre 18 et 45 ans.

Graphique 18: Répartition de l'effectif du personnel par tranche d'âge



La part du personnel féminin dans l'effectif total de la Banque représente 38,2% et s'inscrit en baisse par rapport à l'année 2014 où elle représentait 39,7%.

IV.1.5.2. Politique sociale

La BRB a mené des actions visant à assurer l'épanouissement et le bien-être de son personnel. Elle a accordé des prestations et avantages sociaux à son personnel, conformément à la loi et à la réglementation en vigueur.

IV.1.5.3. Formation

Dans le cadre de son programme de modernisation de ses activités, la Banque a poursuivi son programme de formation en

faveur du personnel dans divers centres de formation tant régionaux qu'internationaux.

En 2015, la BRB est devenue membre du Consortium de la Recherche Economique en Afrique (AERC) dans le cadre du Forum des Gouverneurs des Banques Centrales de l'Afrique Sub-Saharienne de l'AERC. En plus des formations de courte durée et activités de recherche, l'AERC propose des formations diplômantes en Master et PHD dans les domaines économiques.

IV.2. LES COMPTES DE LA BANQUE

La loi N°1/34 du 02 décembre 2008 portant statuts de la Banque de la République du Burundi dans son article 60 stipule que les auditeurs externes s'assurent que les comptes de la Banque sont tenus conformément

aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS). Pour répondre à cette exigence, les états financiers de la Banque ont été certifiés par les auditeurs externes de la firme « Grant Thornton ».

IV.2.1. BILAN

Au terme de l'année 2015, le total du bilan a baissé de 4,9%, revenant de 1.198.932,8 à 1.140.304,3 MBIF. Cette diminution a

principalement porté, à l'actif, sur les créances sur l'étranger et, au passif, sur les engagements envers le FMI et les autres passifs.

Tableau 46 : Bilan de la Banque de la République du Burundi (en Milliers de BIF)

ACTIF			PASSIF		
	Au 31.12.2014	Au 31.12.2015		Au 31.12.2014	Au 31.12.2015
CREANCES SUR L'ETRANGER	672 437 430	392 562 146	BASE MONETAIRE	356 035 755	318 894 749
Encaisse monnaies étrangères	6 925 696	24 263 145	Billets et pièces en circulation	233 280 418	230 723 055
Avoirs extérieurs	485 022 348	195 458 828	Dépôts du secteur bancaire	120 095 485	84 351 015
-Avoirs en or	1 802 056	1 660 327	Dépôts des établissements financiers	2 659 852	3 820 678
-Correspondants à vue	222 912 785	48 812 873			
-Correspondants à terme	76 112 574	56 599 550			
-Avoirs en DTS	183 917 766	88 116 090	DEPOTS DU SECTEUR GOUVERNEMENTAL	188 051 258	193 555 972
-Suspens en devises	277 168	269 988	Dépôts de l'administration centrale en bif	99 243 572	115 796 769
Provisions versées pour crédocs	7 285 078	101 176	Dépôts de l'administration centrale en devises	71 634 982	56 042 259
Quote part au FMI	173 204 308	172 738 997	Dépôts des admin.locales, des organ. publics et des agences gouvernementales	17 172 705	21 716 944
CREANCES SUR L'ETAT	448 063 605	641 724 669	DEPOTS DIVERS	11 612 789	8 032 936
Avances ordinaires	55 186 914	273 246 031	Dépôts à l'importation	9 222 585	5 645 153
Dette extraordinaire	130 340 526	126 642 923	Autres Engagements	2 390 205	2 387 784
Avance spéciale/allocation de DTS	262 536 165	241 835 716			
CREANCES SUR LES BANQUES COMMERCIALES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS	2 000 000	21 800 000	ENGAGEMENTS ENVERS LE FMI	542 504 827	524 205 130
			FMI-FRPC	203 993 367	186 602 984
Créances sur les banques commerciales	0	21 800 000	Compte FMI n° 1	7 903 242	7 903 242
Créances sur les établissements financiers	2 000 000	0	Allocation des DTS	166 117 521	165 671 249
Créances sur les banques en liquidation	887 842	887 842	Comptes titres FMI	175 602 585	159 885 614
Provision pour dépréciation des prêts	-887 842	-887 842	Comptes d'ajustement de valeur	-11 111 888	4 142 042
TITRES DE PARTICIPATION	0	0	ENGAGEMENTS EXTERIEURS	2 441 809	2 541 062
Participation Exploitation Port de Bujumbura	9 380	9 380	Dépôts des non résidents en BIF	2 135 472	2 290 982
Participation S.I.P.	20 000	20 000	Dépôts des non résidents en devises	270 229	188 187
Provisions pour dépréciations d'actifs	-29 380	-29 380	Dépôts des résidents	0	0
			Valeurs à payer en devises	36 108	61 893
AUTRES ACTIFS	32 546 853	39 799 809	AUTRES PASSIFS	8 546 864	4 792 768
Achat d'or aux producteurs	6 488 587	15 157 765	Provisions	4 108 718	3 552 882
Acomptes sur commandes	3 469 695	1 634 273	Valeurs à payer à vue	3 468 571	1 095 072
Comptes suspens	261 707	76 506	Créditeurs divers	969 575	144 813
Provisions pour créances douteuses	-1 272 391	-1 264 536			
Autres créances	23 599 255	24 195 801			
			FONDS PROPRES	89 739 489	88 281 636
IMMOBILISATIONS	43 884 902	44 417 628	Capital social	11 000 000	11 000 000
			Fonds de réserves générales	37 997 126	38 426 594
			Réserves spéciales	1 863 562	1 863 562
			Réserves au titre de l'écart de change	0	5 223 675
			Ecart de réévaluation	31 331 282	31 331 282
			Résultat	7 547 519	436 523
TOTAL	1 198 932 791	1 140 304 253	TOTAL	1 198 932 791	1 140 304 253

Source : BRB

IV.2.1.1. ACTIF

L'actif est principalement constitué par les créances sur l'étranger, les créances sur l'Etat, les créances sur les banques et autres institutions financières, les immobilisations et les autres actifs.

IV.2.1.1.1. Créances sur l'étranger

Les créances sur l'étranger ont diminué de 42,6%, revenant de 672.437,4 à 392.562,1 MBIF d'une année à l'autre. Cette diminution a principalement concerné les avoirs extérieurs qui ont reculé de 59,70%, revenant de 485.022,3 à 195.458,8 MBIF. Convertis en dollar américain, les avoirs extérieurs ont diminué de 61,57%, revenant de 314,54 à 120,87 MUSD, d'une année à l'autre.

IV.2.1.1.2. Créances sur l'Etat

S'établissant à 641.724,7 MBIF au 31 décembre 2015 contre 448.063,6 MBIF à fin 2014, les créances sur l'Etat ont augmenté de 193.661,1 MBIF. L'augmentation de ces créances est en grande partie expliquée par des avances ordinaires (+218.059,1 MBIF) partiellement atténuées par le recouvrement d'une partie des autres créances.

IV.2.1.2. PASSIF

Le passif du bilan est constitué principalement par la base monétaire, les dépôts du secteur gouvernemental, les engagements envers le FMI et les fonds propres.

IV.2.1.2.1. Base monétaire

Par rapport à fin décembre 2014, la base monétaire a diminué de 8,9%, revenant de 350.096,3 à 318.894,7 MBIF en liaison avec la baisse des dépôts du secteur bancaire (-29,8%). En revanche, les billets et pièces en circulation (+ 3.382,1 MBIF) et les dépôts des établissements financiers (+ 1.160,8 MBIF) ont augmenté.

IV.2.1.2.2. Dépôts du secteur gouvernemental

Les dépôts du secteur gouvernemental se sont accrus de 2,9% par rapport à leur niveau de

IV.2.1.1.3. Créances sur les banques commerciales et les établissements financiers

Au 31 décembre 2015, les créances sur les banques et établissements financiers sont évaluées à 21.800 contre 2.000 MBIF à la même date de l'année précédente. Cette créance est constituée par un apport de liquidité aux banques commerciales (19.800 MBIF) et par un encours du refinancement bilatéral (2.000 MBIF) en faveur d'un établissement financier.

IV.2.1.1.4. Autres actifs

Par rapport à fin décembre 2014, les autres actifs ont augmenté de 7.252,9 MBIF, passant de 32.546,9 à 39.799,8 MBIF en liaison principalement avec l'achat de l'or non monétaire aux producteurs dont le montant est passé de 6.488,6 à 15.157,8 MBIF.

IV.2.1.1.5. Immobilisations

D'une année à l'autre, la valeur brute des immobilisations a augmenté de 1,2%, s'élevant à 44.417,6 contre 43.884,9 MBIF à fin 2014. Cette augmentation a résulté des nouvelles acquisitions et des redressements qui ont suivi l'inventaire du patrimoine immobilier de la Banque.

fin décembre 2014 (193.555,3 contre 188.051,2 MBIF). En effet, la hausse des dépôts de l'administration centrale en BIF (+ 16.553,2 MBIF) et des administrations locales, agences gouvernementales et organismes publics (+4.544,2 MBIF) a contrebalancé le recul des dépôts de l'administration centrale en devises (-15.592,7 MBIF).

IV.2.1.2.3. Dépôts divers

Comparé à fin décembre 2014, les dépôts divers ont diminué de 30,8%, revenant de 11.612,8 à 8.032,9 MBIF à fin décembre 2015 en liaison principalement avec la baisse des dépôts à l'importation (-3.577,4 MBIF).

IV.2.1.2.4. Engagements envers le FMI

Par rapport à fin 2014, les engagements envers le FMI ont baissé de 3,4%, revenant de

542.504,8 à 524.205,1 MBIF à fin décembre 2015 suite aux remboursements des crédits FRPC (-17.390,4 MBIF) et à l'appréciation du BIF par rapport au DTS qui a occasionné l'allègement du compte titre de 15,72 Mds de BIF suite à la réévaluation des comptes titre à la clôture de l'exercice fiscal du FMI en avril 2015.

IV.2.1.2.5. Engagements extérieurs

Les engagements extérieurs ont progressé de 4,1%, s'établissant à 2.541,1 contre 2.441,8 MBIF à fin 2014 en liaison principalement avec la hausse des dépôts des non-résidents en BIF (+155.510 MBIF) d'une année à l'autre, tandis que les dépôts des non-résidents en devises ont diminué de 82.042 MBIF.

IV.2.2. COMPTES DE RESULTAT

Au terme de l'exercice 2015, la Banque a réalisé un bénéfice de 436,5 MBIF qui est imputable à l'excédent des produits d'exploitation sur les charges d'exploitation (441,737 MBIF). Par rapport à l'année 2014, le résultat de la

IV.2.1.2.6. Autres passifs

A fin décembre 2015, les autres passifs ont diminué de 9.693,6 MBIF, revenant de 14.486,4 à 4.792,8 MBIF consécutivement à la baisse des valeurs à payer à vue (1.095,1 contre 3.468,6 MBIF), des créiteurs divers (144,8 contre 6.909,1 MBIF) et des provisions constituées (3.552,9 contre 4.108,7 MBIF).

IV.2.1.2.7. Fonds propres

Suite à l'effet combiné de l'affectation du résultat de 2014 et de l'effritement du résultat global, le total des fonds propres a reculé de 1,62 %, revenant de 89.739,5 à 88.281,6 MBIF à fin 2015.

Banque a diminué de 7.111,0 MBIF, revenant de 7.547,5 à 436,5 MBIF, suite à l'augmentation des charges d'exploitation (+3.357,9 MBIF) et à la perte sur les fluctuations des cours de changes (-7.123,3 MBIF).

Tableau 47 : Comptes de résultat (en MBIF)

	31/12/2015	31/12/2014
Intérêts perçus	20 952,7	17 062,6
Intérêts payés	92,4	184,4
Intérêts nets	20 860,3	16 878,2
Frais et commissions nets	312,8	285,2
Produits nets sur opérations de change	4 189,4	4 489,8
Autres produits d'exploitation	1 192,6	1 531,7
Produits nets avant charges d'exploitation et résultat sur fluctuation de change	26 555,1	23 184,9
Charges d'exploitation	26 113,3	22 755,4
Résultat brut d'exploitation	441,7	429,5
Gains/Pertes sur fluctuation des cours de change	-5,21	7 118,1
Bénéfice de l'exercice	436,5	7 547,5

Par rapport à l'année 2014, l'accroissement des produits d'exploitation (26.555,1 contre 23.184,9 MBIF) est lié principalement à la hausse des intérêts nets (+3.982,1 MBIF) et des frais de commission nets (+27,6 MBIF). Les produits nets sur les opérations de change et les autres produits d'exploitation se sont contractés de 300,4 et 339,1 MBIF respectivement.

Au cours de l'exercice sous revue, les charges

d'exploitation de la Banque se sont accrues de 3.357,9 MBIF, passant de 22.775,4 à 26.113,3 MBIF. Cet accroissement a porté principalement sur les frais de fabrication des billets et pièces (3.839,4 MBIF), les dotations aux amortissements (468,9 MBIF), les frais de voyage et de mission (412,6 MBIF) et les dépenses relatives aux bâtiments, matériel et mobilier (60,0 MBIF). Les frais du personnel ayant baissé de 1.418,0 MBIF.

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au cours de l'année 2015, malgré le contexte économique difficile, marqué par le ralentissement de l'activité économique, une exécution tendue du budget de l'Etat, l'effritement des réserves internationales de change et la baisse de la liquidité bancaire, la Banque de la République du Burundi a rempli sa mission principale de veiller à la stabilité des prix, grâce aux mesures de politique monétaire et de change qui ont contribué à la stabilité macroéconomique du pays.

En allégeant les conditions de refinancement, et mettant en œuvre une politique monétaire accommodante, la Banque de la République du Burundi a permis aux banques commerciales de maintenir une trésorerie confortable et de continuer à financer l'activité économique ainsi que le Trésor. En même temps, la Banque Centrale a renforcé la supervision prudentielle pour maintenir saine la santé du secteur bancaire, qui constitue le poumon de l'économie.

Pour faciliter le financement de la filière café, la Banque de la République du Burundi a baissé sensiblement le taux de refinancement des crédits café pour permettre les intervenants dans ce secteur stratégique de l'économie nationale à bénéficier des crédits à des taux favorables.

Concernant la politique de change, pour mitiger les effets néfastes de la baisse des réserves de change, la BRB a poursuivi les interventions ciblées sur le marché de change, en vendant les devises nécessaires pour assurer l'importation des produits stratégiques, ce qui a permis d'éviter la flambée des prix des produits de premières nécessités, et partant, du niveau général des prix.

Dans les perspectives, la Banque de la République du Burundi reste toujours engagée dans la mise en œuvre d'une politique monétaire et de change visant à contribuer au développement harmonieux et à la stabilité macroéconomique de l'économie nationale.

ANNEXES

ANNEXE 1 : PRINCIPALES PRODUCTIONS INDUSTRIELLES

	Unité	2011	2012	2 013	2 014	2 015
I. INDUSTRIES EXTRACTIVES						
Tourbe	T	7 982	20 335	19 256	11 376	3 967
II. INDUSTRIES AGRICOLES						
Café	T	14 228	23 775	10 769	14 923	17 454
Thé	T	8 817	9 140	9 074	10 532	10 945
Coton	T	1 860	1 623	2 238	2 457	2 300
III. INDUSTRIES ALIMENTAIRES						
Boissons	Hl	2 080 664	2 041 379	2 143 902	2 211 492	2 061 903
Huile de coton	Litre	43 555	47 790	38 101	18 148	21 360
Riz (1)	T	52	349	592	592	1 136
Cigarettes	('000)	510 350	650 350	603 975	538 965	815 265
Farine de blé et de maïs	T					
Sucre	T	20 688	23 168	25 821	21 543	22 997
IV. INDUSTRIES CHIMIQUES						
Films en polyéthylène	Kg	-	-	-	-	-
Savons						
- de ménage	T	8 532	9 388	13 476	14 106	16 315
- de toilette	T	236	274	270	315	305
Peinture	T	613	681	716	822	673
Produits pharmaceutiques	MF	-	-	-	-	-
Oxygène	M3	47 878	47 071	35 107	25 591	26 660
Mousse	Matelas (3)	32 646	16 612	15 600	13 522	11 354
Casiers en plastique	Unité	322 447	592 829	322 916	877 060	586 045
V. INDUSTRIES DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION NON-METALLIQUES						
Plaques en fibro-ciment	T	-	-	-	-	-
Tubes en PVC	Kg	174 179	65 096	100 630	95 681	180 765
VI. INDUSTRIES D'OUVRAGES EN METAUX						
Clous	T	2 109	-	-	-	-
Tôles ondulées	Pièces	164 894	-	-	-	-
Profilés acier (2)	T	28	22	24	21	11
Tubes en acier	T	-	-	-	-	-
VII. AUTRES INDUSTRIES						
Papiers hygiéniques	Rouleau	1 045 700	-	-	-	-

(1) : Production usinée par la Société Régionale de Développement de l'Imbo (SRDI).

(2) : Cette rubrique regroupe également les bacs aluzinc autoportants et les faux plafonds "Estetic".

(3) : Pièce de 190 cm de long sur 90 cm de large et 10 cm d'épaisseur.

(4) : Un carton contient 240 piles.

Source: Renseignements fournis par les entreprises industrielles.

Source : BRB

ANNEXE 2 : OPERATIONS FINANCIERES CONSOLIDEES DE L'ETAT (EN MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
A. RECETTES ET DONNS	678 889,4	705 729,5	841 657,8	877 040,5	736 322,0
1. Recettes	474 526,7	550 780,0	566 995,8	663 212,0	594 432,2
Recettes fiscales	440 974,7	491 878,8	524 539,6	572 207,3	543 666,1
Recettes non fiscales	32 184,0	34 879,7	37 762,5	83 819,1	47 004,2
Recettes exceptionnelles	1 368,0	24 021,5	4 693,7	7 185,6	3 761,8
2. Dons	204 362,7	154 949,5	274 662,0	213 828,5	141 889,8
Dons courants	121 144,4	74 684,9	118 849,5	46 942,5	54 252,1
Dons en capital	83 218,3	80 264,6	155 812,5	166 886,1	87 637,7
B. DEPENSES	768 962,4	827 237,0	953 819,7	1 059 286,0	1 090 451,2
1. Dépenses courantes	554 057,0	591 980,3	689 116,6	721 597,6	901 959,0
Dépenses sur biens et services	370 948,0	385 925,2	413 726,9	434 411,0	596 496,9
-Salaires	273 008,4	282 162,4	295 659,5	314 387,2	322 820,1
-Achats de biens et autres services	97 939,6	103 762,8	118 067,4	120 023,8	273 676,8
Subventions et autres transferts	139 973,9	163 199,3	225 486,3	234 393,5	247 643,6
Paiements d'intérêts	32 459,0	30 408,8	29 126,3	35 765,5	40 632,4
Dépenses sur les fonds spéciaux	10 676,1	12 446,9	20 777,1	17 027,5	17 186,1
Autres	-	-	-	-	-
SOLDE COURANT HORS DONNS	-80 898,4	-65 221,8	-126 814,5	-65 571,2	-311 288,7
SOLDE COURANT DONNS COMPRIS	124 832,4	113 749,2	152 541,2	155 442,9	-165 637,1
2. Dépenses en capital	214 905,4	235 256,8	264 703,1	337 688,4	188 492,2
SOLDE GLOBAL HORS DONNS (base droits constatés)	-294 435,7	-276 457,1	-386 823,9	-396 074,0	-496 019,0
SOLDE GLOBAL DONNS COMPRIS (base droits constatés)	-90 073,0	-121 507,5	-112 161,9	-182 245,5	-354 129,3
C. FINANCEMENT	90 073,0	121 507,5	112 161,9	182 245,5	354 129,2
1. Financement extérieur	54 036,2	100 479,5	5 906,1	58 358,6	6 920,9
Tirages	27 010,6	64 156,8	13 860,4	65 222,8	13 551,0
Moins les amortissements de la dette extérieure	-4 559,4	-7 529,7	-7 954,3	-6 864,2	-6 630,1
Variation des arriérés	-	-	-	-	-
Allègement de la dette	31 584,9	43 852,4	-	-	-
2. Financement intérieur net	72 722,4	34 058,1	57 240,1	155 146,4	370 627,0
a. Secteur bancaire	54 352,5	13 029,5	45 915,1	147 023,0	327 066,5
b. Secteur non bancaire	18 369,9	21 028,6	11 325,0	8 123,4	43 560,5
3. Erreurs et omissions	-36 685,6	-13 030,1	49 015,7	-31 259,5	-23 418,7

Source : MFBB

ANNEXE 3 : DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR CATEGORIE ET PAR CREANCIER (EN MBIF)

	Encours fin 2014	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2015
1. DETTE DIRECTE	654 153,6	31 267,2	14 243,2	6 246,7	4 256,8	693 417,3
AFD	-	-	-	-	-	-
AID	255 188,5	-	-2 675,9	3 419,0	1 240,2	249 093,6
BAD	1 160,9	-	-11,9	-	-	1 149,0
BADEA	43 129,4	184,8	1 732,7	525,5	63,9	44 521,5
BEI	-	-	-	-	-	-
CHINE	-	-	-	-	-	-
FAD	42 720,0	-	-446,2	424,1	209,3	41 849,6
FIDA	79 598,6	-	-816,1	-	-	78 782,6
FOND KOWEITIEEN	34 186,8	-	1 284,4	-	364,1	35 471,2
FONDS SAOUDIEN	55 526,2	-	4 638,3	-	112,3	60 164,5
JAPON	-	-	-	-	-	-
OPEP	95 530,9	10 750,7	8 610,6	1 878,1	1 899,4	113 014,1
UE	-	-	-	-	-	-
AUTRES	47 112,4	20 331,7	1 927,3	-	367,6	69 371,3
2. DETTE RETROCEDEE	2 410,1	-	180,7	341,4	61,3	2 249,4
AFD	-	-	-	-	-	-
AID	-	-	-	-	-	-
BAD	-	-	-	-	-	-
BADEA	-	-	-	-	-	-
BEI	-	-	-	-	-	-
FONDS ABU DHABI	2 410,1	-	180,7	341,4	61,3	2 249,4
FONDS KOWEITIEEN	-	-	-	-	-	-
OPEP	-	-	-	-	-	-
UE	-	-	-	-	-	-
AUTRES	-	-	-	-	-	-
TOTAL	656 563,7	31 267,2	14 424,0	6 588,1	4 318,1	695 666,7

Source : MFBP

ANNEXE 4 : OPERATIONS DE LA DETTE PUBLIQUE EXTERIEURE PAR SECTEUR (EN MBIF)

	Encours fin 2014	Tirages	Réévaluation	Amortissement	Intérêts	Encours fin 2015
I. DETTE DIRECTE	654 153,6	31 267,2	14 243,2	6 246,7	4 256,8	693 417,3
A. Equipements publics	295 739,5	23 698,9	12 806,5	1 618,0	2 301,3	330 626,9
1. Transport	254 287,9	5 590,3	13 233,1	1 390,7	2 223,7	271 720,6
a) Routes	254 287,9	5 590,3	13 233,1	1 390,7	2 223,7	271 720,6
b) Aéroport et port	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	41 451,6	0,0	-426,5	227,3	77,6	40 797,7
3. Divers	0,0	18 108,7	0,0	0,0	0,0	18 108,7
B. Secteurs productifs	114 068,9	7 568,3	1 494,3	195,7	654,1	122 935,7
1. Agriculture et Elevage	74 712,6	5 345,3	-119,0	195,7	286,5	79 743,2
2. Sylviculture	-	-	-	-	-	-
3. Industrie	-	-	-	-	-	-
4. Mines et Energie	39 356,2	2 223,0	1 613,3	-	367,6	43 192,5
C. Secteur social	54 218,0	-	-567,7	924,2	325,1	52 726,2
1. Education	-	-	-	-	-	-
2. Santé	54 218,0	-	-567,7	924,2	325,1	52 726,2
D. Divers	190 127,2	-	510,1	3 508,7	976,3	187 128,5
1. Balance des paiements	-	-	-	-	-	-
2. Assistance technique	-	-	-	-	-	-
3. Gestion des entreprises publiques	-	-	-	-	-	-
4. Etudes des projets	1 403,3	-	-14,5	14,8	4,9	1 374,0
5. Autres	188 723,9	-	524,6	3 494,0	971,4	185 754,5
II. DETTE RETROCEDEE	2 410,1	-	180,7	341,4	61,3	2 249,4
A. Equipements publics	-	-	-	-	-	-
1. Télécommunications	-	-	-	-	-	-
2. Infrastructures urbaines	-	-	-	-	-	-
B. Secteurs productifs	2 410,1	-	180,7	341,4	61,3	2 249,4
1. Agriculture et élevage	-	-	-	-	-	-
2. Agro-Industrie	2 410,1	-	180,7	341,4	61,3	2 249,4
3. Energie	-	-	-	-	-	-
TOTAL	656 563,7	31 267,2	14 424,0	6 588,1	4 318,1	695 666,7

Source : MFBP

ANNEXE 5 : EVOLUTION DES RESERVES INTERNATIONALES (EN MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
B.R.B.	82 294,0	66 928,9	118 133,8	128 675,9	-132 985,6
-Avoirs extérieurs	412 743,8	485 025,5	501 323,5	501 214,7	221 829,6
Or	2 045,5	2 482,1	1 943,7	1 802,0	1 660,3
DTS	164 634,5	199 698,5	182 851,4	183 917,8	88 116,1
Tranche de réserve FMI	750,6	856,0	858,2	810,4	808,1
Devises	235 199,3	274 465,8	309 703,3	306 201,0	129 945,5
Autres créances	10 113,9	7 523,1	5 966,9	8 483,5	1 299,6
- Engagements extérieurs	330 449,8	418 096,6	383 189,7	372 538,8	354 815,2
BANQUES COMMERCIALES	123 231,6	129 708,8	111 622,3	51 849,4	56 835,5
- Avoirs extérieurs	173 267,6	192 680,5	201 411,2	199 601,2	206 869,5
- Engagements extérieurs	50 036,0	62 971,7	89 788,9	147 751,8	150 034,0
TOTAL	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-76 150,1

Source : BRB

ANNEXE 6 : BILAN MONETAIRE DE LA BANQUE DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI (EN MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
AVOIRS EXTÉRIEURS NETS	82 294,0	66 928,9	118 133,8	128 675,9	-132 985,6
Créances nettes sur l'Etat	211 644,8	285 507,4	229 474,0	263 591,1	452 581,6
- Secteur gouvernemental net	211 661,0	285 691,0	235 078,7	269 005,7	459 816,2
- Fonds d'égalisation	16,2	183,6	5 604,7	5 414,6	7 234,6
Créances sur le secteur bancaire	25 301,3	-	-	2 000,0	21 800,0
Créances sur les sociétés à participation publique	20,0	20,0	20,0	20,0	20,0
Créances sur le secteur privé	7 467,2	9 039,4	11 040,0	13 012,5	15 870,1
Autres postes nets	-51 768,1	-18 691,1	4 581,5	47 202,2	61 977,3
AVOIRS = ENGAGEMENTS	274 959,2	342 804,6	363 249,3	454 501,7	419 263,4
Base monétaire	211 326,1	267 286,1	306 586,1	355 001,0	324 508,2
- Circulation fiduciaire	170 106,0	198 246,9	211 683,7	227 340,9	230 723,7
- Dépôts du secteur bancaire	34 979,7	39 879,9	82 710,8	120 095,4	84 351,0
- Dépôts des établissements financiers	278,0	2 827,5	2 674,0	1 624,7	2 209,5
- Dépôts des sociétés à participation publique	5 041,5	3 234,3	3 566,2	3 555,9	4 368,5
- Autres engagements à vue	920,9	23 097,5	5 951,4	2 384,1	2 855,5
DÉPÔTS À L'IMPORTATION	12 302,2	15 658,2	7 533,0	9 222,6	5 645,1
FONDS PROPRES	51 330,9	59 860,3	49 130,2	90 278,1	89 110,1

Source : BRB

ANNEXE 7 : BILAN MONETAIRE DES BANQUES COMMERCIALES (EN MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
AVOIRS EXTÉRIEURS NETS	123 230,5	129 707,5	111 622,3	51 849,4	57 115,5
Réserves	42 442,4	70 772,4	107 189,0	146 489,8	109 488,4
- Caisse	16 892,3	24 388,5	24 198,0	27 525,7	23 421,2
- Dépôts à la BRB en FBu	18 575,2	28 968,0	68 620,5	105 053,6	72 989,1
- Dépôts à la BRB en ME	6 974,9	17 415,9	14 370,5	13 910,5	13 078,1
Créances sur les établissements financiers	149,6	143,8	143,8	143,9	143,9
Crédit intérieur	530 800,1	572 464,2	660 313,0	794 633,5	907 061,3
- Créances nettes sur l'Etat	16 740,5	-10 225,6	39 894,0	118 662,5	235 932,6
- Créances nettes sur les Ag.gouv.	-6 981,8	-9 660,5	-9 056,5	-9 410,5	-8 972,3
- Créances sur les Ad.loc.	1 021,9	1 057,9	2 469,2	3 449,3	27,1
- Créances sur les sociétés à participation publique	3 989,9	6 830,8	8 510,4	10 820,5	6 512,1
- Créances sur le secteur privé	516 029,6	584 461,6	618 495,9	671 111,7	673 561,8
Reprise de liquidité	0,0	6 800,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes nets	26 194,0	42 524,4	43 863,2	46 706,3	-601,8
AVOIRS = ENGAGEMENTS	722 816,6	822 412,3	923 131,3	1 039 822,9	1 073 207,3
Crédit de la banque centrale	23 887,6	0,0	0,0	0,0	19 805,0
Engagements envers les établissements financiers	800,1	2 231,0	1 876,5	1 899,5	13 895,6
Dépôts à vue (1)	367 981,4	440 015,9	490 849,0	572 700,7	526 295,5
Dépôts à terme et d'épargne (1)	183 253,2	195 549,0	229 200,8	248 827,9	286 866,2
Solde net des transactions interbancaires	608,8	3 928,1	-57,3	-2 245,3	-11 640,7
Fonds propres	146 285,5	180 688,3	201 262,3	218 640,1	237 985,7
(1): Y compris les dépôts en devises					

Source : BRB

ANNEXE 8 : SITUATION MONETAIRE (EN MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
AVOIRS EXTERIEURS NETS	205 525,6	196 637,7	229 756,1	180 525,3	-76 150,1
- Avoirs extérieurs	586 011,4	677 706,0	702 734,7	700 815,9	428 699,1
- Engagements extérieurs	380 485,8	481 068,3	472 978,6	520 290,6	504 849,2
CREDIT INTERIEUR	798 719,2	920 086,1	972 302,3	1 135 873,8	1 407 295,1
- Créances nettes sur l'Etat	232 248,9	277 057,5	274 749,0	384 697,0	688 547,5
- Créances sur l'économie	566 470,3	643 028,6	697 553,3	751 176,8	718 747,6
ACTIF = PASSIF	1 004 244,8	1 116 723,8	1 202 058,4	1 316 399,1	1 331 145,0
MASSE MONETAIRE M3	619 259,7	751 669,5	906 101,6	1 045 336,7	1 061 555,6
- Masse monétaire M2	636 400,0	708 053,0	801 728,3	880 206,6	924 036,3
Monnaie	457 579,0	513 546,9	575 983,9	637 652,2	643 445,4
Quasi-Monnaie	178 821,0	194 506,1	225 744,4	242 554,4	280 590,9
- Dépôts en devises des résidents	-17 140,3	43 616,5	104 373,3	165 130,1	137 519,3
DIVERS (net)	384 985,1	365 054,3	295 956,8	271 062,4	269 589,4

Source : BRB

ANNEXE 9 : SITUATION CONSOLIDÉE DES ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS (EN MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
RÉSERVES	1 069,2	2 984,8	1 535,5	2 724,3	6 277,3
Créances sur le secteur bancaire	-	2 200,0	200,0	2 067,2	11 774,4
Créances nettes sur l'Etat	850,2	836,6	-	-	23,2
Créances nettes sur les ag. gouvernemental	261,8	693,3	609,8	-	-
Créances sur l'économie	57 418,7	60 089,2	74 043,8	88 066,3	87 169,7
-créances sur les sociétés à participation publique	967,6	838,4	603,8	596,9	528,2
-créances sur le secteur privé	56 451,1	59 250,8	73 440,0	87 469,4	86 641,5
Autres postes nets	503,4	380,4	1 663,0	2 866,4	4 469,7
AVOIRS = ENGAGEMENTS	60 103,3	67 184,3	78 052,1	95 724,2	109 714,3
Engagement envers le secteur bancaire	5,7	-	-	2 500,0	2 022,8
Solde net des créances et engagements entre établissement financier	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0	-11,0
Fonds publics affectés aux prêts	14 468,3	16 141,5	16 345,6	18 333,4	8 674,0
Dépôts et emprunts	20 408,2	22 757,7	28 440,7	36 328,4	51 979,1
Engagements extérieurs à L.T.	1 087,9	812,8	331,2	331,2	331,2
FONDS PROPRES NETS	24 144,2	27 483,3	32 945,6	38 242,2	46 718,2

Source : BRB

ANNEXE 10 : SITUATION CONSOLIDÉE DU SECTEUR BANCAIRE (EN MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
AVOIRS EXTERIEURS NETS	204 437,7	195 824,9	229 424,9	180 261,3	-76 481,3
-Avoirs bruts	586 011,4	677 706,0	702 734,7	700 883,1	428 699,1
-Engagements bruts à C.T.	381 573,7	481 881,1	473 309,8	520 621,8	505 180,4
CREDIT INTERIEUR	857 294,6	982 400,2	1 048 728,9	1 224 339,1	1 496 689,9
-Créances nettes sur l'Etat	233 197,7	278 237,7	275 090,1	383 851,2	687 551,2
-Créances sur l'économie	624 096,9	704 162,5	773 638,8	840 487,9	809 138,7
RESSOURCES = EMPLOIS	1 061 732,3	1 178 225,1	1 278 153,8	1 404 600,4	1 420 208,6
ENGAGEMENTS EXIGIBLES	747 209,1	880 289,1	969 930,9	1 083 973,9	1 110 455,0
- Circulation fiduciaire hors du système financier	153 200,2	173 866,6	187 470,9	199 806,0	207 299,8
- Dépôts à vue	304 364,7	339 675,3	388 496,8	437 836,1	436 138,7
- Quasi-monnaie	178 821,0	194 506,1	225 744,4	242 554,4	280 590,9
-Engagements des établissements financiers	21 690,8	24 202,9	30 419,2	38 647,3	48 906,3
- Dépôts en devises des résidents	89 132,4	148 038,2	137 799,6	165 130,1	137 519,3
DEPOTS A L'IMPORTATION	12 302,2	15 658,2	7 533,0	9 222,6	5 645,1
FONDS PUBLICS AFFECTES AUX PRETS	14 468,3	16 141,5	16 345,6	18 333,4	12 527,6
SOLDE NET DES CREANCES ET ENGAGEMENTS ENTRE INSTITUTIONS FINANCIERES	7 042,3	-7 479,9	-2 195,0	-5 447,9	-24 622,4
FONDS PROPRES	221 760,6	268 031,9	283 338,1	347 160,4	367 371,5
AUTRES POSTES NETS	58 949,8	5 584,3	3 201,2	-48 642,0	-51 168,2

Source : BRB

ANNEXE 11 : EVOLUTION DES CREDITS DU SYSTEME BANCAIRE (EN MBIF)

	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Moyenne
2011													
I. CREDITS A COURT TERME	385 643,4	383 571,9	396 206,9	401 092,8	423 501,9	437 694,5	438 371,1	451 210,6	447 673,9	453 529,1	453 042,5	426 720,2	424 854,9
- Mobilisation des créances commerciales	11 728,4	11 160,8	10 915,0	11 889,7	12 241,8	11 814,7	12 418,0	12 063,4	12 247,4	11 328,5	11 267,2	8 670,6	11 478,8
- Crédits à l'exportation	8 814,7	6 329,7	4 275,4	3 554,4	7 700,9	13 069,5	17 701,4	28 929,9	23 044,8	16 832,5	11 872,9	10 386,6	12 709,4
- Crédits à l'importation après expédition	2 006,0	1 756,0	2 298,4	1 677,1	2 465,4	3 244,8	3 522,7	3 147,1	2 443,3	3 394,8	2 605,2	2 652,5	2 601,1
- Crédits de trésorerie	363 094,3	364 325,4	378 718,1	383 971,6	401 093,8	409 565,5	404 729,0	407 070,2	409 938,4	421 973,3	427 297,2	405 010,5	398 065,6
II. CREDITS A MOYEN TERME	159 722,8	162 863,0	163 489,6	164 893,0	168 003,1	178 588,6	178 026,7	179 234,6	176 862,7	177 072,1	178 168,4	183 714,2	172 553,2
- Habitat	30 415,0	29 688,8	30 552,4	30 886,3	31 031,0	32 286,1	31 725,3	32 549,1	32 547,9	32 421,1	33 176,2	32 498,1	31 648,1
- Equipement	129 307,8	133 174,2	132 937,2	134 006,7	136 972,1	146 302,5	146 301,4	146 685,5	144 314,8	144 651,0	144 992,2	151 216,1	140 905,1
III. CREDITS A LONG TERME	28 089,4	28 007,8	28 816,5	28 873,9	29 752,0	28 701,4	28 982,4	31 516,1	31 626,5	32 327,9	32 493,2	38 161,9	30 612,4
- Habitat	16 245,2	16 202,8	15 216,3	15 273,0	15 469,5	15 309,8	15 381,8	15 918,4	15 839,6	15 979,8	16 220,3	16 420,8	15 789,8
- Equipement	11 844,2	11 805,0	13 600,2	13 600,9	14 282,5	13 391,6	13 600,6	15 597,7	15 786,9	16 348,1	16 272,9	21 741,1	14 822,6
TOTAL	573 455,6	574 442,7	588 513,0	594 859,7	621 257,0	644 984,5	645 380,2	661 961,3	656 163,1	662 929,1	663 704,1	648 596,3	628 020,6
2012													
I. CREDITS A COURT TERME	433 637,2	438 635,1	456 069,3	448 710,9	451 293,7	455 622,4	440 181,8	446 288,7	454 973,5	445 582,5	443 676,0	434 214,7	445 740,5
- Mobilisation des créances commerciales	8 486,1	8 362,9	8 387,9	9 901,2	9 649,1	9 775,8	9 798,5	10 186,2	10 368,3	10 325,5	31 152,8	27 883,9	12 856,5
- Crédits à l'exportation	7 702,5	6 931,1	4 756,3	4 460,8	2 951,5	2 280,5	4 954,0	7 259,2	10 040,7	8 334,1	7 732,5	6 959,1	6 196,9
après expédition	3 022,8	3 183,3	3 363,9	3 380,1	3 297,8	3 173,9	3 021,5	3 298,3	3 400,7	2 815,9	2 608,4	3 893,5	3 205,0
- Crédits de trésorerie	414 425,8	420 157,8	439 561,2	430 968,8	435 395,3	440 392,2	422 407,8	425 545,0	431 163,8	424 107,0	402 182,3	395 478,2	423 482,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	159 722,8	162 863,0	163 489,6	164 893,0	168 003,1	178 588,6	178 026,7	179 234,6	176 862,7	177 072,1	178 168,4	183 714,2	172 553,2
- Habitat	30 415,0	29 688,8	30 552,4	30 886,3	31 031,0	32 286,1	31 725,3	32 549,1	32 547,9	32 421,1	33 176,2	32 498,1	31 648,1
- Equipement	129 307,8	133 174,2	132 937,2	134 006,7	136 972,1	146 302,5	146 301,4	146 685,5	144 314,8	144 651,0	144 992,2	151 216,1	140 905,1
III. CREDITS A LONG TERME	28 089,4	28 007,8	28 816,5	28 873,9	29 752,0	28 701,4	28 982,4	31 516,1	31 626,5	32 327,9	32 493,2	38 161,9	30 612,4
- Habitat	16 245,2	16 202,8	15 216,3	15 273,0	15 469,5	15 309,8	15 381,8	15 918,4	15 839,6	15 979,8	16 220,3	16 420,8	15 789,8
- Equipement	11 844,2	11 805,0	13 600,2	13 600,9	14 282,5	13 391,6	13 600,6	15 597,7	15 786,9	16 348,1	16 272,9	21 741,1	14 822,6
TOTAL	621 449,4	629 505,9	648 375,4	642 477,8	649 048,8	662 912,4	647 190,9	657 039,4	663 462,7	654 982,5	654 337,6	656 090,8	648 906,1
2013													
I. CREDITS A COURT TERME	433 637,2	438 635,1	456 069,3	448 710,9	451 293,7	455 622,4	440 181,8	446 288,7	454 973,5	445 582,5	443 676,0	434 214,7	445 740,5
- Mobilisation des créances commerciales	8 486,1	8 362,9	8 387,9	9 901,2	9 649,1	9 775,8	9 798,5	10 186,2	10 368,3	10 325,5	31 152,8	27 883,9	12 856,5
- Crédits à l'exportation	7 702,5	6 931,1	4 756,3	4 460,8	2 951,5	2 280,5	4 954,0	7 259,2	10 040,7	8 334,1	7 732,5	6 959,1	6 196,9
après expédition	3 022,8	3 183,3	3 363,9	3 380,1	3 297,8	3 173,9	3 021,5	3 298,3	3 400,7	2 815,9	2 608,4	3 893,5	3 205,0
- Crédits de trésorerie	414 425,8	420 157,8	439 561,2	430 968,8	435 395,3	440 392,2	422 407,8	425 545,0	431 163,8	424 107,0	402 182,3	395 478,2	423 482,1
II. CREDITS A MOYEN TERME	159 722,8	162 863,0	163 489,6	164 893,0	168 003,1	178 588,6	178 026,7	179 234,6	176 862,7	177 072,1	178 168,4	183 714,2	172 553,2
- Habitat	30 415,0	29 688,8	30 552,4	30 886,3	31 031,0	32 286,1	31 725,3	32 549,1	32 547,9	32 421,1	33 176,2	32 498,1	31 648,1
- Equipement	129 307,8	133 174,2	132 937,2	134 006,7	136 972,1	146 302,5	146 301,4	146 685,5	144 314,8	144 651,0	144 992,2	151 216,1	140 905,1
III. CREDITS A LONG TERME	28 089,4	28 007,8	28 816,5	28 873,9	29 752,0	28 701,4	28 982,4	31 516,1	31 626,5	32 327,9	32 493,2	38 161,9	30 612,4
- Habitat	16 245,2	16 202,8	15 216,3	15 273,0	15 469,5	15 309,8	15 381,8	15 918,4	15 839,6	15 979,8	16 220,3	16 420,8	15 789,8
- Equipement	11 844,2	11 805,0	13 600,2	13 600,9	14 282,5	13 391,6	13 600,6	15 597,7	15 786,9	16 348,1	16 272,9	21 741,1	14 822,6
TOTAL	621 449,4	629 505,9	648 375,4	642 477,8	649 048,8	662 912,4	647 190,9	657 039,4	663 462,7	654 982,5	654 337,6	656 090,8	648 906,1

ANNEXE 11 : EVOLUTION DES CREDITS DU SYSTEME BANCAIRE (EN MBIF) - suite -

II. CREDITS A MOYEN TERME	185 769,2	184 344,1	177 249,6	181 505,3	185 844,6	193 685,8	214 251,4	213 771,2	209 093,3	210 131,0	207 558,5	209 501,8	197 725,5
- Habitat	32 281,7	32 004,1	25 974,2	26 478,9	25 524,9	28 097,2	28 656,8	28 811,3	29 023,8	26 375,3	28 276,3	27 499,2	28 250,3
- Equipement	153 487,5	152 340,0	151 275,4	155 026,4	160 319,7	165 588,6	185 594,6	184 959,9	180 069,5	183 755,7	179 282,2	182 002,6	169 475,2
III. CREDITS A LONG TERME	38 578,5	37 250,0	43 343,6	45 920,8	42 046,3	36 007,8	42 272,4	38 903,1	51 583,4	53 253,7	53 980,9	55 315,3	44 871,3
- Habitat	16 559,8	16 745,3	23 163,3	23 321,2	23 398,1	17 596,9	17 622,5	20 067,2	23 371,6	20 877,7	19 805,4	19 923,2	20 204,4
- Equipement	22 018,7	20 504,7	20 180,3	22 599,6	18 648,2	18 410,9	24 649,9	18 835,9	28 211,8	32 376,0	34 175,5	35 392,1	24 667,0
TOTAL	657 994,9	660 229,2	676 662,5	676 137,0	679 184,6	685 316,0	696 705,6	698 963,0	715 650,2	708 967,2	705 215,4	699 031,8	688 337,3
2014													
I. CREDITS A COURT TERME	436 840,0	442 838,9	445 634,5	444 799,1	443 328,2	459 187,8	435 330,1	460 084,8	452 199,6	450 489,9	445 128,3	451 093,8	447 246,3
- Mobilisation des créances commerciales	24 652,7	27 441,5	29 163,9	29 706,8	29 348,1	29 476,4	11 392,0	11 215,3	12 049,0	13 123,3	13 482,5	14 479,8	20 460,9
- Crédits à l'exportation	4 917,4	4 616,0	3 429,7	3 442,8	6 125,6	8 897,8	17 144,1	14 401,3	9 326,8	5 299,8	2 124,4	1 179,6	6 742,1
après expédition	2 491,5	2 547,5	2 473,4	2 313,6	2 862,7	2 762,2	2 940,2	3 251,5	2 205,0	3 600,4	5 206,4	5 745,1	3 200,0
- Crédits de trésorerie	404 778,4	408 233,9	410 567,5	409 335,9	404 991,8	418 051,4	403 853,8	431 216,7	428 618,8	428 466,4	424 315,0	429 689,3	416 843,2
II. CREDITS A MOYEN TERME	211 624,6	207 002,7	203 484,6	201 070,9	205 243,2	204 344,7	222 220,9	210 374,8	205 677,9	197 337,0	205 761,2	213 106,0	207 270,7
- Habitat	27 565,0	27 067,7	27 124,3	26 811,0	27 127,4	27 046,1	27 127,2	28 076,6	28 163,9	20 182,4	20 347,8	20 459,5	25 591,6
- Equipement	184 059,6	179 935,0	176 360,3	174 259,9	178 115,8	177 298,6	195 093,7	182 298,2	177 514,0	177 154,6	185 413,4	192 646,5	181 679,1
III. CREDITS A LONG TERME	54 958,2	54 958,5	53 917,7	56 999,2	59 640,5	67 780,2	84 184,6	86 451,9	91 441,2	104 091,5	107 927,3	104 548,1	77 241,6
- Habitat	19 961,0	20 374,4	20 450,2	20 539,8	21 800,5	24 685,0	21 335,9	21 664,2	22 031,6	32 212,3	32 884,7	32 849,9	24 232,5
- Equipement	34 997,2	34 584,1	33 467,5	36 459,4	37 840,0	43 095,2	62 848,7	64 787,7	69 409,6	71 879,2	75 042,6	71 698,2	53 009,1
TOTAL	703 422,8	704 800,1	703 036,8	702 869,2	708 211,9	731 312,7	741 735,6	756 911,5	749 318,7	751 918,4	758 816,8	768 747,9	731 758,5
2015													
I. CREDITS A COURT TERME	444 490,3	442 111,9	448 483,1	460 841,5	463 285,3	473 232,4	476 252,2	465 021,8	475 051,5	477 648,0	493 748,5	470 162,1	465 860,7
- Mobilisation des créances commerciales	14 978,7	16 868,7	17 593,9	19 446,2	18 267,0	17 841,1	17 053,9	21 136,6	22 750,2	17 032,0	164 284,1	166 493,1	42 812,1
- Crédits à l'exportation	805,0	802,4	948,0	6 028,7	12 004,2	16 302,6	19 153,6	20 936,0	21 264,1	18 146,1	9 523,2	6 807,3	11 060,1
après expédition	3 290,4	2 478,1	2 852,2	2 742,9	4 722,1	5 054,2	4 536,4	1 096,3	3 956,8	3 975,5	11 144,8	5 745,1	4 299,6
- Crédits de trésorerie	425 416,2	421 962,7	427 089,0	432 623,7	428 292,0	434 034,5	435 508,3	421 852,9	427 080,4	438 494,4	308 796,4	291 116,6	407 688,9
II. CREDITS A MOYEN TERME	214 080,2	211 860,2	217 839,3	222 541,6	223 646,2	212 640,6	209 287,5	216 591,9	209 889,1	195 339,9	181 156,8	180 128,0	207 916,8
- Habitat	20 324,6	19 904,3	19 733,3	19 426,9	19 287,3	18 398,8	18 259,1	18 670,7	18 375,3	18 926,0	18 540,3	17 564,2	18 950,9
- Equipement	193 755,6	191 955,9	198 106,0	203 114,7	204 358,9	194 241,8	191 028,4	197 921,2	191 513,8	176 413,9	162 616,5	162 563,8	188 965,9
III. CREDITS A LONG TERME	102 975,3	100 006,1	98 813,7	100 966,3	103 462,8	104 616,4	105 807,2	106 786,9	106 697,6	108 360,3	114 835,2	116 542,0	105 822,5
- Habitat	33 109,9	34 558,0	34 738,8	35 368,2	35 226,9	35 141,1	35 104,3	35 379,1	35 044,7	37 852,0	63 262,2	60 519,0	39 608,7
- Equipement	69 865,4	65 448,1	64 074,9	65 598,1	68 235,9	69 475,3	70 702,9	71 407,8	71 652,9	70 508,3	51 573,0	56 023,0	66 213,8
TOTAL	761 545,8	753 978,2	765 136,1	784 349,4	790 394,3	790 489,4	791 346,9	788 400,6	791 638,2	781 348,2	789 740,5	766 832,1	779 600,0

Source : BRB

ANNEXE 12: TAUX D'INTERETS MOYENS DEBITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (EN %)

	2011	2012	2013	2014	2015
COURT TERME	15,50	16,08	16,87	16,87	16,87
- Exportations	14,10	15,41	14,96	15,38	18,78
- Importations	12,30	11,76	18,86	15,21	20,21
- Trésorerie	15,60	16,17	16,96	17,37	17,09
- Autres	15,10	15,53	15,80	15,69	17,80
MOYEN TERME	14,90	14,65	14,90	15,65	15,57
- Habitat	15,30	15,40	15,50	16,48	16,83
- Equipement et divers	14,80	14,60	14,84	15,59	15,52
LONG TERME	14,80	14,92	15,30	15,86	14,79
- Habitat	13,30	13,20	13,84	12,36	13,60
- Equipement et divers	14,50	15,33	15,46	16,20	14,83
MOYENNE GENERALE	15,30	15,67	16,24	16,71	16,85

Source : BRB

ANNEXE 13 : TAUX D'INTERETS MOYENS CREDITEURS APPLIQUES PAR LES BANQUES (EN %)

	2011	2012	2013	2014	2015
DEPOTS A VUE (1)	6,00	5,95	5,32	5,23	5,28
COMPTES SUR LIVRETS	7,10	7,24	7,18	7,34	7,75
DEPOTS A TERME	7,90	9,77	10,20	9,91	9,03
1 mois au plus	7,40	9,64	9,87	9,33	8,06
1 an au plus	7,90	9,83	10,37	10,11	9,39
2 ans au plus	9,60	10,21	10,92	11,32	9,80
plus de 2 ans	7,00	7,70	5,44	8,54	11,27
DEPOTS A PREAVIS	8,30	-	-	-	-
1 mois au plus	8,40	-	-	-	-
1 an au plus	8,40	-	-	-	-
2 ans au plus	-	-	-	-	-
plus de 2 ans	8,20	-	-	-	-
BONS DE CAISSE	10,20	11,17	10,60	10,49	10,49
1 mois au plus	10,40	11,50	11,50	11,50	-
1 an au plus	8,20	11,10	10,56	10,44	8,57
2 ans au plus	-	-	-	-	-
EPARGNE A LA SOURCE	-	-	-	-	-
BONS D'EPARGNE	4,00	-	-	-	-
MOYENNE GENERALE	7,60	8,75	8,97	8,80	8,70

(1): Tous les dépôts à vue n'étant pas rémunérés, le taux moyen pondéré est calculé sur la base des seuls dépôts rémunérés

Source : BRB

ANNEXE 14 : IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES (EN TONNES ET MBIF)

Rubriques douanières	Dénomination des marchandises	2011		2012		2013		2014		2015	
		Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
02	Viandes	15	45,8	4	38,0	132	401,3	597	7 070,9	443	5 153,0
03	Poissons	1 273	1 546,6	2 279	2 774,3	3 027	3 787,7	3 405	3 636,5	2 965	3 110,4
04	Produits laitiers	1 767	5 238,6	1 826	3 338,3	1 632	3 015,6	1 495	4 006,5	953	2 397,4
07	Légumes	29 191	6 493,5	16 797	3 943,4	27 785	8 435,5	13 588	4 050,8	11 541	3 410,4
08	Fruits	45	53,2	77	79,2	132	111,7	199	136,9	215	170,4
100110	Froment et méteil	16 446	8 783,3	27 201	18 374,8	47 203	32 764,1	59 136	31 558,7	51 980	26 762,7
1006	Riz pour la consommation	8 833	6 222,9	17 961	13 197,0	17 734	45 448,5	16 084	9 967,3	13 081	9 375,7
1101	Farine de froment	4 194	2 970,3	5 818	5 079,9	1 064	956,1	10	10,8	573	236,9
1107	Malt	17 199	16 370,5	17 356	19 073,2	11 790	14 769,5	13 269	15 160,5	16 261	16 172,7
1209	Graines	17	549,2	11	38,0	27	98,7	30	234,7	77	299,4
1302	Sucs et extraits végétaux	31	1 559,6	45	2 417,1	27	1 676,8	29	1 493,8	42	1 783,1
1507 à 15	Huiles végétales	8 791	13 081,8	8 278	14 717,5	8 604	14 132,5	6 690	9 894,9	5 518	8 256,8
1517	Margarine	162	403,0	147	492,5	917	2 097,2	118	407,4	156	588
16	Préparations viandes et poissons	53	79,2	163	244,7	192	286,4	399	2 548,7	100	181
17019110-9910	Sucre cristallisé	9 825	12 369,5	11 036	16 288,2	10 172	11 324,2	10 642	13 750,7	10 517	13 992,4
190110	Préparations pour l'alimentation des enfants	86	286,5	139	276,2	97	497,2	47	265,6	282	664,8
1902	Pâtes alimentaires	127	126,2	520	423,7	557	650,8	719	698,2	896	822,7
190530	Biscuits	923	875,5	1 021	1 157,1	1 105	1 509,4	1 275	1 685,9	1 229	1 697,9
20	Préparations légumes et fruits	2 440	2 160,4	2 615	3 227,5	2 588	3 959,1	2 746	3 822,2	1 715	2 632,9
21	Préparations alimentaires diverses	886	3 167,3	1 247	3 647,0	1 572	6 381,1	1 592	8 895,7	3 865	14 774,5
2203	Bières	4 087	3 677,3	5 457	5 171,9	3 013	3 528,0	5 094	5 862,1	8 319	5 795,3
2204	Vins	545	1 062,5	412	1 037,4	414	1 359,0	248	824,9	468	1 666,3
2205	Vermouths	57	147,1	12	30,2	7	28,1	1	5,0	2	4,7
2207 à 08	Boissons spiritueuses	451	1 053,0	2 519	3 125,2	2 389	3 458,1	141	379,8	446	1 484,1
2401	Tabacs	524	2 280,8	691	3 674,6	802	4 844,5	451	3 187,6	865	6 589,8
2501	Sel	23 896	4 496,1	24 058	3 981,7	26 918	4 001,8	28 128	4 648,3	31 577	5 162,6
252329	Ciment portland	142 364	40 338,6	112 515	36 543,0	96 222	25 907,3	107 773	27 930,3	69 186	15 186,0
27100012	Essence d'avion et kérosène	3 309	5 363,6	9 548	7 091,9	7 785	16 297,3	3 993	7 971,1	5 421	7 851,3
27100014	Essence pour moteurs	38 426	78 512,9	48 811	99 736,6	46 994	102 081,3	51 179	107 876,2	104 193	163 700,7
27100022	Pétrole lampant	5 817	8 705,9	2 278	5 141,3	2 533	5 304,9	1 258	2 528,7	969	1 297,4
27100031	Gas oil et Fuel oil	65 299	101 907,5	49 281	99 403,0	57 648	112 505,7	65 546	122 494,3	116 114	153 918,9
27100033	Huiles de graissage et lubrifiants	7 575	8 268,3	5 303	8 295,4	16 575	29 983,8	9776	16 693,5	2 521	5 480,1
2714 à 15	Asphaltes et mélanges bitumineux	9 656	26 395,5	2 491	9 423,1	2 979	4 346,2	3 231	6 929,9	4 930	8 305,0
28	Produits chimiques inorganiques	4 422	3 774,9	6 510	5 900,4	6 650	6 288,0	5 408	5 491,2	7 395	6 668,0
29	Produits chimiques organiques	442	3 140,9	487	2 282,1	793	3 854,9	468	1 756,4	746	2 714,8
30	Produits pharmaceutiques	3 166	64 859,3	3 589	74 935,3	4 217	89 972,7	4 700	102 096,6	4 733	104 154,2
31	Engrais	16 782	13 223,4	15 894	16 280,2	28 815	34 094,5	33 437	34 988,9	27 303	27 301,3
32	Matières colorantes	3 023	5 752,1	3 282	7 441,7	2 833	7 338,7	3 525	9 120,1	2 622	7 633,5
33	Produits de parfumerie	1 973	6 912,3	2 101	8 750,5	2 840	13 338,0	2 462	12 219,0	2 333	6 943,1
3401 à 3405	Savons et produits d'entretien	2 059	2 975,7	2 143	3 872,8	2 718	5 354,0	2 392	4 606,6	2 357	4 374,3
3605	Allumettes	55	68,6	96	152,8	70	79,6	32	32,6	35	70,1
37	Produits photographiques et cinématographiques	19	101,4	33	176,3	64	778,7	13	38,6	20	100,9
380810	Insecticides	-	-	1	0,3	7	2,0	-	-	-	-
380840	Désinfectants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
39	Matières plastiques	7 249	16 930,1	9 027	23 063,7	10 773	31 303,7	10 614	25 614,3	9 132	23 896,8
4011- 4013	Chambres à air et pneumatiques	1 998	8 395,8	1 933	10 325,5	2 137	10 810,5	2 085	11 586,8	2 390	13 031,9
40	Autres ouvrages en caoutchouc	664	1 637,7	262	2 910,6	136	1 348,0	689	5 179,2	555	3 660,2
42	Ouvrages en cuir	357	516,7	199	456,4	316	966,4	296	2 325,5	304	8 995,3
44	Bois et ouvrages en bois	4 343	4 713,2	2 359	2 614,2	3 755	4 641,0	4 769	4 546,8	3 029	3 680,1

ANNEXE 14 : IMPORTATIONS PAR PRINCIPALES RUBRIQUES (EN TONNES ET MBIF) - suite-

48	Papiers, cartons et ouvrages en carton	6 216	13 238,6	7 591	17 226,6	8 535	17 805,1	6 999	16 971,6	8 115	24 990,2
49	Livres, imprimés et images	890	6 515,7	1 206	18 482,4	831	10 072,4	756	8 253,6	763	11 132,8
5206 à 12	Fils de coton conditionnés pour la vente	94	349,8	158	751,5	183	999,2	171	1 113,1	196	1 154,6
5407 à 08	Tissus de coton	263	817,4	164	506,9	258	998,2	46	211,0	32	140,4
5509 à 10	Fils de fibres textiles synthétiques										
5512 à 16	Fibranne (synthétiques discontinus)	989	2 692,5	1 010	3 022,7	548	2 051,0	292	1 075,6	277	1 327,5
5903	Tissus imprégnés d'autres matières plastiques	13	155,8	10	97,3	14	66,7	7	15,4	2,8	4,10
61	Vêtements et accessoires du vêtement, en bonneterie	1 087	4 278,9	870	4 100,9	636	4 373,2	631	8 803,9	647	6 894,5
62	Vêtements et accessoires du vêtement, autres qu'en bonneterie	1 095	1 970,8	534	6 829,8	844	8 700,1	1 030	3 990,2	861	14 060,1
6308 à 10	Friperie	6 172	6 603,6	8 372	8 938,1	8 055	9 153,4	10 780	12 214,9	12 576	14 308,8
64	Chaussures	2 532	8 012,7	1 878	3 429,1	2 272	6 420,8	2 315	9 643,8	2 375	5 570,2
68	Ouvrages en pierres, plâtre et ciment	3 774	7 236,8	2 293	3 535,8	435	1 091,8	732	790,0	489	501,7
69	Produits céramiques	12 123	7 281,7	10 925	8 082,9	9 151	5 767,0	9 456	6 891,3	11 045	7 326,0
701098	Bouteilles	9 318	7 135,7	9 991	8 455,8	12 240	11 803,6	6 074	5 638,4	7 250	7 491,7
70	Autres articles en verre	6 296	3 043,9	2 667	3 267,0	3 067	2 810,9	4 469	4 371,1	2 720	2 837,8
72	Fonte, fer et acier	35 353	48 086,3	33 699	50 035,8	36 636	47 656,0	38 179	56 501,8	33 210	44 204,1
73	Ouvrages en fonte, fer et acier	12 140	27 690,1	11 659	30 207,8	9 579	21 860,6	12 381	27 588,9	10 713	22 502,4
76	Ouvrages en aluminium	1 912	5 104,0	1 363	4 308,3	670	3 459,0	774	3 932,0	910	3 417,5
82013010	Houes	1 211	52,4	572	917,7	552	820,4	736	951,8	425	1 744,7
8201 à 07	Outillages divers	32	2 956,4	538	1 424,9	405	2 062,5	436	1 790,4	605	1 192,8
8212	Rasoirs et leurs lames	44	120,9	67	361,2	85	173,9	73	128,0	50	112,6
8301	Serrures, verrous et cadenas	506	1 255,8	299	587,4	470	1 081,5	343	741,1	345	946,9
83	Autres ouvrages en métaux communs	1 513	4 949,2	1 393	4 987,0	1 164	4 081,4	1 630	5 323,0	1 616	5 257,8
84	Engins mécaniques et pièces de rechange	6 154	75 244,4	5 130	68 410,6	4 328	91 773,7	5 162	60 503,2	5 988	115 296,2
8501	Générateurs et transformateurs	253	3 243,2	177	8 659,7	90	1 786,2	64	731,7	341	4 353,5
8506 à 07	Piles et accumulateurs électriques	2 634	5 591,1	1 733	6 590,7	1 088	5 808,0	1 653	7 661,8	2 074	5 630,7
8525 à 29	Appareils de radio	612	6 764,5	476	4 275,7	441	4 450,4	518	3 933,1	474	4 070,3
85	Autres appareils électriques	4 103	51 957,7	4 182	57 343,1	4 077	72 510,4	5 308	86 206,5	4 966	114 439,9
8701	Tracteurs	550	3 243,4	160	792,2	89	960,8	95	972,5	74	1 102,7
870231 à 03	Voitures automobiles	5 423	21 308,2	4 334	25 914,7	4 850	55 836,7	5 324	36 441,6	4 795	39 148,9
8704	Camions	2 788	8 957,8	2 342	18 096,9	1 517	14 244,2	1 817	13 537,6	2 496	24 397,7
8708	Pièces de rechange pour véhicules	908	9 269,7	824	10 212,0	1 190	28 144,4	920	9 450,6	716	7 745,7
8711 à 14	Vélos, motos et leurs pièces	2 030	7 573,8	2 011	8 593,6	2 193	9 090,3	2 490	12 945,9	3 098	16 196,3
87	Autres véhicules et pièces	731	2 171,5	920	3 820,6	642	3 322,5	1 516	7 539,0	831	3 603,1
90	Appareils d'optique, photo et cinéma	803	17 551,8	682	16 230,1	717	18 047,3	662	20 997,4	1 143	25 309,5
92	Instruments de musique, d'enregistrement	62	124,7	56	532,3	62	142,2	81	289,6	55	285,6
9401 à 04	Mobilier et literie	3 454	8 751,8	2 702	9 856,1	2 031	9 261,8	2 268	11 655,9	1 840	6 862,2
95	Jouets et articles de sport	181	677,1	261	1 174,6	226	1 142,3	338	888,2	422	1 084,2
9603	Brosses, pinceaux, balais	191	325,0	175	227,0	241	336,8	218	257,0	196	623,3
9608	stylographes, crayons et craies	114	406,7	114	442,0	118	455,1	94	371,4	151	2 422,5
9610	Ardoises et tableaux pour l'écriture	75	114,8	90	214,4	72	130,0	55	108,4	31	48,7
	Tous autres articles (1)	96 289	72 432,1	155 887	112 464,7	221 715	104 317,6	191 567	91 322,7	123 942	93 331,8
	TOTAL	681 790	952 852,4	705 348	1 084 053,6	809 077,0	1 261 189,5	798 239,0	1 188 986,0	779 230	1 345 221,4

(1) : Non compris le courant électrique, la monnaie et les objets personnels.

V : en MBIF ; Q : en Tonnes

Source : OBR

ANNEXE 15 : STRUCTURE DES IMPORTATIONS (EN MBIF ET EN TONNES)

Période	2011		2012		2013		2014		2015	
	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q
I. BIENS DE PRODUCTION:	457 743,5	483 150	497 552,4	485 579	546 032,0	529 314	524 870	527 676	572 890	576 087
10. Métallurgie	48 834,3	35 634	52 560,8	34 428	53 266,7	39 756	44 402,0	30 614	39 093,7	27 759
11. Agriculture et élevage	21 025,1	36 732	31 833,2	24 466	41 720,3	35 006	41 757,9	39 371	34 377,75611	35 160
12. Alimentation	50 243,8	58 703	73 650,9	77 575	74 475,8	82 791	70 796,6	100 128	64 252,6	92 981
13. Textile	634,6	113	1 466,9	141	1 061,4	90	961,3	182	1954,264813	314
14. Construction	92 724,3	209 906	83 715,4	218 800	51 639,4	217 646	46 293,8	196 533	34 967,4	149 773
15. Bois	4 303,6	3 972	2 008,0	2 072	3 485,9	3 465	1 267,1	1 684	2297,545777	1 917
16. Papier	566,0	611	342,9	325	374,5	278	3 762,5	2 489	4 829,1	1 626
17. Cuir	26,8	25	42,8	25	2,8	2	198,6	132	147,164509	75
18. Autres biens de production:	239 385,0	137 454	251 931,5	127 747	320 005,2	150 280	315 430	156 543	390 970	266 483
180. Chimiques	13 049,3	6 153	15 777,0	8 142	18 352,7	8 240	13 587,2	6 591	15 017,2	8 663
181. Combustibles solides	8,5	18	35,8	92	80,5	23	1,7	8	0,634089	3
182. Huiles minérales	206 800,3	123 106	206 711,2	109 234	265 371,2	131 105	258 646,5	132 431	345 343,1	244 143
183. Autres	19 526,9	8 177	29 407,5	10 279	36 200,8	10 912	43 194,6	17 513	30609,39332	13 674
II. BIENS D'EQUIPEMENT:	227 973,6	36 588	243 885,6	29 233	318 511,5	27 162	254 623	32 257	344 450	32 222
20. Chaudières, engins mécaniques	84 047,4	7 554	94 428,9	7 697	121 257,9	6 663	60 503,2	5 162	115 296,2	5 988
21. Pièces et outillages	19 509,1	9 793	15 553,6	8 249	14 195,3	8 152	21 919,8	11 164	21 468,8	10 558
22. Matériel électrique	60 044,9	5 626	52 870,2	3 521	56 575,9	2 724	93 275,9	6 204	126 348,5	7 115
23. Tracteurs, véhicules et engins/ transport	45 493,5	10 115	60 922,0	8 483	106 117,0	8 600	53 807,4	7 830	54 513,6	6 864
24. Autres biens d'équipement	18 878,7	3 500	20 110,9	1 283	20 365,4	1 023	25 116,9	1 897	26 823,1	1 696
III. BIENS DE CONSOMMATION	267 135,4	162 052	342 615,6	190 536	396 646,1	252 601	409 473	238 306	427 881	170 920
30. Durables:	113 714,5	45 961	135 146,7	38 862	140 108,0	99 555	190 018	120 465	200 564	50 930
300. Textiles	32 486,9	15 398	35 937,7	13 430	51 470,3	75 965	52 457,8	82 387	48 700,5	16 847
301. Véhicules	8 216,2	2 476	10 104,3	2 615	10 317,1	2 566	29 718,6	4 696	43 013,4	6 159
302. Autres	73 011,4	28 087	89 104,7	22 817	78 320,6	21 024	107 841,2	33 382	108 850,3	27 924
31. Non durables:	153 420,9	116 091	207 468,9	151 674	256 538,1	153 046	219 455,2	117 841	227 317,0	119 990
310. Alimentaires	60 408,7	101 426	91 170,5	134 627	128 936,9	133 698	92 694,8	103 491	90 936,9	103 844
311. Pharmaceutiques	65 261,7	3 191	74 528,9	3 527	90 069,2	4 226	102 112,7	4 707	104 317,8	4 738
312. Autres	27 750,5	11 474	41 769,5	13 520	37 532,0	15 122	24 647,7	9 643	32 062,4	11 408
TOTAL	952 852,5	681 790	1 084 053,6	705 348	1 261 189,6	809 077	1 188 965,8	798 239	1 345 221,4	779 230

Source : OBR

ANNEXE 16 : IMPORTATIONS PAR PAYS DE PROVENANCE (EN TONNES ET MBIF)

	2011		2012		2013		2014		2015	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	59 434	246 384,1	70 973	284 135,4	73 969	273 717,8	99 466,0	259 073,5	86 444,2	300 812,6
1. Union Européenne	48 964	230 060,6	48 486	242 032,2	42 769	238 103,6	39 706	207 440,7	42 829	269 454,2
Belgique-Luxembourg	18 942	86 583,1	19 193	109 260,9	15 114	99 067,7	9 143	81 512,7	14 183	82 564,9
Allemagne	4 555	30 078,8	2 434	21 921,8	2 369	32 839,8	2 975	21 022,6	3 046	35 669,4
France	4 723	40 628,5	7 285	36 712,2	3 269	30 596,8	8 130	38 083,9	9 714	39 303,8
Royaume-Uni	6 843	20 818,0	2 237	9 501,6	8 254	8 316,5	5 237	8 756,5	3 827	9 650,5
Italie	7246	12 601,2	9140	18 859,7	7 624	15 063,5	8 073	13 149,1	4 882	8 140,5
Pays-Bas	2 342	7 610,3	3 321	12 351,8	3 794	33 080,6	4 897	24 866,4	5 754	65 087,4
Danemark	1 645	23 410,5	683	12 328,9	783	13 171,2	645	14 990,6	564	23 869,0
Irlande	20	15,0	50	223,4	13	47,3	38	128,8	94	241,3
Espagne	336	1 271,5	299	2 676,2	158	811,6	133	903,6	264	1 334,6
Grèce	25	130,9	31	278,9	72	1 363,5	5	94,4	58	243,2
Portugal	4	55,9	834	6 175,6	24	430,9	8	104,0	7	119,2
Autres pays de l'U.E	2 283	6 856,9	2 979	11 741,2	1 295	3 314,2	422	3 828,1	439	3 230,6
2. AUTRES	10 470	16 323,5	22 487	42 103,2	31 200	35 614,2	59 760,0	51 632,8	43 614,7	31 358,3
Suisse	4 620	9 289,3	6 927	15 468,2	4 040	9 343,2	3 759	11 439,7	590	2 327,5
Rép. Tchèque	-	-	277	1 721,7	4	125,7		19,7	0	14,8
Russie	450	432,1	1 160	1 345,2	6 983	4 389,1	42 641	24 821,2	29 600	15 514,8
Roumanie	29	99,8	38	151,8	33	73,4	23	259,5	19	304,0
Autres pays d'Europe	5 371	6 502,3	14 085	23 416,3	20 140	21 682,8	13 337	15 092,7	13 405	13 197,3
II. ASIE	189 624	376 761,6	178 089	400 893,8	254 167	497 193,8	249 362	545 064,3	323 627	657 742,1
Japon	8 467	26 443,1	4 473	25 756,4	7 191	28 270,4	4 663	30 549,8	5 091	37 173,6
Iran	2 467	3 769,4	771	1 080,8	506	670,8	168	255,3	0	0,0
Rép. Pop. de Chine	30 431	79 428,3	47 786	98 928,4	48 933	107 991,7	76 964	150 514,6	58 306	158 712,8
Union Indienne	20 849	51 979,9	29 244	86 076,4	41 629	137 238,0	48 067	128 699,9	99 560	176 792,1
Corée du Sud	258	1 163,7	251	1 140,2	486	1 921,5	331	1 502,6	522	3 959,5
Hong-Kong	137	2 126,2	122	1 528,7	103	2 025,3	124	4 919,4	170	12 548,8
Corée du Nord	32	116,0	43	219,3	33	211,6	99	726,4	5	82,7
Taiwan	97	125,2	70	313,5	26	218,6	109	738,5	28	119,9
Bangladesh	18	49,7	11	68,4	21	87,4	66	202,5	91	393,4
Pakistan	12 225	1 945,7	6 244	4 593,8	399	562,0	500	676,4	928	3 713,2
Arabie Saoudite	80 314	139 919,6	65 151	122 453,3	65 120	133 192,0	61 231	117 795,7	80 104	115 718,7
Autres pays d'Asie	34 329	69 694,8	23 923	58 734,6	89 720	84 804,5	57 040	108 483,2	78 823	148 527,2
III. AFRIQUE	403 858	276 610,9	420 779	338 738,5	456 631	420 291,6	430 424,0	355 233,1	349 300,7	356 572,9
R.D.C	5 184	6 680,2	4 932	7 364,3	4 089	6 059,8	11 280	6 656,2	8 892	5 399,3
Tanzanie	134 046	60 983,1	118 300	69 939,5	186 718	123 582,9	255 104	101 698,2	170 538	91 220,4
Kenya	51 610	57 972,1	65 404	65 423,5	57 272	93 381,4	48 253	82 114,3	57 044	91 550,6
Djibouti	15	23,3	72	403,5	50	529,0			2	20,1
Rwanda	25 962	7 578,5	45 872	15 393,4	58 537	24 178,7	22 837	14 452,8	21 821	11 652,9
Ouganda	66 941	52 315,4	70 643	61 642,3	95 237	90 684,3	46 747	56 282,7	41 589	65 393,5
Zambie	92 291	44 634,2	83 714	49 560,3	24 669	18 426,9	13 710	15 431,3	9 861	11 319,9
Zimbabwe	106	224,0	36	86,9	127	397,7	76	283,1	306	562,0
R.S.A.(1)	12 566	23 603,0	18 794	42 211,3	15 092	33 934,4	20 089	44 379,1	31 590	58 484,1
Autres pays d'Afrique	15 137	22 597,1	13 012	26 713,5	14 840	29 116,5	12 328	33 935,4	7 657	20 969,9
IV. AMERIQUE	27 668	48 559,5	33 835	57 196,3	13 667	59 503,3	14 696,0	27 069,6	15 352,4	27 077,6
Etats-Unis	19 042	40 973,3	19 722	44 036,0	8 529	54 518,6	2 416	16 100,2	4 458	17 125,1
Canada	1 405	2 242,5	8 246	6 822,7	4 022	3 494,4	10 047	7 681,0	10 478	8 140,4
Autres pays d'Amérique	7 221	5 343,7	5 867	6 337,6	1 116	1 490,3	2 233	3 288,4	416	1 812,1
V. OCEANIE	1 205	4 534,5	1 672	3 089,6	10 643	10 475,9	4 291,0	2 545,1	4 505,3	3 016,3
Australie	91	401,8	246	487,8	9 068	6 402,7	4 283	2 497,2	4 497	2 970,5
Nouvelle Zélande	1 114	4 132,7	1 426	2 601,8	1 575	4 073,2	8	47,9	8	45,8
Pitcairn										
VI. DIVERS	1	1,9	-	-	-	7,1	-	0,4	-	-
TOTAL	681 790	952 852,5	705 348	1 084 053,6	809 077	1 261 189,5	798 239,0	1 188 986,0	779 230,0	1 345 221,4

(1): R.S.A : République d'Afrique du Sud

V : en MBIF ; Q : en Tonnes

Source : OBR

ANNEXE 17 : STRUCTURE DES EXPORTATIONS (EN TONNES ET MBIF)

	2011		2012		2013		2014		2015	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
PRODUITS PRIMAIRES	31 453	144 463,8	37 987	174 112,7	29 023	100 086,0	35 519	137 861,1	38 606	132 504,3
café marchand	17 447	95 281,9	23 309	100 998,7	11 865	44 529,8	15 159	84 988,4	13 657	62 685,5
coton	164	482,3	-	-	856	2 182,7	58	208,3	33	91,2
peaux brutes	3 090	7 714,9	3 272	9 552,4	2 239	3 991,5	1 213	6 040,5	3 467	7 848,4
thé	7 953	26 839,0	8 684	36 643,4	10 007	37 352,2	11 021	37 513,4	11 145	53 630,9
animaux vivants	-	-	1	0,9	1	5,8	2	6,5	6	8,4
poissons vivants	-	-	27	141,6	8	256,5	7	263,6	7	246,1
plantes vivantes	76	110,3	46	54,3	51	55,3	36	38,0	23	30,9
riz	-	-	-	-	-	-	2	1,9	174	19,5
écorces de quinquina	54	56,1	49	95,5	-	-	46	-	23	79,9
tabacs en feuilles	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
autres	2 669	13 979,3	2 599	26 625,9	3 996	11 712,2	7 975	8 800,5	10 071	7 863,7
PRODUITS MANUFACTURES	16 023	11 886,6	14 313	20 190,9	29 417	50 688,8	47 306	65 982,5	47 151	57 441,3
couvertures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
limonades, eaux gazeuses	-	-	122,0	54,1	19	9,3	33	15,3	61	25,2
bouteilles en verre foncé	1	-	148	445,9	36	46,3	421	691,6	447	490,8
bières	6 459	2 802,0	5 548	3 837,7	5 790	4 253,9	12 490	9 015,7	13 432	10 269,7
cigarettes	225	1 646,3	468	4 002,3	546	6 367,6	557	6 022,0	892	9 247,7
chaussures	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
tissus en coton	-	-	-	-	57	491,7	32	72,7	-	-
farine de blé	-	-	-	-	3 716	4 515,4	6 654	8196,2	8 925	10 086,9
farine de maïs	-	-	-	-	4	3,2	27	16,7	49	19,8
ciment portland	-	-	-	-	480	90,3	141	27	23	14,2
plaques en caoutchouc	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
sucre cristallisé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
savons de ménage	4 040	5 231,8	5 571	7 987,1	8 074	12 309,0	7 453	12 254,9	8 359	10 647,2
autres (1)	5 298	2 206,5	2 456	3 863,8	10 695	22 602,1	19 498	29670,4	14 963	16 640
TOTAL	47 476	156 350,4	52 300	194 303,6	58 440	150 774,8	82 825	203 843,6	85 758	189 945,6

(*) : FOB Bujumbura.
(1) : Non compris les objets personnels. V : en MBIF ; Q : en Tonnes

Source : Office Burundais des Recettes (OBR) et l'Office du Thé du Burundi (OTB).

ANNEXE 18 : EXPORTATIONS PAR PAYS DE DESTINATION (EN TONNES ET MBIF)

	2011		2012		2013		2014		2015	
	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V	Q	V
I. EUROPE	17 766	102 824,3	22 882	111 223,0	12 078,3	50 486,4	14 900	85 034,1	11 963	59 622
1. Union Européenne	9 843	59 915,0	11 969	64 093,1	5 491,0	26 493,4	7 788	46 425,6	4 482	23 441
Belgique	3 164	21 666,3	2 006	14 448,9	1 122	6 635,8	1 870	10 138,8	1 774	7 618
Allemagne	856	3 945,8	2 279	10 102,9	1 001	4 058,4	2 817	19 626,3	491,4	2 395,4
France	491	1 831,9	167	571,0	251	991,2	194	1 128,1	100,3	1 173,7
Royaume-Uni	4 459	26 203,0	5 045	25 033,8	2 241	8 962,0	2 058	8 203,4	1 798,4	8 963,5
Italie	318	2 492,1	1 063	3 887,2	602	3 130,9	568	4 756,4	198,9	2 164,1
Pays-Bas	324	1 022,2	242	1 379,1	159	2 076,6	209	1 985,0	49,1	678,4
Danemark				43,8					0,5	8,6
Irlande										
Espagne	7	314,9		0,0	0,0	0,0				
Grèce	-	-		0,0	0,0	0,0				
U.E. (1)	224	2 438,8	1 167	8 626,4	115	638,5	72	587,6	69,9	439,1
2. Autres	7 923	42 909,3	10 913	47 129,9	6 587,3	23 993,0	7 112	38 608,5	7 480,8	36 181,0
Russie	-	-	107	757,2	52	290,6	-	-		
Suède	36	122,1			0,3	5,0	44,0	317,2	3,6	355,2
Suisse	7 887	42 787,2	10 806	46 372,7	6 535	23 697,4	7 068	38 291,3	7 477,1	35 825,8
II. ASIE	5 495	23 033,3	7 348	33 901,3	9 620,0	36 943,6	11 811	37 147,7	13 578,0	49 061,9
Japon	-	-	44	381,6	27	344,1	49	536,8	56,8	675,3
Union des Emirats Arabes	58	68,3	47	69,6	757	280,8	2 921	1 245,5	3 547,0	1 276,9
Oman	827	2 749,3	935	5 032,2	1 011	3 752,0	1 145	3 857,5	1 180,0	5 523,6
Singapour	218	1 515,6	912	4 368,7	1 873	7 514,5	1 197	6 397,1	1 717,7	8 319,9
Chine	235	4 690,6	1 034	9 495,1	890	6 043,5	230	3 936,5	1 021,7	3 202,5
Inde	180	590,0	33	135,6	56	176,6	289	374,9	313,4	249,7
Arabie Saoudite	-	-		0,9	0	0,0				
Pakistan	3 977	13 419,5	4 341	14 350,5	5 004	18 676,2	5 510	18 756,7	5 572,6	26 815,5
Autres pays			2	67,1	2	155,9	470	2 042,7	168,8	2 998,6
III. AFRIQUE	23 801	27 933,4	21 844	48 076,3	36 478,0	57 131,0	55 781	79 289,2	59 813,3	78 476,5
RDC(2)	7 906	5 065,0	9 050	14 300,8	16 577	18 572,4	27 588	38 080,8	29 204,7	36 677,5
Tanzanie	227	177,2	1 322	1 857,0	3 271	3 768,0	8 223	3 341,5	8 884,6	3 211,5
Kenya	1 967	4 939,6	1 579	4 294,2	1 106	1 155,2	1 296	1 858,0	1 801,5	3 732,1
Rwanda	9 958	6 345,1	4 097	6 140,6	10 789	12 585,6	7 822	11 199,2	9 459,7	8 965,1
Zambie	1	4,8	5	45,8	13	150,4	130	363,2	46,4	456,2
Ouganda	1 744	4 636,6	3 422	10 837,5	1 966	8 995,0	6 666	5 836,2	6 990,4	6 519,5
République Sud-Africaine	10	55,4	116	1 254,2	44	185,4	82	1 767,2	5,4	46,6
Egypte	1 988	6 709,7	2 171	9 160,9	2 503	9 338,1	2 757	9 384,6	2 786,3	13 407,7
Autres pays			82	185,3	209	2 380,9	1 217	7 458,5	634,5	5 460,3
IV. AMERIQUE	136	903,2	194	834,1	184	1 367,7	244	1 785,5	371,0	2 561,3
Etats-Unis	116	764,1	117	718,1	157	1 249,1	172	1 250,6	293,8	2 162,1
Canada	20,0	139,1	77	116,0	27,0	118,6	72	534,9	76,7	396,6
Autres pays d'Amérique							29	13,1	0,5	2,6
V. OCEANIE	112	1 104	3	85,6	19,0	183,0	57	573,0	32,2	224,3
Australie	112	1 104,1	3	85,6	19	183,0	57	573,0	32,2	224,3
VI. DIVERS	166	552,1	29	183,3	61	145,4	32	14,1		
TOTAL	47 476	156 350,4	52 300	194 303,6	58 440	146 257,1	82 825	203 843,6	85 758	189 945,6

(*) : FOB Bujumbura.

V : en MBIF

Q : en T (poids net)

Source : OBR

ANNEXE 19 : POSITION EXTERIEURE GLOBALE DU BURUNDI (EN MBIF)

	2011	2012	2013	2014	2015
POSITION EXTERIEURE NETTE	-533 586,3	-349 614,7	-642 030,6	-1 034 395,2	-1 949 763,9
Avoirs	790 002,7	1 331 670,1	1 361 925,5	1 472 610,8	812 087,1
Investissements directs à l'étranger	3 747,9	3 747,9	4 007,2	4 049,6	4 288,8
Investissements de portefeuille	0,0	394 900,0	335 725,9	420 580,2	
Produits financiers dérivés					
Autres investissements	383 853,5	455 748,5	527 044,5	545 858,5	577 876,3
crédits commerciaux	207 359,2	259 841,3	322 405,3	343 093,0	367 842,5
Monnaie fiduciaire et dépôts	173 267,6	192 680,5	201 412,5	199 538,8	206 807,1
Autres avoirs	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7	3 226,7
Avoirs de réserve	402 401,3	477 273,7	495 147,9	502 122,5	229 922,0
ENGAGEMENTS	1 323 589,0	1 681 284,8	2 003 956,1	2 507 006,0	2 761 851,0
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	20 674,4	21 547,0	203 068,3	329 505,6	407 447,2
Investissements de portefeuille	0,0	0,0	3 004,9	5 312,5	0,0
Produits financiers dérivés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	1 263 609,0	1 620 592,2	1 758 968,4	2 129 989,4	2 341 785,1
Crédits commerciaux	555 631,4	740 885,9	849 341,9	1 121 680,5	1 309 481,4
Prêts	657 941,6	816 734,6	819 837,6	860 557,1	882 269,7
Autorités monétaires	172 860,5	209 053,2	204 129,9	203 993,4	186 603,0
Administrations publiques	485 081,1	607 681,4	615 707,7	656 563,7	695 666,7
Banques					
Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaie fiduciaire et dépôts	50 036,0	62 971,7	89 788,9	147 751,8	150 034,0
AUTRES ENGAGEMENTS	39 305,6	39 145,6	38 914,5	42 198,5	12 618,7

Source : BRB

